

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12735 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 8 JANVIER 1986

La seconde mort de l'Europe aéronautique

Le conseil d'administration de la société britannique d'hélicoptères Westland a décidé de soumettre, la semaine prochaine, à l'approbation de ses actionnaires la seule proposition de sauvetage financier présentée par le groupe américain Sikorsky, associé à la firme italienne Fiat. Il a écarté l'offre concurrente de cinq sociétés européennes, dont l'Aérospatiale française. La faillite est inévitable, a expliqué le président de Westland pour justifier son choix, si la proposition américaine est rejetée.

Il y a six mois, les experts démolissaient la société britannique pour moribonde, faute de commandes suffisantes. Westland devait, du reste, accuser à la fin de 1985 un déficit de 100 millions de livres (soit le tiers de son chiffre d'affaires) et un endettement du même ordre. Le sang ne peut couler que d'un apport extérieur dès lors que la proposition du Parti travailliste de nationaliser le fabricant d'hélicoptères n'avait aucun espoir d'être acceptée par le gouvernement conservateur de M^{me} Thatcher.

Face à face, pour remettre à flot Westland, le groupe Sikorsky-Fiat et un consortium européen de cinq sociétés (deux britanniques, une française, une ouest-allemande et une italienne), qui ont fait assaut de propositions financières et industrielles. Mais, face à face aussi, deux ministères, de la « dame de fer » : M. Lord Brittan, ministre de l'Industrie et du Commerce, qui ne craint pas la malintention de Sikorsky sur des intérêts britanniques en se déclarant partisan d'un libre choix des actionnaires de Westland, et M. Michael Heseltine, ministre de la Défense, qui a attendu le mois de décembre pour se faire le farouche propagandiste de la solution européenne. Un affrontement que le chef du gouvernement a brisé d'arbitrer à sa manière, qui est généralement brutale, au risque de laisser pourrir la crise ouest-Manche.

Le débat va bien au-delà de la survie d'une entreprise. Il est interne, d'abord, à la Grande-Bretagne : au nom du libéralisme, M^{me} Thatcher doit-elle laisser faire des actionnaires, et accepter du même coup que le sort de Westland ne dépende aux États-Unis, ou doit-elle agir pour continuer à protéger les intérêts nationaux d'une société qui contribue à la sécurité britannique ? Il est extérieur, ensuite, au seul Royaume-Uni : la consolidation du « pilier » européen de la défense occidentale passe-t-elle par des accords transatlantiques ou par la recherche d'une coopération sans cesse accrue entre industries européennes ?

Si le consortium européen ne fait pas monter les enchères avant la semaine prochaine, tout porte à croire que les actionnaires de Westland devront, à la place du gouvernement britannique, prendre leurs responsabilités en choisissant de s'allier à un partenaire — mais aussi à un rival, américain — qui domine déjà le marché mondial. Sikorsky aura un pied en Europe. La tâche de ses concurrents européens n'en sera pas moins difficile, même s'ils reçoivent des aides de leurs gouvernements respectifs.

Après l'échec d'un projet commun d'aviation de combat, l'Europe aura perdu une nouvelle chance de rassembler, de part et d'autre de la Manche, ses industries et ses ambitions aéronautiques.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Washington exhorte ses alliés à boycotter la Libye

Le président Reagan, que le colonel Kadhafi vient de qualifier de « chien israélien », devait annoncer ce mardi 7 janvier des sanctions économiques contre la Libye et appeler ses alliés à suivre son exemple. La première de ces sanctions consisterait à refuser le droit d'atterrissage aux avions commerciaux libyens. Le chef de la Maison Blanche semble donc renoncer, dans l'immédiat — notamment sur les conseils des États arabes modérés, — à toute action militaire pour « châtier » le « complice ou inspirateur » des attentats terroristes de Rome et de Vienne.

Moscou, se rangeant aux côtés de Tripoli, dénonce pour sa part le « terrorisme d'État » de Washington. En Libye, plusieurs classes de réservistes viennent d'être rappelées sous les drapeaux.

Correspondance

Washington. — Après onze jours d'hésitation, de déclarations contradictoires du département d'État et de la Maison Blanche résultant notamment de l'éloignement de la capitale du président Reagan, en vacances en Californie, le gouvernement américain s'est résigné à n'entreprendre aucune action militaire contre la Libye.

Dans une conférence de presse prévue dans la soirée du mardi 7 janvier, le président devait toutefois annoncer un certain nombre de nouvelles sanctions économi-

ques et inviter les alliés européens des États-Unis à participer à un effort commun pour isoler économiquement et politiquement le colonel Kadhafi. « Nous pensons que nos alliés seront plus enclins qu'auparavant à nous appuyer pour assurer une sorte d'isolement économique de la Libye », a dit, lundi, M. Spenske, le porte-parole de la Maison Blanche.

A dire vrai, les milieux officiels ne se font pas trop d'illusions quant à la réponse des Européens à la demande américaine d'une action concertée de boycottage.

HENRI FERRIER.

(Lire la suite page 4.)

LA LOI SUR LA FLEXIBILITÉ

Le PC et la droite joueront l'obstruction au Parlement

Le Parlement se réunira jeudi 9 janvier en session extraordinaire pour examiner le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail (la flexibilité), avant le terme de la législature. Le texte ayant été adopté en première lecture par l'Assemblée, la discussion reprendra au Sénat. Mais le gouvernement s'attend déjà à une rude bataille. Les sénateurs communistes ont préparé quelque trois cents amendements, comme l'avaient fait leurs collègues de l'Assemblée nationale, et l'opposition de droite, de son côté, envisage d'apporter de sérieuses modifications au texte.

Toute la question est désormais de savoir si le gouvernement aura la possibilité de conclure puis, le cas échéant, de promulguer sa loi. Une course d'obstacles commence. (Lire page 8 l'article d'Alain Lebaube.)



Vive l'école !...

Il faut se frayer les yeux pour y croire. Après le fiasco de l'enseignement catastrophique qui s'est déroulé depuis quelques années sur « l'enseignement en détresse », « le massacre des innocents » ou « l'école des barbares », les Français semblent faire massivement confiance à leur école. Mieux : leur satisfaction a sensiblement augmenté ces trois dernières années.

Selon un sondage de la SOFRES publié dans le *Nouvel Observateur* du 20 décembre, l'école a rejoint la police à la première place des institutions dans lesquelles ils ont « plutôt confiance » (avec un score de 74 %), gagnant 4 points depuis 1982. Les grandes écoles viennent aussitôt après avec 71 %, devant les universités (63 %), qui, avec un gain de 6 points, ont la palme des institutions ayant le plus progressé dans la confiance des Français en trois ans.

Dans la boue des professions, les instituteurs ont rejoint les gen-

dermes à la troisième place (avec 80 %) derrière les pompiers (96 %) et les médecins (90 %). Les professeurs du secondaire perdent un point, mais restent, avec 73 %, au niveau des policiers, ce qui est flatteur... loin devant les prêtres (58 %), les officiers (54 %), les magistrats (50 %) ou... les journalistes (43 %).

Ces brillants résultats rejoignent le ministre de l'Éducation nationale, qui ne manquera pas d'y voir un effet de la campagne qu'il mène autour du joyeux slogan « Vive l'école ! » depuis son arrivée rue de Grenelle et dont le temps fort a été le tour de France du « train forum ». Ces quelques points gagnés dans une conjoncture hostile valent bien les neuf millions investis dans cette opération de promotion et tous les discours inlassablement répétés sur le thème de « l'école de la réussite ».

Que M. Chevènement soit un bon vendeur, désormais nul n'en

doute. Mais ce n'est pas tout. Cette bonne cote de l'éducation fait partie d'un mouvement plus large de regain d'optimisme qui touche l'économie, l'information et un certain nombre de valeurs « traditionnelles », comme la famille, le travail, le mariage ou la religion, alors que soit nettement en baisse la politique et le syndicalisme.

Cette constatation est confirmée par une autre enquête réalisée par la COFREMCA, à la demande d'une association d'éditeurs scolaires « Savoir Livre » (1) qui montre que le monde enseignant participe à une évolution générale de la société française, sensible depuis quelques années, dans le sens de l'ouverture et de l'adaptation. Loin d'être le milieu clos et globalement conservateur souvent décrit par les médias, il a fait preuve, face à des élèves de plus en plus mobiles et hétérogènes,

d'une remarquable capacité d'évolution.

Selon la COFREMCA, celle-ci est sensible en particulier dans les relations avec les élèves. Entre l'autorité « de droit divin » à l'antique qui n'est plus de mise et le laxisme post-soixante-huitard qui a fini par lasser, se met peu à peu en place une attitude plus pragmatique s'efforçant de concilier l'écoute et l'efficacité, le dialogue et le rendement. La COFREMCA perçoit chez les élèves les plus jeunes les signes particulièrement nets de ce qu'elle analyse comme la conception moderne de l'autorité : on demande plus de fermeté pour davantage d'efficacité, mais on manifeste moins de respect pour les personnes et les fonctions.

FREDÉRIC GAUSSEN.

(Lire la suite page 12.)

(1) Savoir Livre, 79, avenue Daumesnil-Rochereau, 75014 Paris, tél. : 43-26-26-10.

LES CELLULES COMMUNISTES COMBATTANTES EN BELGIQUE

Les enfants de Baader et du Manneken-Pis

De notre correspondant

Bruxelles. — « Le peuple, c'est moi ! » — c'était en octobre 1977 — Pierre Carette ne brillait pas par son sens des nuances ! Ce soir-là, au cours d'une réunion publique consacrée à une Allemagne fédérale en pleine agitation terroriste et alors que quelques intellectuels belges s'interrogeaient sur le sens du combat de la Fraction armée rouge, lui, Carette, annonçait ouvertement la couleur : seule l'action violente, la guérilla urbaine, avait un sens. Déjà il était seul, arrogant et insolent, coupé par son extrémisme de l'extrême gauche.

« Je suis un militant politique. » Aujourd'hui, huit ans après, Pierre Carette, en prison avec trois de ses amis depuis le 15 décembre, répond ainsi au juge d'instruction. Le patron présumé des Cellules communistes combattantes — vingt-sept attentats en un peu plus d'un an — ne veut rien dire d'autre. Toujours aussi sûr de lui. Toujours aussi seul.

Mais cet isolement n'est-il pas une des caractéristiques du terrorisme belge ? Pourtant — bien moins violent, bien moins avoué que ceux de la Fraction armée rouge allemande, des Brigades rouges italiennes ou même d'Action directe — ce terrorisme cherchait d'abord à « convaincre ». Les cibles visées étaient toutes symboliques. Un terrorisme bavard : des dizaines de pages pour justifier chaque opération et surtout un terrorisme apparemment soucieux de ne pas attenter aux personnes. Avec un soin méticuleux — tracts distribués dans les banques visées, magnétophones placés dans les voitures piégées — les CCC aversaient : « Dans trente minutes, tout va sauter. »

Volontiers frondeurs, les Belges auraient pu avoir une certaine sympathie pour ces jeunes gens qui arguaient les forces de police en faisant exploser une bombe au siège d'une société américaine, à l'heure même où, au milieu des dispositifs de sécurité impressionnants, l'avion de Ronald Reagan se posait à Bruxelles.

M. Genscher en visite à Paris

Forcing européen du ministre ouest-allemand des affaires étrangères.

PAGE 5

L'immigration en Israël

En 1985, le chiffre le plus bas depuis la création de l'État.

PAGE 4

Un entretien avec M. Maisonrouge

Pour l'ancien vice-président d'IBM, l'Europe est la seule réponse à la puissance des Japonais et des Américains.

PAGE 31

Roger Knobelspiesse devant les assises de l'Essonne

Il nie sa participation à un hold-up et affirme qu'il prouvera son innocence.

PAGE 11

Le Monde

SCIENCES

- Le nucléaire change de mode.
- Les marchés de l'espace.
- A quel sert le CNRS ?

Pages 17 et 18

Débats : Valeurs socialistes (2) • Étranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (11 et 12) • Culture (13-14) • Économie (15 à 33)

Programmes des spectacles (15-18) • Radio-télévision (19) • Échecs (29) • Informations services : Journal officiel, Météorologie, Mots croisés (30) • Carnet (29) • Annonces classées (19 à 28)

Christian Dior

FOURRURE

SOLDES EXCEPTIONNELS

HAUTE FOURRURE
BOUTIQUE FOURRURE
BOUTIQUE CUIRS

les mercredi 8,
jeudi 9, vendredi 10,
et exceptionnellement
le samedi 11 janvier
10 h - 18 h 30

32, avenue Montaigne
11 bis, rue François-I^{er}
12, rue Boissy-d'Anglas
Paris 8^e

هكذا من الأصل

débats

Une morale ou une logique ?

Parce qu'ils ne peuvent accorder leurs buts et leurs conduites, les socialistes recherchent un coupable dans le camp d'en face.

par JEAN-FRANÇOIS MATTEI (*)

NUL ne peut manquer d'être frappé, en prêtant attention à la cohérence du discours socialiste, par la distorsion constante entre ses buts avoués et la réalité des conduites qui pourtant en découlent. Tout se passe comme si les socialistes, en politique ou en économie, dans le domaine social ou dans celui de l'éducation, ne proposaient de programmes généraux que pour mieux en constater l'inefficacité, et ne gagnaient leur bonne conscience qu'à en prêter une mauvaise à leurs adversaires, jugés responsables de leurs propres échecs.

M. Jean-Denis Bredin illustre une nouvelle fois cette règle lorsque, dans un article récent (1), il demande instamment au socialisme, en voie de dispersion, de rester fidèle à l'exigence morale qui scellerait son identité. Il s'agit de mettre en pratique « l'intransigeant refus de tout discours, de tout comportement raciste », pour ne pas succomber à la résurgence actuelle des thèmes de l'extrême droite.

Il y va moins du succès de la gauche, livrée aujourd'hui à la critique libérale, que de la possibilité d'affirmer son existence et de sauvegarder, à travers elle, son essence.

On sacrifierait volontiers à cette noble exigence si elle touchait au premier chef ceux qui en établissent, avec quelque raison, le bien-fondé. La juste dénonciation des préjugés raciaux, même habillée à la mode socialiste, perd naturellement sa force de conviction dès qu'elle échappe aux principes qui l'animent pour s'en prendre aussitôt à des discours séculaires de la « droite ».

De sa dernière ligne en effet, M. J.-D. Bredin ne cesse d'imputer l'embaras socialiste en ce qui concerne le problème des travailleurs immigrés à la malveillance d'une droite clairement dénoncée comme seule coupable du mal raciste dont souffre notre pays.

On situe d'abord l'adversaire à l'extrême droite, en le déconstruisant par cette localisation même, puis on y ramène, sans trop de précautions, les diverses droites dont le discours raciste et nationaliste demeurerait immuable sous les masques de la prudence et de l'éducation. Tant il est vrai que les adeptes du changement aiment garder l'œil braqué vers le sol ferme qui leur permet d'appréhender leur propre dérive. On identifie enfin l'extrême droite au « racisme », élevé métaphysiquement au rang de « substance », sans voir qu'en lui faisant un tel bonjour on s'avoue ainsi contaminé par lui.

Cars si le racisme consiste bien à « substantier » les caractères raciaux d'un individu ou d'un peuple, pour mieux en accuser l'identité, que penser de l'attitude de celui qui substantie à son tour les caractères racistes de ses adversaires ? On reconnaît au passage que M. Le Pen a du talent, de la même façon sans doute que le président du Front national admet qu'il y a de bons Maghrébins, il en prend d'ailleurs sur ses listes ; mais on ne cherche pas moins à l'exclusion du jeu politique et du débat idéologique. Il suffit de considérer la tension générale de critiques qui récusent M. Le Pen à défaut de le réfuter : les arguments *ad hominem*, marqués infailliblement du racisme, y abondent. On le privera donc, non pas de l'accès à la nationalité, ce qui serait déjà fâcheux pour un démocrate, mais de l'accès à la rationalité, ce qui paraît beaucoup plus inquiétant.

La loi du talion

Si la droite se définit par cette constante procédure d'exclusion dont parle M. Bredin, il faut alors admettre que la gauche ne le lui cède en rien quand elle prétend exclure les tenants de cette exclusion même. Ainsi le rejet et le mépris que l'homme de droite témoignerait à l'autre n'ont-ils d'égal que le mépris et le rejet avec lesquels l'homme de gauche (dé)considère son adversaire. On peut juger que la droite n'a ici que ce qu'elle mérite.

On peut juger aussi que la loi du talion ne relève pas de la Cité socialiste, et que la gauche s'honorait à ne pas emprunter à sa rivale son procédé le plus suspect.

L'homme de gauche manque moins de générosité, serait-elle électorale, que de simple logique. En ce sens, le socialisme a bien quelque responsabilité dans le déclin actuel de la solidarité que M. J.-D. Bredin déplore à juste titre, tout en contribuant à l'accroître.

Dira-t-on par exemple que sa lutte en faveur de l'avortement a aidé à vaincre les « doctrines d'exclusion », le « repliement sur la vie privée », l'« égoïsme érigé en règle de vie dans un monde sans avenir et sans Dieu » ? Étrange incohérence à la lisière du vivant, où la suppression de la peine de mort, dont on dénonce l'irréversibilité, vient en quelque sorte racheter la légalisation de l'interruption de grossesse, dont on tait le caractère définitif.

On pardonnera ces quelques incohérences aux socialistes puisque, à l'évidence, leur recherche amène d'un coupable témoin d'une souffrance bien réelle. Aussi ne les accablons-ils pas comme ils accablent leurs adversaires, ou l'image commode qu'ils s'en font, pour mieux se consoler de leurs misères.

A suivre jusqu'au bout M. J.-D. Bredin, qui conclut son article par :

(*) Professeur à l'université de Nice.

article sur le mot « rien », on sera effectivement porté à croire que le socialisme, face aux désaveux de l'expérience, n'est plus aujourd'hui grand-chose, pas plus une doctrine qu'une morale. Il serait peut-être temps pour lui, s'il veut vraiment forger son identité et assurer ainsi son avenir, de composer avec ses trop intransigeants refus et d'être d'abord une logique.

(1) « Pas de socialisme sans morale », *Le Monde* du 28 décembre 1985.

Valeurs socialistes

De gauche comme de droite fusent les critiques sur la manière dont les socialistes ont fait passer leur message. Yvon Quiniou reproche au PS d'avoir succombé aux attraits du « productivisme » et Jean-François Mattei répond à Jean-Denis Bredin (le Monde du 28 décembre), qui affirmait : « Pas de socialisme sans morale ».

Mercantilisme

Le culte de la production va-t-il devenir la foi et la loi de notre existence individuelle et sociale ?

par YVON QUINIOU (*)

NOMBREUX étaient les intellectuels communistes qui, en désaccord avec le PCF sur les problèmes de démocratie (structure du parti, attitude vis-à-vis des pays de l'Est), ont cru, dans les années 1977-1981, trouver dans le PS le moyen si longtemps cherché de réconcilier le socialisme avec la liberté politique et l'efficacité économique, sans qu'il y sacrifie ses valeurs propres. Il leur faut, sur ce point, actuellement déchanter.

Alors que les conditions politiques des élections de 1981 donnaient comme jamais les moyens légaux d'amorcer une transformation irréversible vers le socialisme, et après que le pouvoir a paru s'y engager, que leur offre-t-on actuellement ?

Au plan économique, la planification technologique du chômage aux alentours des trois millions de chômeurs, au nom d'une compétition internationale dont personne ne saurait prédire la fin. La montée parallèle d'une idéologie technocratique qui fait de la modernité industrielle (nouvelles technologies, informatisation des processus de travail, etc.) une fin en soi, dont la valeur n'est jamais interrogée par une quelconque instance de critique politique et sociale et dont le prix humain (précarisation de l'emploi, licenciements, marginalisation) est, sur le fond, superbement ignoré.

Au plan social, l'expérience française a réussi ce tour de force d'alimenter une insécurité qui, le désespoir aidant, la droite l'exploitant, a installé le racisme comme composante du paysage politique et l'extrême droite fascisante comme force politique légitime.

Qui ne voit qu'une gauche qui laisse s'installer les conditions socio-économiques de ce double phénomène avoue son renoncement économique et son incapacité politique à mener la bataille au plan des mœurs, et que c'est là un cinquième échec que l'histoire retiendra ?

Au chapitre idéologique, enfin, le passage des socialistes au pouvoir aura eu cet étonnant effet de faire douter la gauche d'elle-même et de mettre en crise ses valeurs fondatrices : la maîtrise de l'économie est devenue synonyme de totalitarisme, et la liberté, à l'inverse, est désormais associée au libéralisme, à la licence d'entreprendre, c'est-à-dire d'exploiter sans frein ; l'égalité — c'est-à-dire la prise en compte concrète du droit de tous

Une régression anthropologique

Ce qui est en jeu, finalement, c'est l'idée qu'on se fait de l'homme et de son rapport à l'économie, condition mais non fondement — ou finalité dernière — de son existence. Qui ou quoi, les socialistes vont-ils refuser la mercantilisation généralisée de la vie qui gagne l'Occident capitaliste à partir de son centre, les États-Unis ?

L'impérialisme de l'économie — le culte de la production sans foi ni loi — va-t-il devenir la foi et la loi, aveugles à elles-mêmes, de notre existence tant sociale qu'individuelle ?

Car c'est cette régression proprement anthropologique qui nous guette. Une économie devenue à elle-même sa propre fin, réifiée et hypostasée en horizon ultime, commandant aux hommes (qui la produisent pourtant !), leurs buts, leurs valeurs, leur psychologie, leurs comportements, sans qu'à aucun moment le problème de son sens soit posé : pour quelle existence méta-économique et méta-sociale les hommes travaillent-ils ? Pour quel espace de vie individuelle ?

On avait cru comprendre, lors des polémiques idéologiques PC-PS des années 70, que les socialistes incarnaient un courant humaniste et « qualitatif » face au matérialisme prétendument productiviste et « quantitatif » des communistes. Cet humanisme a désormais triste figure : il a toutes les allures d'un supplément d'âme pour temps de crise, d'un « arôme spirituel » pour un industrialisme forcené étonnamment dépourvu d'esprit. Avouons-le : ce socialisme-là, parfaitement exsangue, ressemble fort à un socialisme mercantiliste.

(*) Agrégé de philosophie, ancien membre du PCF.

CORRIER DES LECTEURS

Incomplet et dangereux

Je voudrais attirer votre attention sur le slogan largement diffusé de la sécurité routière : « A l'orange, on freine ; au rouge, on ne bouge plus ».

Il est incomplet et dangereux. Incomplet, parce que, s'il traite du cas du feu rouge, qui exige du conducteur l'arrêt absolu, l'article R 9-1 du code, décret du 12 octobre 1979) et du cas du feu de couleur « jaune » — isolé — qui signifie « prudence » (arrêté du 24 novembre 1970, art. 7) d'une manière

générale, qu'il soit fixe ou clignotant, il néglige le cas très répandu du feu jaune, inclus dans un dispositif de « feux alternatifs » réglementant la circulation, qui, comme le feu rouge, exige l'arrêt absolu, sauf si le conducteur, lorsque le feu s'allume, est si près du signal qu'il ne peut s'arrêter « dans des conditions de sécurité suffisantes avant d'avoir dépassé » (même arrêté, même article).

Danger, parce qu'il s'oppose ainsi à des textes officiels, fidèlement repris dans tous les manuels mis dans les mains des candidats aux permis de conduire.

ROBERT VIENNET, ingénieur général (Paris).

Ils n'ont rien compris

(...) Il n'y a aucune relation évidente entre augmentation du taux d'inflation et augmentation du taux de chômage, comme le pense M. Mitterrand (...).

Non ! La cause profonde du chômage, c'est : pour les productions de haut de gamme, le « sous-développement intellectuel » des agents de conception et d'exécution (concurrences américaine, japonaise, allemande), et, pour les productions de bas de gamme, les différences de coût de main-d'œuvre entre producteurs européens et producteurs des pays en voie d'industrialisation. Point final.

Quant aux remèdes, ils consistent, d'une part, à former, former, former, former des chercheurs, des professeurs aussi bien que des ouvriers qualifiés et, d'autre part, à adopter une réalpolitik de défense de ce qu'il est convenu d'appeler l'avancée sociale. (...)

JEAN A. CORDIER, conseil d'entreprise (Paris).

Les états de la poésie

Par Henri Meschonnic

Ce livre est un bilan et une ouverture. La poésie convoque l'ensemble des sciences humaines. Toutes présupposent une notion de langage, d'où le trajet de cette analyse, celle de l'écriture, comprise dans la pluralité interne du langage ordinaire et non opposée à lui. C'est sa paradoxale nouveauté.

Collection « Écriture » dirigée par Béatrice Didier. 288 pages - 135 F.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS
Tél. MONDPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Correspondant en chef : Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 386 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les montants en espèces à l'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437.
ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 \$; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 3 360 Y. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 330 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,50 fr. ; Yougoslavie, 110 nd.

EUROPE
Les enfants de

À TRAVERS LE MONDE

États-Unis de la violence

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

PROCHE-ORIENT

Liban

L'« accord de paix » de Damas divise la milice chrétienne en deux camps de force égale

De notre correspondant

Beyrouth. — En même temps que la consécration de la pause des armes — quasi totale actuellement sur les divers fronts du Liban à l'exception du Sud — l'accord inter-milices de Damas est en train de produire une des conséquences négatives qu'il portait en germe : la division du camp chrétien.

Celui-ci, depuis la sanglante journée du 31 décembre dernier, qui avait enterré la population par sa violence et le nombre des attentats, est de plus en plus divisé par des querelles intestines.

Le premier de ces conflits internes se situe au sein des Forces libanaises (milices chrétiennes), dont le chef, M. Elie Hobeika, est partisan de l'accord de Damas, critiqué par son chef d'état-major, M. Samir Geagea. Les tenants des deux thèses s'opposent dans une face-à-face susceptible à tout instant de dégénérer en affrontements. On

estime cependant que même s'ils devaient se produire ceux-ci demeurerait circonscrits et ne provoqueraient pas de débordements semblables à ceux qui à la fin de novembre dernier ont ensanglanté Beyrouth-Ouest (secteur musulman).

« L'affaire de la revue *Al-Massira* », organe des Forces libanaises, est un bon révélateur du conflit. Dans son dernier numéro, paru juste après la signature de l'accord de Damas, cette revue, sous le contrôle de l'aile « gauchiste » des Forces libanaises, a copieusement critiqué celui-ci. M. Hobeika a réagi en faisant saisir la revue, comme il y a deux mois le journal *Al-Ahwal*, organe du Parti phalangiste, lorsqu'il avait eu la même attitude. Mais M. Geagea a relevé le défi et fait paraître *Al-Massira*. Dans les milieux bien renseignés de la milice chrétienne, on estime que les deux hommes sont, militairement comme politiquement, à égalité de force, M. Geagea ayant regagné du

terrain au sein de la milice, comme dans l'opinion.

Par ailleurs, le président Amine Gemayel, malgré son « oui » de principe, est notoirement hostile à un accord qui, sur le plan national, le dépouille d'une partie de ses prérogatives et, sur le plan inter-chrétiens, consacre une victoire de ses adversaires. Mais sa coopération est requise au moins pour former le nouveau gouvernement ce qui le met en position de force. La fraction chrétienne de l'armée appuie d'autant plus fermement le président dans sa résistance à l'accord de Damas, que ce texte met l'armée sur la touche.

Autre opposant militant, M. Camille Charouni, approuve le refus de M. Geagea. Quant à M. Soleiman Frangieh, s'il s'est laissé fléchir par son vieil ami, le président Assad, pour accepter l'accord, il a soigneusement évité d'en approuver les dispositions institutionnelles qui réduisent les prérogatives des maronites.

LUCIEN GEORGE.

Washington exhorte ses alliés à boycotter la Libye

(Suite de la première page.)

La première étape d'une telle action serait de refuser les droits d'atterrissage aux avions commerciaux libyens. Mis face à son opinion publique, le président Reagan livre une sorte de baroud d'honneur. Il se doit de prendre une initiative, de passer aux actes, après avoir tenu des propos particulièrement fermes.

Aussi bien, répondant aux critiques des démocrates qui soulignent les contradictions entre le discours vigoureux du président et son inaction, les milieux officiels maintiennent que le mouvement du porte-avions *Coral Sea* et d'autres unités navales en direction de la Libye était et reste entièrement justifié.

D'abord parce qu'une présence militaire américaine était essentielle pour parer à toute éventualité, et assurer l'échec de la sécurité des ressortissants américains résidant dans ce pays. Ensuite parce que le déploiement de la force navale américaine a dû faire réfléchir le dirigeant libyen, qui a sensiblement atténué et corrigé ses premières déclarations approuvant les derniers attentats. Le colonel Kadhafi est même allé jusqu'à nier l'existence de camps d'entraînement de terroristes en

Libye. Sur ce point, la Maison Blanche affirme avoir des preuves solides et tangibles. Enfin, selon les officiels, le maintien des unités navales américaines dans le secteur répond au souci de laisser les Libyens dans l'incertitude quant à la possibilité d'une action militaire américaine.

Les pressions des Arabes modérés

Dans l'immédiat, en tout cas, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué qu'une opération de représailles était improbable. Washington ne veut pas prendre le risque de la mort de civils innocents et de mesures de rétorsion contre les Américains vivant en Libye. En outre, fait-on valoir ici, la riposte américaine doit être « proportionnée », elle ne doit pas frapper aveuglément mais se limiter à des actions précises répondant aux activités de terroristes qui doivent être clairement identifiés. Or ceux qui ont préparé les « options militaires » sont arrivés à la conclusion qu'il n'était pas possible de frapper les objectifs retenus (batteries antiaériennes, raffineries, camps militaires) sans provoquer de sévères pertes en vies humaines. Dans leurs recommanda-

tions au président, les chefs militaires ont déconseillé de bombarder des cibles n'ayant pas un lien direct avec l'activité des terroristes.

L'attitude prudente de Washington s'explique par d'autres considérations. Plusieurs représentants diplomatiques d'Etats arabes modérés ont accompli ces derniers jours des démarches discrètes avertissant Washington des conséquences négatives qu'aurait une action militaire. Faisant du colonel Kadhafi un « martyr », ont-ils dit, renforcerait sa position au détriment des dirigeants modérés comme le président Mubarak et le roi Hussein.

D'autre part, M. Weinberger, secrétaire à la défense, ainsi que les chefs des armées se sont montrés réservés à l'égard d'une action de représailles. Le Pentagone a toujours jugé indispensable de ne pas s'aliéner les Arabes. Or une action militaire, surtout en liaison avec Israël, pourrait apparaître dirigée contre le monde arabe et non contre les terroristes.

Quelques membres très pro-Israéliens du Congrès estiment, certes, que Washington devrait coopérer avec Jérusalem dans une action conjointe antiterroriste. Faisant écho à leurs collègues de la Knesset, ils ne veulent pas laisser aux seuls Israéliens la responsabilité de punir les terroristes. Mais les milieux dirigeants américains s'attachent aux déclarations du premier ministre israélien, M. Shimon Peres, recommandant seulement des mesures punitives économiques et politiques.

Il ressort de tout cela que Washington n'a pas encore trouvé la réponse au terrorisme palestinien. Tout en souhaitant une réaction plus positive et vigoureuse de leurs alliés, les Américains ne veulent pas créer de nouvelles dissensions au sein de l'alliance. Ils rejettent également une action militaire unilatérale, à fortiori en coopération avec Israël, dans l'immédiat en tout cas. Ils ne l'excluent pas, toutefois, dans l'avenir à condition que les responsables d'attentats soient bien identifiés, et que la riposte se limite à des objectifs précis. Jusqu'à nouvel ordre, l'engagement pris par le président Reagan en 1981 d'assurer « un châtiment rapide et efficace » des terroristes demeure lettre morte.

HENRI PIERRE.

Moscou dénonce le « terrorisme d'Etat » des Etats-Unis

Moscou (AFP). — M. Vladimir Lomeiko, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a accusé, lundi 6 janvier, les Etats-Unis de pratiquer une politique de « terrorisme d'Etat » et, animé par des « ambitions impérialistes », de recourir à des « menaces d'agression » contre des pays tels que la Syrie, la Libye et le Nicaragua, « dont les vues et la politique diffèrent de ceux des Etats-Unis ».

A propos de la Libye, M. Lomeiko a dit : « Nous exprimons l'espoir que l'on n'ira pas jusqu'à une agression [américaine], bien que nombre d'indices donnent à penser que l'on s'y achemine », et ce en dépit du fait que le gouvernement de Tripoli ait « assuré qu'il n'était pas lié » aux attentats de Rome et de Vienne. Le porte-parole s'est cependant refusé à indiquer quelle pourrait être la réaction de l'URSS

dans le cas d'une éventuelle opération de représailles américaine. Dénonçant le « néo-globalisme » américain, M. Lomeiko a estimé qu'il consistait à « affirmer le droit des Etats-Unis à s'ingérer globalement dans les affaires d'Etats souverains et à pratiquer contre eux une politique de terrorisme d'Etat ». « Ce qu'il y a de nouveau dans cette politique », a-t-il ajouté, « c'est une tentative de transformer l'arbitraire international et la violence en affaire collective de l'Occident ».

Affirmant que « des plans de liquidation physique du colonel Kadhafi ont déjà existé » dans le passé, M. Lomeiko a déclaré : « L'URSS condamne résolument les menaces de recours à la force contre la Syrie et la Libye et l'hystérie militaire qui se développe autour de ces deux pays ».

« Bagdad annonce la reconquête d'un champ pétrolier. — Les forces irakiennes ont « libéré » lundi 6 janvier le champ pétrolier de Majnoon, situé à proximité de la frontière irako-iranienne au sud-est de l'Irak, expulsant les forces iraniennes qui s'y trouvaient, a annoncé l'agence irakienne d'information INA. Citant un communiqué militaire, l'agence précise que l'« offensive dévastatrice » a fait « des centaines de morts et de blessés ». — (AFP.)

EN JANVIER
28 hôtels vous attendent
Forfait pension complète
+ remontées mécaniques
de 1 590 à 2 640 francs.

HAUTE-SAVOIE
la Clusaz
Maison du Tourisme 50.02.60.92

OCÉAN INDIEN

Ile Maurice

« Divergences » sur un scandale...

Port-Louis. — Quatre ministres ont donné leur démission du gouvernement de coalition mauricien formé en 1983 par M. Jugnauth ; il s'agit de MM. Anil Kumar Singh Gajani (affaires étrangères), Kader Bhatat (commerce), Ramsay Chedumbaram Pillay (industrie) et Rajkeshwar Purtyag (santé). Dans une déclaration à la presse, M. Gajani a assuré que ces départs étaient dus à des « divergences fondamentales » avec le premier ministre, sans préciser lesquelles. Vendredi, les quatre démissionnaires avaient demandé à M. Jugnauth

« des décisions courageuses » au sujet d'un scandale qui agite beaucoup les milieux politiques mauriciens : l'arrestation récente à Amsterdam, pour trafic de drogue, de quatre parlementaires de la majorité gouvernementale. Le chef du gouvernement n'avait pas donné suite à leur requête et avait déclaré qu'il leur appartenait de prendre leurs responsabilités s'ils n'approuvaient pas son attitude dans une affaire qui, à ses yeux, ne compromet pas les membres du cabinet. — (AFP, Reuters.)

Israël

11 298 ARRIVANTS EN 1985

L'immigration au plus bas

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël attire de moins en moins les juifs. En 1985, l'immigration a enregistré son plus mauvais bilan depuis la création de l'Etat : 11 298 arrivants. Seule l'année 1953 avait connu un chiffre presque aussi médiocre. Par rapport à 1984, la chute est spectaculaire : - 41 %.

Elle s'explique très largement par le brusque ralentissement de l'immigration des juifs éthiopiens. Le pont aérien transportant les familles — et baptisé « Opération Moïse » — s'est en effet arrêté en décembre 1984. Quelque 7 800 Éthiopiens revinrent à Sion en 1984, 2 000 seulement l'an dernier. Leur spectaculaire sauvetage vient à point nommé redorer provisoirement des statistiques bien ternes.

Mais le déclin est général. Ses pourcentages sont éloquentes : - 11 % pour l'immigration en provenance d'Asie ; - 15 % pour les Etats-Unis et l'Amérique latine ; - 20 % pour l'Europe de l'Ouest (2 343 arrivants seulement) ; - 27 % pour l'Europe de l'Est. A titre de comparaison, 60 000 juifs étaient « montés vers Sion » en 1973, année la plus glorieuse de l'immigration. L'arrivée des juifs d'URSS s'est presque tarie : 345 en 1985.

En ces temps d'austérité et de chômage croissant (8 % de la population active), Israël ne ressemble guère à une « Terre promise ». Les juifs américains et européens, tentés par l'aventure sioniste, préfèrent attendre des jours meilleurs. Même s'ils se sont fait à l'idée de vivre plus modestement en Israël, beaucoup d'immigrants potentiels

préfèrent ajourner leur décision, par peur de ne pas retrouver ici un emploi adéquat. D'autres craignent les difficultés d'installation ou d'intégration. Résultat : quatre arrivants sur dix sont des juifs traditionnels, guidés par un choix religieux.

Le gouvernement de Jérusalem s'alarme de ce phénomène qui renie la raison d'être d'Israël : rassembler sur son sol la Diaspora du peuple hébreu. « Nous ne devons pas perdre un seul juif, fût-il un quart de juif », proclamait un jour M. Shimon Peres, premier ministre. Belles paroles. Mais comment stimuler les vocations sionistes parmi les Diaspores ? M. Peres poursuit avec les organisations concernées des discussions qui n'ont produit pour l'instant aucun programme d'action concret.

Israël souhaiterait puiser parmi certains « viviers » de la Diaspora. Il s'agit, outre l'URSS, de l'Argentine (300 000 juifs) et de l'Afrique du Sud (115 000 juifs). Cette dernière est une « cible » privilégiée. La montée des périls ne peut qu'inciter une partie de la communauté juive — 3 % de la population blanche — à chercher un point de chute ailleurs. 15 000 juifs sud-africains sont venus en Israël ces dernières années. Au moins autant ont préféré s'établir aux Etats-Unis et au Canada.

La baisse de l'immigration est d'autant plus inquiétante qu'elle se double d'une poussée de l'émigration. Ce qu'on appelle ici *yerida* (descendance) par opposition à *aliya* (la montée vers Israël) est une réalité ancienne. Tous les jeunes Éthiopiens d'ailleurs ont un double mouvement migratoire. Des juifs ont de tout temps quitté la Terre

Sainte pendant que d'autres y arrivaient. Le fait nouveau, c'est la banalisation de cette attitude, qui n'est plus ressentie comme honteuse, notamment chez les sabras (nés au pays). Selon un récent sondage, 6 % des personnes interrogées se considéraient comme des « émigrants potentiels » et 17 % déclaraient « comprendre » les raisons des émigrants.

L'évolution de l'émigration est difficile à cerner. Israël tient pour émigrant tout citoyen qui n'est pas rentré au pays quatre ans après son départ. Les statistiques ne prennent donc en compte qu'avec retard. Une autre donnée exprime assez bien l'accoutumance du phénomène : le « soldo migratoire net », autrement dit la différence entre les départs et les retours d'Israéliens, compte non tenu des nouvelles arrivées. Ce soldo avait atteint 17 000 émigrants en 1984. Le chiffre de l'an dernier n'a pas encore été publié, mais rien ne prouve qu'il ait diminué. En conséquence, l'émigration est devenue nettement plus importante que l'immigration.

D'autres chiffres officiels ont tout de même mis au jour le cœur des dirigeants. Ils attestent que l'émigration n'a pas atteint sur une longue durée l'ampleur qu'on lui prêtait en l'absence de statistiques fiables. 300 000 juifs ont quitté Israël depuis 1948 (et 120 000 non-juifs). La mort d'entre eux vivait aux Etats-Unis, parmi lesquels 30 000 possèdent une formation universitaire (dont 8 000 ingénieurs). Cette « fuite des cerveaux » représente à l'évidence pour Israël le véritable danger de l'émigration.

J.-P. LANGELLIER.

AFRIQUE

Libéria

L'INVESTITURE DU PRÉSIDENT DOE

Où est le changement ?

Le général Samuel K. Doe, président du Libéria et commandant en chef des forces armées, a été officiellement investi, lundi 6 janvier, comme premier président de la deuxième République libérienne. Cette cérémonie d'investiture est la conséquence de la victoire de M. Doe aux élections du 15 octobre dernier, qui marquaient le retour du Libéria à un régime civil, après cinq ans de pouvoir militaire. Le chef de l'Etat avait alors obtenu 51 % de suffrages exprimés, et son parti, le NDPL (National Democratic Party of Liberia), avait remporté 21 des 26 sièges à pourvoir au Sénat et 45 des 64 sièges de la Chambre des représentants.

Les responsables du gouvernement et du NDPL s'étaient livrés à de multiples irrégularités et fraudes tout au long de la campagne électorale, ainsi que le jour du scrutin. Les partis d'opposition avaient protesté et demandé — en vain — l'annulation des élections. Le 12 novembre, soit treize jours après l'annonce des résultats officiels, une tentative de coup d'Etat militaire a eu lieu à Monrovia, une partie des forces armées ayant fait allégeance au général Thomas Quiwonkpe, réputé proche des Etats-Unis. Les forces loyalistes avaient peu à peu repris l'avantage, tuant le chef des putschistes et se livrant à une répression sanglante et souvent aveugle.

Pendant près d'un mois, le Libéria fut pratiquement coupé du reste du monde, les journalistes se voyant interdire l'entrée du pays. Selon un rapport soumis au Congrès américain, près de six cents civils, dont plusieurs responsables de l'opposition, ont été tués de sang-froid au cours de cette période. Ce chiffre, impossible à vérifier, est né par les autorités de Monrovia, mais le ministre libérien de la justice, M. Jenkins Scott, a reconnu que des « règlements de compte » ont pu avoir lieu, ajoutant : « Les passions étaient à leur comble, et, bien que Doe ait interdit les vengeances, il ne fait pas de doute qu'il y a eu des représailles privées ».

Plusieurs centaines de personnes ont également été arrêtées, le pouvoir, de son côté, indiquant que quarante des soixante et une personnes officiellement incarcérées avaient été relâchées, dix-neuf autres personnes ont été libérées à l'occasion de la prestation de serment de M. Doe, dont M. Byron Tarr, secrétaire général du principal parti d'opposition, le LAP (Liberia Action Party). En revanche, les deux principaux dirigeants du LAP, M. Ellen Johnson Sirleaf et M. Jackson Doe (candidat à l'élection présidentielle contre le chef de l'Etat), sont toujours emprisonnés.

« Je tends à nos adversaires le rameau d'olivier de la paix », a déclaré, lundi, le président Samuel Doe, appelant l'ensemble des Libériens à la « reconstruction nationale ». Celle-ci, compte tenu du traumatisme créé au sein de la population par la répression et de l'état de délabrement du pays, risque d'être longue. Aux Etats-Unis, le principal bailleur de fonds du Libéria, — le Congrès exerce de fortes pressions sur la Maison Blanche pour obtenir l'arrêt de l'aide américaine — notamment militaire — tant que tous les prisonniers n'auront pas été relâchés et que des élections libres ne seront pas organisées.

M. Doe, lundi, s'est déclaré surpris de constater qu'on « petit

groupe de dissidents libériens » exilés aux Etats-Unis pouvaient à ce point influencer la politique de Washington, avec qui il souhaite avoir une « amitié véritable ». Sur le plan intérieur, les autorités de Monrovia ont prévenu les partis d'opposition que des « mesures » seront prises à l'encontre de leurs élus qui, à la date du 5 février, continueraient de refuser d'occuper leur siège au Parlement.

Le président Doe, qui en est à la septième tentative officielle de coup d'Etat, a donc quitté le tréillis militaire pour se parer de la respectabilité d'un chef d'Etat « démocratiquement » élu. Peut-on, pour autant, parler de changement ?

LAURENT ZECCHINI.

(Publié)

CAMEROUN : APPEL

MONSIEUR BIYA, LIBÉREZ-LES !

L'arrivée de M. Paul Biya à la présidence du Cameroun avait fait croire à beaucoup d'Africains et de démocrates étrangers que ce pays connaît désormais un système politique ouvert, démocratique, respectueux des droits de l'homme. Le nouveau président l'affirmait.

Or si l'on a pu, durant les premiers mois, une certaine différence par rapport à l'ère Ahidjo, la politique du président Biya en matière de droits de l'homme, apparaît plus en plus comme la continuation du système de son prédécesseur. Car comment interpréter les arrestations en silence, sans aucun chef d'accusation, qui ont cours au Cameroun depuis le mois d'octobre 1985 ?

En publiant ci-après une première liste de personnes arrêtées et détenues sans aucun motif avancé par les autorités camerounaises, les soussignés : — demandent au président Biya de libérer toutes les personnes arrêtées, de reconnaître dans la pratique les droits prévus par la Constitution camerounaise, et de mettre ainsi ses actes en accord avec ses déclarations selon lesquelles « il n'est plus besoin, désormais, de prendre le maquis ou de s'exiler, pour exprimer ses idées » ; — demandent à tous les démocrates attachés à la défense des droits de l'homme, de se joindre au présent appel, en envoyant leur accord signé à : « Appel : Monsieur Biya, libérez-les ».

PREMIÈRE LISTE DE PERSONNES ARRÊTÉES ET DÉTENUES

Aboua Eloua Pierre, ingénieur ; Boua Jean-Pierre, physicien ; Chabry Koulen, professeur à l'ESTP ; Gervé Biaka, avocat, ancien président du Conseil de l'ordre et ancien bâtonnier ; Joly Alexandre, biologiste ; Louka Baile, mathématicien ; Mounou Koussy Paul, docteur en pharmacie ; Moug Paul, commerçant ; Moudou Eliebeth, exploitante agricole ; Moudou Jacques, directeur d'une agence de voyages ; Moudou Albert, architecte ; Moudou Sami Alaka, ingénieur informaticien ; Oumou Moudou Simon, ancien député de l'UCP en 1990 ; Zozo Aboumouy Samuel, journaliste ; Ella Essi ; Engouma Essi ; Moudou, médecin ; Moudou Essou.

PREMIÈRE LISTE DE SIGNATAIRES

Algo Gilbert, journaliste ; Alloua Ba, maître-assistant ; Bakong Tondji, médecin ; Bakong Simon, avocat ; Bony Yvon, enseignant, président de l'ACC ; Dakogo Paul, poète et éditeur ; Essi Chabry, avocat ; Fatah Djomo, enseignant à Porto-El ; Gervé Sidi Tondji, ingénieur ; Kitchi-Kitchi, ingénieur agronome ; Koutou Simon, médecin ; Moudou Koussy Paul, docteur en pharmacie ; Moug Paul, commerçant ; Moudou Eliebeth, exploitante agricole ; Moudou Jacques, directeur d'une agence de voyages ; Moudou Albert, architecte ; Moudou Sami Alaka, ingénieur informaticien ; Oumou Moudou Simon, ancien député de l'UCP en 1990 ; Zozo Aboumouy Samuel, journaliste ; Ella Essi ; Engouma Essi ; Moudou, médecin ; Moudou Essou.

c/o ATCF, 211, boulevard Davout, 75020 PARIS

DIPLOMATIE

ASIE

« 1986 doit être une année franco-allemande pour l'Europe » estime M. Genscher

De notre correspondant

Bonn. — Ayant réussi à dissuader le chancelier Kohl d'engager trop directement le gouvernement allemand dans le programme de défense spatiale américain (IDS), le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, souhaite maintenant que de nouvelles initiatives soient prises par Bonn et Paris pour renforcer l'indépendance européenne en matière de sécurité. « 1986 doit être une année franco-allemande pour l'Europe », estime-t-il.

Profitant de la traditionnelle réunion du Parti libéral, le jour des Rois, qui ouvre la nouvelle année politique, M. Genscher a rappelé, lundi 6 janvier à Stuttgart, qu'il n'y a pas d'alternative sur la scène politique européenne et mondiale à une volonté politique commune de la France et de la République fédérale d'Allemagne. « Si une telle volonté, les Européens devraient se contenter indifféremment d'une domination illimitée des grandes puissances et d'un monde anarchique, bipolaire, tout entier orienté vers Washington et Moscou », a ajouté M. Genscher.

Cela ne correspond ni à nos souhaits ni à nos intérêts.

M. Genscher, qui souhaitait donner un écho tout particulier à sa rencontre de ce mardi à Paris avec son collègue français, M. Roland Dumas, a également souligné, à Stuttgart, que « les intérêts de la France en matière de sécurité sont inséparables de ceux de la République fédérale » et qu'ils ne commencent pas seulement sur le Rhin, mais tout au long de l'Elbe. C'était alors plus loin que le chancelier, qui prenait acte, en décembre, de la volonté française de réserver sa force de dissuasion nucléaire à la défense de l'Hexagone, tout en souhaitant des arrangements pour préciser le rôle des forces françaises en RFA et renforcer la coopération entre les deux états-majors. Le chef de la diplomatie ouest-allemande évoque une « alliance organique franco-allemande en matière de sécurité ». « Sichertungsverband qui a été le point de cristallisation d'une politique européenne en matière de sécurité au sens large, définie avec nos partenaires ».

La définition d'une telle politique est inséparable, dans l'esprit de M. Genscher, de la nécessité, pour l'Europe, de conserver son indépen-

dance technologique et économique. Plus que jamais, « le succès d'Europe est une question vitale pour les Européens », estime-t-il, en insistant tout particulièrement sur l'importance de la coopération spatiale. « L'Europe jouera son avenir si elle laisse aux seuls Etats-Unis, à l'Union soviétique et au Japon, les domaines du voyage spatial civil et de l'utilisation civile de l'espace ».

Pour le chef de la diplomatie ouest-allemande, qui est partisan d'une coopération avec la France dans la construction de la mini navette Hermes et d'un satellite d'observation militaire, « il ne suffit pas de se contenter d'une coopération marginale et d'une collaboration partielle » avec les Etats-Unis. La question d'Hermès continue de faire l'objet de discussions entre Paris et Bonn, qui lie sa participation à un réaménagement du calendrier spatial européen.

Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Ost, qui a confirmé officiellement, lundi, que le chancelier Kohl se rendrait en visite, le 16 janvier, avec le président Mitterrand au quartier général des forces françaises en RFA, à Baden-Baden, « est toutefois refusé à préciser si elle serait abordée à cette occasion ».

HENRI DE BRESSON.

AMABILITÉS FRANCO-BRITANNIQUES

Quand on chatoille le Lion britannique, comment s'annoncer qu'il montre les dents ? Nos voisins anglais viennent de prendre connaissance du dernier « tube » du chanteur Renaud, qui met violemment en cause le premier ministre, M. Thatcher. Cette dernière est loin de faire l'usurpation dans son pays, néanmoins, personne n'oserait souhaiter publiquement qu'elle se transforme en réverbère pour le plus grand bonheur des chiens.

La riposte britannique est arrivée sous la forme d'un chanson de Jeremy Nicholas, dont les grandes chaînes de radio commerciales font actuellement la promotion. Elle indique que les Français ont donné au monde « leur mauvaise haleine, le cancer et les bidons » et s'achève sur ce conseil : « Tout ce que vous avez à faire, c'est d'aller voir un Français, de lui dire : « Salut, mon pote » et de lui chuchoter ce mot... Waterloo... ».

On craint même, à Londres, que cette méconnaissance cordiale des aristes de variétés ne jette une ombre sur le prochain sommet franco-britannique qui doit avoir lieu le 20 janvier. Souhaitant qu'il ne se termine pas en Berceuse...

SECON « LE POINT »

Un officier du KGB aurait livré à la DST en 1981-1982 des milliers de documents sur l'espionnage soviétique

L'hebdomadaire *Le Point* publie, dans son numéro daté 6 janvier, des extraits d'un livre que l'un de ses collaborateurs, Thierry Wolton, s'apprête à faire paraître chez Grasset sous le titre : *Le KGB en France*. Selon M. Wolton, les révélations contenues dans un dossier connu sous le nom de code de « Farewell », à propos de l'espionnage industriel, scientifique et technologique soviétique en Occident, ont « bouleversé » les relations Est-Ouest depuis cinq ans. Au point, écrit-il, qu'il n'est pas exagéré de dire que, dans la lutte contre l'espionnage soviétique, il y a eu « un avant et un après Farewell ».

D'après les extraits de l'ouvrage publiés par *Le Point*, ce dossier a été ouvert par la DST au printemps 1981, lorsqu'un Français, de retour de Moscou, lui a transmis une lettre d'un responsable soviétique qui avait été en poste à Paris dans les années 60 et qui était ensuite devenu après avoir travaillé brièvement à l'usine d'armes de l'Etat, l'un des officiers supérieurs du KGB.

Cet officier connaîtrait notamment le nom des « sources » occi-

dentes de l'espionnage soviétique. Entre le printemps 1981 et l'automne 1982, environ quatre mille documents très secrets auraient ainsi été livrés par Farewell à la DST. « En fait, les plus secrets jamais parvenus à l'Ouest », écrit Thierry Wolton. Le responsable soviétique n'aurait jamais rien demandé en échange, si ce n'est l'assurance qu'il aurait en France « de quoi vivre décemment s'il parvenait un jour à sortir d'URSS ».

Farewell n'a plus donné de ses nouvelles à ses contacts français depuis novembre 1982, mais la DST, qui a différentes raisons de le croire disparu, estime qu'il n'a jamais été démasqué de son vivant par son propre service.

Selon *Le Point*, M. Mitterrand aurait informé le président Reagan de l'existence de Farewell, et du contenu des informations qu'il avait commencé à livrer, lors du sommet des pays industrialisés, à Ottawa, en juillet 1981. A l'époque comme au Quai d'Orsay, on se refuse naturellement à tout commentaire sur cette affaire.

LE CONFLIT

ENTRE LE MALI ET LE BURKINA DEVANT LA COUR DE LA HAYE

La Cour internationale de justice de La Haye a annoncé, lundi 6 janvier, que le litige frontalier opposant le Burkina et le Mali fera l'objet d'une audience publique jeudi 9 janvier. Rappelant que les deux gouvernements ont porté conjointement leur différend — qui a débouché sur un conflit armé fin décembre — devant la Cour, le 14 octobre 1983, la CIJ souligne qu'à la requête des deux pays elle s'appuiera sur l'article 41 de son statut, qui prévoit : « lorsque les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires doivent être prises à titre provisoire », et leur notification immédiate aux parties, ainsi qu'au Conseil de sécurité des Nations unies. Cette décision ne tranchera pas au fond. — (AFP, Reuter.)

M. JEAN-LOUIS MARFAING AMBASSADEUR A LA HAVANE

M. Jean-Louis Marfaing, ambassadeur de France à San-José de Costa-Rica, a été nommé ambassadeur à La Havane, où il remplacera M. Pierre Dacamp, à son départ, lundi 6 janvier, au Quai d'Orsay.

(Né le 1^{er} juillet 1925, licencié ès lettres, agrégé d'espagnol, M. Marfaing a fait une grande partie de sa carrière dans les services culturels et d'enseignement à l'étranger. Ses fonctions l'ont conduit successivement à Recife (1954-1956), à Rio (1956-1958), à Cambrilho (1958-1962), à Madrid (1962-1966), au Caire (1966-1972), à Beyrouth (1972-1976), à Brasília (1976-1979) et à Rabat (1979-1981). M. Marfaing a ensuite été titularisé comme ministre plénipotentiaire, et nommé délégué permanent adjoint auprès de l'UNESCO, poste qu'il a occupé en 1981-1982 avant d'être nommé ambassadeur à San-José.)

M. L.

L'ENTRETIEN DES TROUPES ALLIÉES A BERLIN-OUEST

L'Allemagne paie, mais grogne...

Hubert Kleinert, député Vert au Bundestag, profite de ses derniers jours au Parlement fédéral — il doit à la fin du mois se soumettre à l'obligatoire rotation des députés fédéraux — pour se livrer à son jeu favori : mettre les pieds dans le plat. Non content de créer un scandale à l'ambassade de RFA de Lima, en assistant sans cravate à une réception officielle, il vient de lever un beau lièvre dans le cadre de la commission des finances du Bundestag, dont il est membre : cela concerne la cote 3502 du projet de budget de la République fédérale.

Jamais, depuis la création de la RFA, aucun représentant du peuple n'avait osé demander des comptes au gouvernement sur l'utilisation de l'argent public affecté à l'entretien des troupes alliées stationnées à Berlin-Ouest. Dix mille soldats américains, britanniques et français, qui logent, mangent et voyagent aux frais du contribuable, en application des accords signés à l'issue de la seconde guerre mondiale.

Cette année, le point 3502 du budget prévoit à cet effet une somme de 1,384 milliard de deutschemarks (environ 4 milliards de francs). Le coup d'éclat de Hubert Kleinert, dont il est membre, a été d'annoncer que les dépenses de la cote 3502, qui s'élèvent à 1,384 milliard de deutschemarks, sont en fait de 1,384 milliard de deutschemarks, ce qui signifie que les dépenses sont en fait de 1,384 milliard de deutschemarks, ce qui signifie que les dépenses sont en fait de 1,384 milliard de deutschemarks.

La loi Gramm-Rudman, votée à la fin du mois de décembre par le Congrès, et qui vise à imposer, dans les prochaines années, des coupes dans le budget des Etats-Unis pour arriver à un équilibre en 1991, risque d'avoir de sérieuses conséquences sur la

finances, où règne l'apathie de la rigueur budgétaire Gerhard Stoltenberg, qui manifeste quelque irritation à voir les exigences des alliés augmenter d'année en année, à un rythme bien supérieur au taux de l'inflation. L'homme de la rue, son côté, trouve peu normal d'être contraint de payer la bourse à tout faire qu'exige tout officier britannique en poste à Berlin, pour ne pas parler de l'entretien des chevaux de la cavalerie de Sa Gracieuse Majesté.

Moins que le poids financier proprement dit — l'Allemagne peut le supporter — c'est l'humiliation symbolique d'avoir à payer sans droit de contrôle qui devient de plus en plus insupportable à des Allemands chez qui, avec le temps, l'estime de soi a augmenté de culpabilité historique. Dans un autre domaine, c'est le même : (gauche-démocrate) de Berlin-Ouest qui vient, lui, de lancer un autre ballon d'essai. A l'occasion des célébrations du sixième anniversaire de la création de la capitale allemande, le 3 octobre, M. Eberhard Diepgen s'est prononcé pour une « normalisation » du trafic aérien entre les deux Allemagnes, impliquant, entre autres, le droit pour la Lufthansa d'atterrir à Berlin. Jusqu'à présent, seuls les compagnies aériennes dépendant des puissances alliées ont le droit de desservir l'ancienne capitale du Reich.

L.R.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

SECON DES ÉTUDES DU CONGRÈS

La loi Gramm-Rudman pourrait entraîner une diminution du budget de la défense

La loi Gramm-Rudman, votée à la fin du mois de décembre par le Congrès, et qui vise à imposer, dans les prochaines années, des coupes dans le budget des Etats-Unis pour arriver à un équilibre en 1991, risque d'avoir de sérieuses conséquences sur la

Selon ces analyses, la nouvelle législation obligerait le gouvernement à procéder, dans le prochain budget (1986-1987) de coupes allant de 65 milliards à 90 milliards de dollars dans les dépenses militaires. Dès l'actuelle année fiscale, dont le terme aux Etats-Unis est fixé au 30 septembre, les crédits militaires devront être amputés de 10 à 13 milliards de dollars. Ainsi, au lieu d'augmenter à un rythme annuel de 3 % après inflation, comme le Congrès l'avait décidé, le budget de la défense, estimé ces études, sera, contrairement, dans les années qui viennent, condamné à diminuer.

Le président de la commission des forces armées de la Chambre, des représentants, M. Les Aspin, un démocrate du Wisconsin, n'a pas manqué de relever le paradoxe de la situation. « On présente un gouvernement, l'a-t-il déclaré lundi 6 janvier : « La République à la défense. M. Weinberger, qui tire fierté d'avoir présidé le plus grand renforcement de la puissance militaire américaine, est sur le point de prêter aux plus grandes coupes dans le budget de la défense. » A la décharge, de M. Weinberger, M. Aspin aurait dû tout au moins reconnaître que le secrétaire à la Défense, Casper Weinberger, ne peut opposer au sénat la loi Gramm-Rudman.

politique de réarmement du président Reagan. C'est la conclusion à laquelle viennent d'arriver, dans des études séparées, mais dont les préconceptions se rejoignent, des responsables démocrates et républicains du Congrès.

Aux termes de la législation à laquelle les deux sénateurs républicains ont donné leur nom, le Congrès devrait décider, d'ici cette année, des économies budgétaires d'un montant total de 11,7 milliards de dollars.

Dans le cas où représentants et sénateurs ne parviendront pas à faire passer ces réductions des choix permettant d'atteindre cet objectif, la loi prévoit des prélèvements automatiques sur les crédits alloués aux différents départements ministériels. Dans une telle hypothèse, le budget de la défense serait lourdement touché, puisqu'il devrait supporter la moitié (5,8 milliards de dollars) des coupes exigées.

Une éducation
dense et lumineuse

NOS ANDALOUSIES

Michel del Castillo
Florencia Delgado
Rafael del Real

Vietnam

Accord sur le règlement dans les deux ans de la question des « disparus » américains

Hanoi (AFP, UPI). — Américains et Vietnamiens se sont entendus pour régler, dans un délai de deux ans, le problème des soldats américains « disparus » durant la guerre, a indiqué, mardi 7 janvier, à Hanoi, le secrétaire adjoint américain à la défense, M. Richard Armitage. Responsables américains et vietnamiens ont eu « des discussions exhaustives et en profondeur sur tous les aspects du problème des disparus », a ajouté le chef de la délégation américaine à l'issue de deux jours d'entretiens à Hanoi (le Monde du 7 janvier).

M. Armitage a estimé que ces discussions avaient permis « des progrès encourageants » et a précisé que les deux parties étaient parvenues à un accord pour résoudre le problème en deux ans et peut-être même plus rapidement dans le cadre d'un plan appliqué unilatéralement par le Vietnam avec l'assistance des Etats-Unis. Une mission technique américaine se rendra à Hanoi fin février pour discuter la possibilité de nouvelles fouilles conjointes, et il est également indiqué. En revanche, il a écarté l'éventualité de l'ouverture dans l'immédiat d'un bureau permanent américain au Vietnam.

Avant de quitter Hanoi pour Bangkok, mardi, la délégation américaine a rencontré M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, lequel a déclaré, à l'issue de cet entretien : « J'ai obtenu l'assurance que les Américains en vie n'ont pas nos mains. » Il a ajouté que Hanoi fournirait très rapidement de nouvelles informations sur cinquante « disparus ». A ce jour, les Vietnamiens ont remis les ossements de cent vingt-trois per-

sonnes aux autorités américaines. Selon Washington, mille sept cent quatre-vingt-dix soldats américains sont encore portés disparus au Vietnam.

M. Vo Dong Giang, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, qui a participé aux négociations, a rappelé, de son côté, que son gouvernement n'avait pas l'intention d'utiliser la question des « disparus » dans ses efforts en vue d'une normalisation des relations entre Hanoi et Washington. Ni les Américains ni les Vietnamiens n'avaient encore indiqué, mardi, si d'autres sujets avaient été abordés au cours de leurs entretiens.

« Un appel des filles de M. Mai Van Hanh. Les deux filles de M. Mai Van Hanh, le pilote de ligne d'origine vietnamienne, mais de nationalité française, condamné à la prison à vie en 1984 pour « haute trahison » à Ho-Chi-Minh-Ville, ont lancé, lundi 6 janvier, un appel au président de la République afin qu'il les aide à « obtenir un visa pour ce pays ». Sophie et Clara, les deux filles du condamné, qui demeurent au Canet-Rocheville (Alpes-Maritimes), se sont inquiétées après avoir reçu deux photos que leur père leur a adressées : « C'est un homme qui a beaucoup vieilli, ses jours sont comptés, on aimerait au moins le voir une dernière fois. » Elles ont indiqué qu'elles ont fait plusieurs demandes de visas restées sans réponse. Par ailleurs, elles ont déploré que « l'appui du ministère des relations extérieures ait été aussi timide. Il nous avait promis son aide depuis un an et nous n'avons toujours rien ».

Philippines

M^{me} Aquino a présenté son programme économique

Manille. — La candidate de l'opposition à l'élection présidentielle, M^{me} Corason Aquino, a présenté lundi 6 janvier, son programme économique, se proposant notamment pour une modernisation du capital-matière aux Philippines et l'obtention de meilleures conditions pour le remboursement de la dette extérieure, qui s'élève à plus de 25 milliards de dollars.

M^{me} Aquino, qui s'exprimait devant un millier d'hommes d'affaires, a souligné qu'elle envisageait une approche nationale des problèmes économiques, précisant qu'elle limiterait les interventions du gouvernement dans ce domaine et concentrerait ses efforts sur les petites industries, susceptibles selon elle de créer plus d'emplois.

Elle a, par ailleurs, estimé que pour être crédible, le gouvernement devrait être capable, d'une part, de négocier des emprunts à de meilleures conditions sur le plan international, citant en exemple l'Argentine, et, d'autre part, de réussir à rallier le secteur privé à la « reconstruction » de l'économie nationale. Plus de la moitié de la dette extérieure des Philippines est en cours de renégociation. Manille, s'étant trouvée en défaut de paiement à l'égard des banques privées en octobre 1983, à la suite des troubles qui ont suivi l'assassinat de Benigno Aquino, époux de la candidate. Celle-ci a également souligné que soit mis fin aux monopoles que les

proches du président Marcos exercent sur certains secteurs stratégiques de l'économie.

M^{me} Aquino a estimé que le choix des milieux d'affaires était simple : voter pour un régime — celui de M. Marcos — « qui a un lourd passé de rapacité et de désastre économique » ou pour « un gouvernement honnête, responsable et crédible » ; celui qu'elle formerait éventuellement.

Répondant au président, qui n'a pas cessé depuis trois semaines d'insinuer qu'elle est influencée ou soutenue par les communistes, M^{me} Aquino a déclaré : « Qu'il le prouve ou qu'il se taise. Ces déclarations coïncident avec l'annonce par le PC (clandestin) et par la gauche radicale d'un boycottage de l'élection, « confrontation bruyante et sans signification entre réactionnaires ».

Après avoir rappelé que la condition sine qua non d'une participation légale des communistes à la vie politique était leur renoncement à la violence armée, la candidate de l'opposition a estimé que, « outre les violations grossières des droits de l'homme et la persistance d'injustices structurelles, c'est la situation économique bien plus que les convictions idéologiques qui favorisent le développement de la guérilla ». De longues ovations ont salué ces différents propos. — (AFP, AP.)

Bangladesh

Fin de la grève. — Les quarante mille fonctionnaires médicaux, ingénieurs et agriculteurs du Bangladesh, qui étaient en grève depuis quinze jours (le Monde du 4 janvier), ont repris le travail, lundi 6 janvier, après avoir reçu du gouvernement l'assurance que leurs revendications seraient prises en compte. Dimanche, une grève générale de six heures avait paralysé Dacca, et des affrontements avaient fait au moins quatre blessés. La voiture d'un ministre avait été lapidée et une camionnette de la haute commission britannique brûlée par des grévistes. — (AP.)

Afghanistan

Arrestation de plusieurs généraux à Kaboul ? — Plusieurs généraux afghans, accusés d'avoir fourni à la résistance du commandant Massoud des renseignements sur les mouvements de troupes soviétiques, auraient été arrêtés le 5 décembre, au nombre de quatre ou cinq, à Kaboul, a-t-on indiqué mardi 7 janvier, de source diplomatique occidentale à Islamabad. Les autorités militaires soviétiques auraient, à la suite de cette affaire, interdit que tout Afghan soit informé plus de quatre heures à l'avance des mouvements de l'armée rouge. — (Reuter.)



LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

3 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

4, rue Saint-Sauveur, 75002 Paris. Tél. : 42-33-44-55 +

MÉMOIRE ET LOIS DE L'HOMME COMMENCE AUJOURD'HUI VOUS VOUS EN SOUVIENDREZ ?

Le Centre Rachi en collaboration avec l'Université de Paris I
Panthéon-Sorbonne

Sous le Haut-Patronage de :
MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND,
Président de la République

Comité d'Honneur

MONSIEUR ALAIN POHER

Président du Sénat

MONSIEUR JACK LANG

Ministre de la Culture

MONSIEUR JACQUES CHIRAC

Maire de Paris

MADAME HELENE AHRWEILLER

Recteur de l'Académie, Chancelier des Universités de Paris

MONSIEUR JACQUES SOPPELSA

Président de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

MONSIEUR RENÉ SAMUEL SIRAT

Grand Rabbin de France

MONSIEUR DAVID DE ROTHSCHILD

Président du Fonds Social Juif Unifié

MAITRE THÉO KLEIN

Président du CRIF

MARDI 7 JANVIER A 18H30 - CENTRE RACHI

Ouverture solennelle

MERCREDI 8 JANVIER A 18H30 - CENTRE RACHI

Vernissage de l'exposition : Marek Halter

MERCREDI 8 JANVIER A 20H30 - CENTRE RACHI

"La Mémoire"

Auteur de "La Mémoire d'Abraham" de Marek Halter. Soirée animée

par Eugène Ionesco de l'Académie Française.

Lecture par Catherine Denève

Avec : François Verry, Julia Kristeva, Robert Sabatier, Françoise Dolto, Michel Serres.

En collaboration avec les Editions Robert Laffont

SAMEDI 11 JANVIER 20h. CENTRE RACHI -

DIMANCHE 12 JANVIER 10h, 15h30, 20h. AMPHITHÉÂTRE

RICHELIEU (SORBONNE) - LUNDI 13 JANVIER 17h, 20h

CENTRE RACHI

"Enracinement - Déracinement"

Colloque des Écrivains Juifs Israéliens et Français.

Présidé par : Monsieur Elié Wiesel.

Sous le parrainage de Monsieur Jack Lang, Ministre de la Culture,

Monsieur Gadua Safer, Ambassadeur d'Israël en France et de Maître

Théo Klein, Président du CRIF.

Avec : Ida Aherman, Ahron Amir, Myriam Anissimov, Roger Assol,

Roland Bacri, Shaike Ben Porat, Albert Bensoussan, Berthe Burko-

Faleman, Sylvie Cohen, Jean Daniel, Serge Doubrovsky, Annie Filous-

si, Max Gallo, Michel Goldberg, Annie Goldmann, Emmanuel Halpe-

rin, Marek Halter, Roger Ikor, Roland Jaccard, Michèle Kahn, Amos

Kenan, Serge Kuster, Guy Konopnicki, Marco Koskas, Jacques Lanz-

mann, Bernard-Henri Lévy, Jacques Madaule, Shlomo Malka, Arnold

Mandel, Albert Memmi, Clarisse Nicolais, Lazare Projs, Gilles Pu-

dowski, Henri Raczymow, Edgar Reichman, Carole Sandrol, Georges

Serfaty, Guy Serfaty, David Shahar, Amnon Shamuch, Marie-Bru-

nelle Spire, Alain Spina, Guy Suers, Olivier Todd, Claude Vigor,

A.B. Yehoshua, Claude Lanzmann.

MARDI 14 JANVIER - CENTRE RACHI

Journées du Cinéma Israélien :

Projection des films :

14 heures : "Donner moi des hommes désespérés" par Pierre Zimmer

16 heures : "Ma mère" de Michal Bat-Adam

18h30 : "Rosa, je t'aime" par Moshe Mizrahi

21 heures : "La Maison de la rue Schlouch" par Moshe Mizrahi

MERCREDI 15 JANVIER A 18H30 - CENTRE RACHI

"Projection exceptionnelle du film :

"Hester Street" de Joan Silver

MERCREDI 15 JANVIER A 20H30 - CENTRE RACHI

Table-ronde :

"Le Judaïsme et le Cinéma Contemporain"

Avec : Marcel Ophuls, Michel Wilner, Claude Berri, Véra Belmont,

Diane Kurys, Roger Hanin, Gérard Oury, Alexandre Arcady, Nal Li-

livorskim, Elisabeth Huppert

Modérateur : Emil Weiss.

JEUDI 16 JANVIER A 20H30 - CENTRE RACHI

Conférence de Marek Halter : "Mémoire et Lois de l'Homme"

LUNDI 20 JANVIER A 20H30 - CENTRE RACHI

Hommage à Perle Halter, poétesse yiddish.

Soirée présidée par : Monsieur Samuel Piser

Première partie :

"Le chéri de ma mère" par Talila

Deuxième partie :

Michel Boujenah et Aliza Noyas

JEUDI 23 JANVIER A 20H30

CENTRE RACHI

"Antiracisme, antisémitisme"

En collaboration avec SOS Racisme, table-ronde organisée par

l'Union des Étudiants Juifs de France

Avec : Harlem Desir, Eric Gheballi

SAMEDI 25 JANVIER 20H30, AMPHITHÉÂTRE RICHELIEU

(SORBONNE) - DIMANCHE 26 JANVIER 15h30, 20h30,

CENTRE RACHI - LUNDI 27 JANVIER 20h, CENTRE RACHI

Colloque : "Le retour au Judaïsme"

Présidé par Madame Hélène Ahrweiler, Recteur de l'Académie de Pa-

ris, chancelier des Universités et par Monsieur Jacques Soppelsa, Pré-

sident de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Avec : Armand Abecassis, Roger Assol, Henri Atlan, Jacques Attali,

Blandine Barret Krieger, Jean Baudrillard, Catherine Clément, Elisa-
beth de Fontenay, Marguerite Duras, Rachel Ertel, Jean Pierre Faye,
Alain Finkielkraut, François Furet, Patrick Girard, André Glu-
cksmann, Bernard Kouchner, Cyril Kupernik, Jacques Le Goff, Em-
manuel Le Roy Ladurie, Emmanuel Levinas, Bernard-Henri Lévy,
Jean-François Lyotard, Jacques Alain Miller, Alain Minc, Charles
Mopsik, Edgar Morin, Pierre Nora, Emile Papernik, Léon Pohakou,
Lazare Projs, Olivier Renard d'Allonnes, R.P. Riquel, Philip Roth,
Françoise Sagat, Michel Serres, Philippe Sollers, Guy Sorman, Ady
Sieg, Jacques Tournier, Jean-Toussaint Desanti, Schmutz Trizano,
Armando Verdiglione, Daniel Jacoby.

MARDI 28 JANVIER - CENTRE RACHI

Concert

de musique Juive

Avec Ina Jost, violoncelle et Eldad Neumark, piano

Musique à thème juif.

Bachmann : 12 variations sur un thème de Judas Macabée pour violon-

celle et piano

Shostakovich : Trois pièces hébraïques pour violoncelle et piano

Bruch : Kol Nidrei

Mendelssohn : Variations écossaises op. 54 pour piano seul.

MERCREDI 29 JANVIER A 20H30 - CENTRE RACHI

Table-ronde : "Israël-Diaspora"

Présidé par Monsieur Bernard-Henri Lévy

SAMEDI 1 FÉVRIER A 20H30 - SALLE PLEYEL

Gala Enrico Macias

À profit de l'Institut Weizmann des Sciences

pour la Recherche sur le Cancer.

DIMANCHE 2 FÉVRIER A 14HEURES - CENTRE RACHI

"Le Judaïsme comme résistance"

Une journée pour les Juifs d'URSS : "Ouvrez les portes aux Réfugiés"

Sous le patronage du CRIF

LUNDI 3 FÉVRIER - CINÉMATHEQUE

DU PALAIS DE CHAILLOT

La Cinémathèque Française en collaboration avec le Festival Interna-

tionnel du Cinéma Juif présentent une journée de films contemporains à

thèmes juifs :

- "Baruch" de Ewald-André Dupont, 1923

- "Loin des ghettos" de Franck Capra, 1929

- "Le Juif errant" de Goffredo Alessandrini, 1947

- "Maître après Dieu" de Louis Daquin, 1951

SAMEDI 8 FÉVRIER A 20H30 - THÉÂTRE DES CHAMPS

ÉLYSÉES

Gala de clôture :

En présence de Monsieur Laurent Fabius Premier Ministre.

Avec l'Orchestre de Jérusalem

Solistes : Anne-Sophie Mutter, violoniste - Grigori Peyer, clarinet-

tiste - Gérard Caussé, altiste - Michael Rudy, pianiste - Antonio Ma-

nnes, violoncelliste.

À profit de la Recherche et de l'Enseignement franco-israélien.

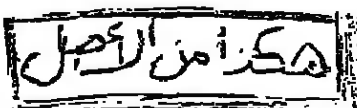
Ce programme peut subir des modifications de dernière minute.

Merci de nous en excuser.

MEMOIRE ET LOIS DE L'HOMME

Un Mois de Judaïsme avec Marek Halter.

Centre Rachi, 30 bd Port Royal, 75005 Paris - Tél. : 43.31.88.20



LES PREMIÈRES MANIFESTATIONS AU PAKISTAN DEPUIS LA LEVÉE DE LA LOI MARTIALE

Un round d'observation entre le pouvoir et l'opposition

De notre envoyé spécial

Islamabad. — « La tête de Zia ! Nous voulons la tête du traître ! » Trois cents policiers casqués et armés, qui assistent passivement à un meeting de trois mille opposants, à portée de fronde de la caserne du président... On n'avait pas vu cela depuis longtemps à Rawalpindi, la ville jumelle d'Islamabad. Pourtant, les faits sont là : dimanche 5 janvier, jour anniversaire de la naissance d'Ali Bhutto, l'ancien premier ministre exécuté en 1979 — il aurait aujourd'hui cinquante-huit ans, — le Parti du peuple pakistanais (PPP), qu'il avait créé, a pu réunir ses militants et manifester à la fois sa peine et sa haine du régime en place.

Dans tout le pays, à Lahore comme à Karachi, à Hyderabad comme à Larkana — bastion de la famille du disparu — des réunions de plusieurs milliers de personnes ont été de facto autorisées et se sont généralement terminées sans incidents. Partout, les militants ont brandi des photos du premier ministre exécuté et des banderoles réclamant la libération des prisonniers politiques et le départ du général Zia Ul Haq.

Premier enseignement à tirer de cette exceptionnelle journée commémorative : en annonçant, à la veille du Nouvel An, après huit ans de dictature et de tribunaux spéciaux, que la loi martiale était abrogée, le gouvernement n'a — peut-être — pas bluffé. « Peut-être », car le face-à-face de dimanche ne préjuge en rien l'attitude des intéressés lors d'une nouvelle « rencontre ».

Aujourd'hui, au Pakistan, personne n'est sûr de rien. « La restauration des libertés fondamentales » proclamée par le premier ministre — avec quelque excès, car certains droits inscrits dans la

Constitution de 1973 demeurent suspendus — n'a bizarrement suscité aucun enthousiasme. Au point que le gouvernement, un peu inquiet, décide, le 31 décembre, une journée exceptionnelle de congé pour permettre à tous de célébrer l'événement.

Cette soudaine largesse n'eut d'ailleurs pas de succès : rien, pas une manifestation de joie, pas une once d'allégresse, aucun signe de réjouissance. Seuls la presse et les politiciens dans leurs salons saluèrent ou critiquèrent la nouvelle.

Passivité

Un haut personnage du régime, qui tient à l'anonymat, propose une explication : « Les petites gens de ce pays ne se soucient pas plus avant Zia qu'après. On leur a appris à rester passifs, et l'islam n'arrange pas les choses. » Manière de dire que la démocratie n'a jamais touché le Pakistanais moyen, celui qui vit au village — c'est-à-dire 75 % de la population — ne voyant pas très bien ce que la « restauration » peut bien signifier.

Pour M. Nawabzada Nasrullah Khan, un opposant, « le symbole du régime militaire, c'est-à-dire Zia Ul Haq, étant resté en place, la présente structure civile n'est pour tout le monde que la continuation de l'ordre précédent. » Bref, les gens n'ont pas saisi la différence et, s'il faut en croire le dirigeant d'un grand quotidien, ils ne la verront pas avant longtemps. Un juge en retraite, proche de l'opposition, explique : « La politique, c'est comme une rivière, il faut que cela coule. Il y a eu un barrage pendant huit ans, laissez le temps à l'eau dormante de reprendre son cours. »

Le premier test — car c'est bien de cela qu'il s'agit le 5 jan-

vier, — si timide et limité fût-il, a été passé avec un certain succès à la fois par l'opposition, qui a pu montrer qu'elle avait conservé une capacité de mobilisation, et par les autorités, qui ont gardé leur sang-froid. Pas d'arrestations, pas de violence, pas de coups de fouet. Les adversaires, dit-on, en sont encore au round d'observation.

Les jeunes de Rawalpindi, qui étaient bien quinze mille, dimanche, en fin de parcours et dont beaucoup étaient prêts à en découdre, ont dégusté tranquille-

ment les gros gâteaux d'anniversaire préparés par le PPP, ont fait exploser quelques pétards puis sont sagement rentrés chez eux. De toute évidence, le PPP, qui demeure l'ennemi le plus acharné du régime et qui constitue le seul parti de masse du Mouvement pour la restauration de la démocratie (MRD — onze partis coalisés), n'a pas cherché l'affrontement.

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance d'Ali Bhutto, son héros, l'opposition a fait une première apparition dans la rue depuis la levée de la loi martiale. Sans incidents. Mais l'heure du bras de fer avec le président Zia n'est pas arrivée...

Appel au calme et à la dignité

Plusieurs fois, au cours des meetings, les orateurs ont appelé les plus excités au calme et à la dignité. A Rawalpindi, le général (en retraite) Tikka Khan, secrétaire général du PPP, nous avait prévenu : « C'est une journée commémorative, il ne s'agit pas, pour nous, de montrer notre

force. Cela viendra plus tard. » Le 4 avril, pour être précis, septième anniversaire de la pendaison d'Ali Bhutto — le flamboyant. »

Pour l'heure, le gouvernement comme l'opposition ont d'autres chats à fouetter. Le premier, démissionnaire, expédie les affaires courantes en attendant sa prochaine reconstitution — avec quelques nouvelles têtes — et la seconde cherche ses marques. Désorganisé par huit années de loi martiale, privé de ses flics et de sa liberté de manœuvre, miné

par d'incessantes querelles intestines et en partie discrédité par ses propres erreurs tactiques, le parti des Bhutto doit remettre de l'ordre dans ses propres affaires avant de lancer à nouveau ses troupes à l'assaut du pouvoir militaire-civil.

Dans plusieurs villes, dimanche, les militants eurent à choisir entre les cadeaux d'anniversaire proposés par diverses personnalités représentantes des diverses factions du PPP. « Aujourd'hui, nous confions un cadre désabusé du parti, on ne sait même pas où joindre Benazir », la fille du premier ministre exécuté qui dirige, de l'extérieur (1) et de manière un peu éphémère, l'organisation de feu son père.

Cette semaine, si tout se passe comme prévu et si les autorités conservent l'attitude conciliante adoptée ces derniers jours, les onze partis du MRD devraient se réunir et discuter d'une nouvelle ligne de conduite. Premier problème : accepteraient-ils les nouvelles règles du jeu en instance d'élaboration par les autorités, à savoir la loi sur les partis ? Ce texte, qui devrait être présenté à l'Assemblée dans les toutes prochaines semaines, prévoit l'enregistrement officiel de toutes les organisations politiques théoriquement dissoutes en 1979.

« Il y aura, au moins, trois règles à suivre », précise M. Fakr Imam, jeune et brillant speaker du Parlement, élu en mars contre le candidat du général Zia. « D'abord, les partis devront procéder à des élections internes (le PPP n'en a pas eu depuis 1969). Ensuite, leurs comptes devront être soumis à un audit de la commission électorale. Enfin, il y aura une clause antidéfection. Un député élu sur l'étiquette d'un parti ne pourra pas en changer en cours de législature sous peine de perdre son siège. » Inutile de dire qu'au MRD et même à l'intérieur de chacun de ses partis membres, on est sérieusement divisé sur l'opportunité d'accepter ou non l'enregistrement.

Un marché

Le premier ministre, M. Mohammed Khan Junejo, a, pour sa part, compris tout de suite le parti qu'il pouvait tirer de la clause antidéfection et s'emploie déjà à faire signer des engagements écrits à tous les élus qui acceptent d'entrer dans sa propre organisation. Nul ne doute que la Ligue musulmane — le parti original du premier ministre, qui avait dû, comme tout le monde, se présenter aux élections à titre personnel — sera la première à obtenir l'enregistrement officiel.

Car M. Junejo est un homme pressé. Il n'est qu'un premier ministre de transition. Un homme à l'essai, en quelque sorte, précisément choisi par le président Zia pour son absence totale de charisme, son côté passe-muraille et son inexpérience de la haute politique pratiquée par le général. M. Junejo n'ignore rien de tout cela, et c'est pourquoi, finaud malgré tout, il a demandé aux partis une sorte de délai de grâce.

Grosso modo, le marché proposé est le suivant : laissez-moi ramener le pays progressivement sur la voie démocratique et je vous promets des élections anticipées, des vraies, dans les deux ans (2). Sinon, si vous semez la pagaille, les militaires resteront au pouvoir. Le MRD, comme d'habitude, est partagé. Dans ses rangs, certains sont prêts à jouer le jeu, « mais deux ans, c'est long ». D'autres se disent que le meilleur moyen de couper le général Zia de ses alliés occidentaux, satisfaits de la levée de la loi martiale, est de le contraindre à donner une nouvelle fois les trompettes de la répression en déclenchant le désordre.

L'intéressé, lui, se tait et observe. Prudent, habile et retors, il a conservé ses fonctions de chef des armées. Pour rétablir les lois d'exception si l'expérience en cours tourne mal ? Peut-être. Pour se protéger de ses pairs et procéder à une purge des rivaux potentiels galonnés avant de rendre son uniforme ? Sûrement.

PATRICE CLAUDE.

(1) Benazir Bhutto, âgée de trente et un ans, se trouve pour l'instant en France, où son frère a été assassiné dans de mystérieuses circonstances il y a quelques mois.

(2) Théoriquement, l'Assemblée nationale ainsi que les quatre assemblées régionales ont été élues sans élection en février et pour cinq ans.



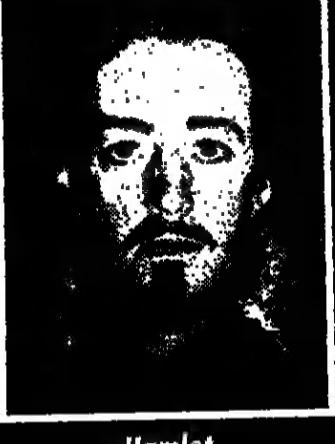
George Smiley,



Adolf Hitler,



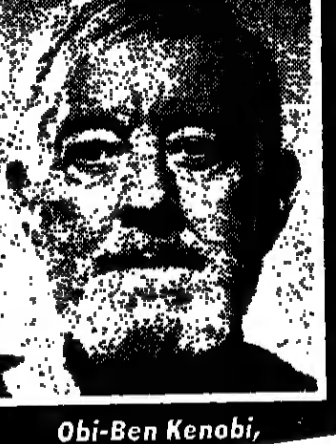
le colonel Nicholson,



Hamlet,



Charles 1^{er} d'Angleterre,



Obi-Ben Kenobi,



le prince Faïçal d'Arabie,



le Général Jivago,



Shylock,



Freud,



toute la famille Ascoyne d'Ascoyne,



ces
12 personnages
et
quelques autres
seront tous
présents sur
le plateau
d'APOSTROPHES
le vendredi
10 Janvier
en compagnie
de leur
interprète
SIR ALEC GUINNESS

ALEC
GUINNESS
Mémoires



JULLIARD

LES CÉRÉMONIES DE VŒUX A L'ÉLYSÉE

Les cérémonies traditionnelles de vœux ont continué, à l'Élysée, tout au long de la journée de mardi 7 janvier. M. Mitterrand a reçu d'abord les bureaux des Assemblées parlementaires puis la municipalité de Paris, les autorités religieuses, les « forces vives » de la nation (syndicats, associations...) et enfin la presse.

La convocation du Parlement en session extraordinaire et les relations entre le pouvoir et le Sénat ont fourni à M. Alain Poher, président du Sénat, la matière d'une allocution dont M. Mitterrand a confié, plus tard, qu'elle avait été formulée d'un ton « sage ». « Il a fait une analyse politique à un maître qui n'avait pas

aux confidences », a-t-il ajouté. La flexibilité a alimenté les conversations des syndicalistes réunis l'après-midi.

Pour sa part, M. Jacques Chirac, intervenant au nom de la municipalité de Paris, a souligné que l'attachement se fasse, en 1986, avec la même « dignité » qu'en 1981.

En fin de journée, M. Mitterrand a pratiqué, avec les journalistes, une sorte de conversation-flânerie, informelle et inorganisée, souvent conduite sur un ton badin.

Nous avons classé arbitrairement par ordre alphabétique, quelques-uns des sujets traités et quelques-unes des réflexions émises.

Le petit lexique de M. Mitterrand

BOUTBOULÉ : « C'est formidable, ce qu'on apprend tous les jours ! » (Sourire.)

CAMPAGNE ÉLECTORALE : « Je m'apprête à voir le pays à travers les yeux de la grande majorité... » (Sourire.)

COHABITATION : néant.

CONSTITUTION : elle peut donner matière à plusieurs interprétations, mais c'est le président de la République qui tranche. « Il y a des fautes dans cette Constitution. »

PRISON : M. Mitterrand n'est pas d'accord avec la formule selon laquelle « l'Élysée est une prison dorée ». « C'est doré, dit-il, mais ce n'est pas une prison. »

RÉFÉRENDUM : les déclarations de M. Fabius sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel au Monde du 7 janvier lui conviennent. « A mesure qu'on approche de l'indépendance législative, cela devient improbable, mais on ne peut pas éliminer cette hypothèse. »

TREIZE : le jeune collègue Mitterrand portait ce numéro parce qu'il n'avait rien d'autre. « Je passe sous les échelles, mais je regarde tout de même s'il n'y a pas un peu posé dessus. » (Sourire.)

WANTED : c'est tout ce qu'il dit lorsqu'il est interrogé sur l'identité du premier ministre d'après 1986. Faire appel au chef du parti le mieux représenté à l'Assemblée nationale « n'est pas une règle ». « Le président de la République choisit qui il veut. Mais ça peut coïncider. » (Sourire.)

COHABITATION : néant.

CONSTITUTION : elle peut donner matière à plusieurs interprétations, mais c'est le président de la République qui tranche. « Il y a des fautes dans cette Constitution. »

PRISON : M. Mitterrand n'est pas d'accord avec la formule selon laquelle « l'Élysée est une prison dorée ». « C'est doré, dit-il, mais ce n'est pas une prison. »

RÉFÉRENDUM : les déclarations de M. Fabius sur la réduction à cinq ans du mandat présidentiel au Monde du 7 janvier lui conviennent. « A mesure qu'on approche de l'indépendance législative, cela devient improbable, mais on ne peut pas éliminer cette hypothèse. »

TREIZE : le jeune collègue Mitterrand portait ce numéro parce qu'il n'avait rien d'autre. « Je passe sous les échelles, mais je regarde tout de même s'il n'y a pas un peu posé dessus. » (Sourire.)

WANTED : c'est tout ce qu'il dit lorsqu'il est interrogé sur l'identité du premier ministre d'après 1986. Faire appel au chef du parti le mieux représenté à l'Assemblée nationale « n'est pas une règle ». « Le président de la République choisit qui il veut. Mais ça peut coïncider. » (Sourire.)

WANTED : c'est tout ce qu'il dit lorsqu'il est interrogé sur l'identité du premier ministre d'après 1986. Faire appel au chef du parti le mieux représenté à l'Assemblée nationale « n'est pas une règle ». « Le président de la République choisit qui il veut. Mais ça peut coïncider. » (Sourire.)

WANTED : c'est tout ce qu'il dit lorsqu'il est interrogé sur l'identité du premier ministre d'après 1986. Faire appel au chef du parti le mieux représenté à l'Assemblée nationale « n'est pas une règle ». « Le président de la République choisit qui il veut. Mais ça peut coïncider. » (Sourire.)

Les refus de M. Jospin

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui présentait, lundi 6 janvier, ses vœux à la presse, a affirmé que les socialistes mèneront leur campagne électorale « avec envie de connaître, avec enthousiasme (...), sans la moindre amertume, sans la moindre angosse, avec le sentiment du devoir accompli ». M. Jospin juge que ceux qui ont voté pour M. Mitterrand en mai

1981 n'ont pas à regretter leur vote pour des socialistes qui sont, selon lui, en train de réussir. Le premier secrétaire du PS a appelé ses amis à avoir « un esprit offensif, (...) mobilisateur ».

Interrogé sur la « coexistence » entre la droite et la gauche souhaitée, la veille, par M. Jacques Delors pour 1986 et 1987 (le Monde du 7 janvier), M. Jospin a affirmé : « Nous excluons toute formule qui pourrait ressembler à une formule d'union nationale. Nous excluons de participer à un gouvernement où la gauche et la droite dirigeraient ensemble. Nous excluons (...) également toute formule politique dans laquelle la gauche pourrait être présente dans un gouvernement dirigé, animé par la droite (...).

Nous n'envisageons (...) d'avoir des responsabilités gouvernementales que si nous sommes en mesure de rassembler autour de nous, d'être la force motrice, la force dominante (...) d'un gouvernement qui, forcément, symboliquement, devrait être dirigé par une personnalité socialiste. »

Les critiques de M. Poher

Le traditionnel échange de vœux entre le président de la République et les bureaux des Assemblées parlementaires, lundi matin 6 janvier, a donné l'occasion à M. Alain Poher de « regretter le fonctionnement, selon lui, peu satisfaisant du Parlement ».

Le président du Sénat a insisté à « l'ampleur du succès de 1981 », le masque d'un « esprit de conciliation » entre les deux assemblées. Le principal reproche formulé par M. Poher touche non pas tant aux sessions extraordinaires du Parlement qu'à un usage immodéré de la procédure d'urgence « (qui offre au gouvernement la possibilité de limiter le nombre des navettes entre les deux Chambres). »

« Avec plus de 63 % des textes examinés soumis à cette procédure, le fonctionnement normal de l'institution parlementaire se trouve mis en cause », a-t-il déclaré, avant d'ajouter que « le dialogue qui est la raison d'être de l'existence de deux Assemblées, se réduit aux apparences de la commission mixte paritaire trop souvent mise hors d'état de jouer son rôle et qui demeure pourtant la clef de voûte de la procédure d'élaboration de la loi. »

Pour le président du Sénat, ces regrets sont d'autant plus justifiés que les derniers jours de la session

d'automne avaient été marqués par des accords entre le gouvernement et les deux Assemblées sur des « textes transactionnels convenant à tous ». Les vertus du bicamérisme auxquelles il manifeste périodiquement son attachement correspondent à la conception d'une deuxième chambre du Parlement « animée d'une volonté constante de dialogue, source de conciliation et (...) d'enrichissement du patrimoine législatif ». « Chambre de réflexion », donc, le Sénat, estime son président, « n'a jamais été je ne sais quelle chambre obstacle uniquement soucieuse de contestation, ni non plus chambre d'enregistrement subitement éprise de cohabitation ».

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

« C'est une cohabitation constructive », a-t-il conclu.

M. Jean-Pierre Fourcade qui lui demandait s'il y aurait ou non une session extraordinaire sur le projet de flexibilité de l'emploi est apparu a posteriori peu élégante dans la mesure où le chef de l'Etat avait déjà signé le décret d'ouverture de ladite session.

A. Ch.

M. PIERRE LEFRANC PLAIDE POUR « UNE COHABITATION CONSTRUCTIVE »

M. Pierre Lefranc a annoncé, ce mardi 7 janvier, la création d'un comité intitulé Appel pour la V^e République-Comité de conciliation nationale pour la sauvegarde des institutions (1). Selon M. Lefranc, ce comité regroupe pour le moment le mouvement gaulliste populaire (gaullistes de gauche) et le mouvement des démocrates de M. Michel Jobert.

Les animateurs de ce comité s'inscrivent du sort des institutions de la V^e République après les élections de mars 1986.

Ils refusent, selon l'expression de M. Lefranc, la « conception du placard » de la cohabitation, qui signifierait, selon ce dernier, à un retour à la IV^e République, et estiment possible « une cohabitation constructive » entre le président de la République et une nouvelle majorité parlementaire. Selon M. Lefranc, ce comité présentera, à Paris, une liste qu'il conduira lui-même et accordera, en province, son soutien aux listes qui le demanderont.

(1) 15, avenue du Wagram, Paris (XVII^e). Tél. 47-66-94-64.

ENTREPRENDRE



Ne partez pas à l'aventure.

Créer, gérer, aménager, contracter posent chaque jour de nouveaux problèmes. Le notaire est votre partenaire. Prenez son conseil avant de vous décider.

Profession d'expérience, le notariat, c'est aussi l'avenir, avec une formation de haut niveau, avec la mise en œuvre de moyens informatisés.

Enfin, sur les sommes reçues chaque année par les notaires, 20 milliards de francs sont collectés pour le compte de l'Etat et des Collectivités. Les honoraires du notariat sont réglementés : en moyenne moins de 1 % des capitaux traités.

MON NOTAIRE, BIEN SÛR !



LE NOTARIAT FRANÇAIS

Conseil Supérieur du Notariat

31, rue du Général Foy

75008 PARIS

POLITIQUE

LA REPRISE DU « PROGRÈS » ET DE « L'UNION » PAR LE GROUPE HERSANT

M. Robert Hersant à Lyon, M. Philippe Hersant à Reims : le père et le fils sont, depuis lundi 6 janvier, aux commandes du Progrès et de l'Union. En toute tranquillité. Le gouvernement est coïncé. Il est obligé, à l'égard de l'opposition, de ses amis qui le pressent et de ses engagements passés, de riposter à la brutale provocation du patron du Figaro.

Mais personne ne se fait d'illusions, et la chancellerie moins que d'autres, sur la possibilité d'obtenir quoi que ce soit par voie judiciaire. Les services du garde des sceaux étudient toutefois la possibilité d'une action en référé auprès d'un tribunal pour atteinte à l'ordre public (étant donné le viol flagrant de la loi sur la presse), avec, le cas échéant, la nomination d'un administrateur provisoire. Les dirigeants socialistes reconnaissent implicitement leur défaite. Après M. Jean Poperen, numéro deux du PS, M. Claude Estier voit dans l'irrésistible ascension du citoyen Hersant « un échec » pour la gauche et trouve « difficile à comprendre que en quatre ans et demi, on n'ait pas réussi à mettre sur pied un grand journal quotidien ».

Face au monopole de l'information reconstitué par M. Robert Hersant dans la région Rhône-Alpes, au début de prise de conscience s'opère. Ainsi, M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé de l'urbanisme, du logement et des transports, et maire de Roanne (Loire), lance un appel pour la création d'une « association pour la liberté et le pluralisme dans la presse », afin que « les huit millions d'habitants de la région (...) ne subissent pas passivement la dictature d'une information contrôlée par un seul homme au passé bien connu ».

M. Jacques Chirac, en revanche, a estimé lundi que « ceux qui ont monté dans les conditions dans lesquelles cela a été fait l'affaire de la création d'une cinquième chaîne n'ont aucun jugement à porter sur la moralité de quelque opération que ce soit en matière d'information ».

Les réactions syndicales au niveau national sont contrastées. Pour M. Loïc Richard, secrétaire national de la CFDT, le rachat du Progrès illustre « les méfaits d'un libéralisme débridé ». La CFDT demande

« que toutes les parties prenantes prennent leurs responsabilités pour faire appliquer la loi ». Le Syndicat national des journalistes (SNJ) appelle l'ensemble de ses sections « à se mobiliser et à se solidariser avec les rédactions de Lyon et de Reims », mais aucune action n'est prévue. Le syndicat des journalistes CGC, en revanche, dénonce l'« incompétence gouvernementale » et estime qu'« il est préférable de voir les emplois de tous les salariés de la presse sauvegardés, même au prix de telles concentrations ».

La Fédération française des travailleurs du Livre CGT, de son côté, déclare : « Ceux qui hurlent le plus fort au voleur sont ceux-là mêmes qui maintiennent aujourd'hui dans les espoirs de l'après-86 les conditions du développement des nouveaux empires ». La FFTL-CGT a engagé une procédure pour que soit mis en place un comité de groupe pour les journalistes Hersant.

Quant aux dirigeants de la presse française, qui ont critiqué à des degrés divers la loi sur la presse de 1984, ils soulignent la logique économique dans l'affaire du Progrès.

Le patron du « Figaro » consolide ses positions lyonnaises

De notre correspondant régional

Lyon. — L'empire Hersant grandit déjà à Lyon et dans la région. A peine mesurées les conséquences de l'achat de la société Delaroché par le patron du Figaro, on apprendait lundi 6 janvier que le groupe qu'il dirige venait de prendre le contrôle d'un petit hebdomadaire d'annonces légales, les Petites Affiches Lyonnaises. Un titre de plus dans son escarcelle. Le rachat de la totalité des actions du groupe auparavant entièrement contrôlé par M. Jean-Charles Lignel avait en effet eu pour conséquence de faire de M. Hersant le nouveau propriétaire du groupe Hebdéo (hebdomadaires gratuits). Dès lundi, l'Hebdéo Saint-Etienne annonçait d'ailleurs son changement dans l'unité légale de présentation de la société éditrice.

Ce n'est pas tout : Radio-Lyon, une très confidentielle radio locale du Progrès, rejoindra, par osmose de propriétaires — une radio-Hersant — (Happy Radio) sur la bande FM lyonnaise. Il est vrai que l'état-major du Dauphiné libéré n'a guère fait porter, jusqu'ici, ses efforts sur les radios locales lyonnaises, dont l'écoute est, à l'évidence, trop capricieuse et trop soumise aux effets de mode pour pouvoir intéresser un marché publicitaire suffisant.

En revanche, depuis plus d'un an, le groupe « D.L. » investit et forme des équipes pour faire vivre, à très courte échéance, une télévision locale. « Canal Rhône-Alpes » serait opérationnelle — en diffusion hertzienne — dès... le 17 mars prochain. Total sur l'agglomération

lyonnaise : trois quotidiens (le Progrès, Lyon-Matin, le Journal quotidien Rhône-Alpes) ; un titre gratuit ; un hebdo d'annonces légales ; deux radios locales et une chaîne de télévision.

Pour M. Raymond Barre, il faudrait définir un « code » de la communication pour éviter des « concentrations abusives et des positions dominantes dans un ou plusieurs médias sur le plan régional comme sur le plan national ». Mais l'ancien premier ministre se défend de faire

du « roman-feuilleton » du Progrès une « affaire de personnes ». Le Journal Rhône-Alpes a accordé, lundi 6 janvier, à M. Barre une pleine page sur les questions des retraites des personnes âgées. Il était, lundi encore, la vedette de l'année du Dauphiné libéré, sur fond de sondages d'opinion flatteurs publiés en 1985. Il reste que sa ferme prise de position sur le principe d'une indispensable organisation des règles de la concurrence ne peut être accueillie avec plaisir par M. Robert Hersant.

Des syndicalistes prudents

Lyon. — L'annonce brutale du rachat du Progrès par Robert Hersant a plongé dans la stupeur les militants syndicaux de la presse lyonnaise. Lundi soir 6 janvier, elle n'avait pourtant pas rassuré le front de l'unité : ces cinq dernières années, les incompréhensions, voire les ressentiments, se sont fait jour entre les organisations les plus représentatives au sein du Progrès et du Dauphiné libéré.

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles l'arrivée de M. Hersant aux commandes n'a encore été suivie d'aucun mouvement social. Cette éventualité ne peut pourtant être exclue. La CFDT et le Syndicat national des journalistes (SNJ) envisagent à Lyon une grève empêchant, jeudi 7 janvier, jour de la réunion de la commission Caillaud, la parution de l'ensemble des titres du groupe. « Ce sera pour nous une journée de deuil », lançait un militant du SNJ. La participation des

syndicalistes grenoblois n'était pourtant pas acquise.

Quant à la Fédération française des travailleurs du livre CGT, elle réunit, ce mardi 7 janvier, à Bron (Rhône), ses militants régionaux et se montre prudente. « Un arrêt de travail, pour quoi, pour combien de temps et pour aller où ? », se demande un responsable régional. La centrale s'indigne d'être soupçonnée parfois de « rouler » pour Robert Hersant : « La solution Hersant est aujourd'hui la seule. Avec Lignel, c'était foutu. Avec Hersant, ce ne sera peut-être pas pis. Le syndicat exprime toutefois son inquiétude pour l'emploi, notamment dans la collecte de la publicité et le routage des quotidiens régionaux, deux secteurs cités dès vendredi par M. Hersant comme susceptibles de connaître des restructurations. — (Correspondance.)

A gauche, M. Jean Poperen, numéro deux du PS et maire de Meyzieu, a avancé l'idée d'une riposte en saisissant la commission de la concurrence — créée par M. Barre en 1977 — pour tenter d'aboutir à l'annulation de la vente conclue entre M. Lignel et M. Hersant. Une démarche qui semble avoir un peu plus de chances de réussir que les tentatives qui visent celles qui tendent à obtenir des condamnations pénales, même si ces chances elles apparaissent très réduites en raison des échecs électoraux. Dans l'entourage de M. Barre, on n'est pas loin de penser que cette forme d'action est la seule crédible.

Relais financiers

Ces remous laissent le nouveau patron du Progrès de marbre. Des représentants syndicaux l'ont interrogé lundi en fin d'après-midi dans les locaux de l'imprimerie de Chassieu : la commission Caillaud ? « Ce n'est pas un de mes soucis actuels », a répondu M. Robert Hersant. Les poursuites judiciaires ? « Que la justice me poursuive et qu'elle m'envoie un chèque de 300 millions ! »

Le nouveau PDG affirme avoir trouvé les « relais financiers nécessaires » pour assurer, le 11 janvier, la paie du mois de décembre et celle du treizième mois. Un élément non négligeable pour garantir une paix sociale, au moins à court terme et malgré un « baroud d'honneur » en gestation du côté de certains syndi-

CLAUDE REGENT.

M. Philippe Hersant à la tête du quotidien rémois

De notre correspondant

Reims. — M. Philippe Hersant, gérant de la société France-Anthès, a été officiellement installé dans ses fonctions de locataire-gérant de l'Union, le lundi 6 janvier, par l'administrateur provisoire du quotidien régional. Cette mise en place intervient après le jugement du tribunal de commerce de Reims, rendu le 3 janvier, autorisant M. Hubert Lafont, administrateur provisoire du quotidien régional, admis au bénéfice du règlement judiciaire en mai 1985, à conclure une convention de location-gérance de six mois avec le fils de M. Robert Hersant.

A l'occasion d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise qu'il a présidée l'après-midi, M. Philippe Hersant a affirmé que la location-gérance lui conférerait d'ores et déjà les pleins pouvoirs et qu'en aucun cas elle ne pourrait être remise en question. Ces propos visent notamment la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse, qui se saisira du dossier de l'Union, le 9 janvier, et la cour d'appel de Reims qui statuera, le 21, sur les oppositions formées par M. Alain Thirion et deux des associations propriétaires du quotidien.

M. Philippe Hersant, qui compte s'installer à Reims très prochainement, a assuré qu'il maintiendra les dispositions du plan de relance soumis au tribunal de commerce et présenté devant le comité d'entreprise en juillet dernier. Ainsi a-t-il manifesté l'intention de lancer rapidement son programme d'investissements qui consiste en particulier à

doter l'Union (ont dix-neuf mille exemplaires) d'une nouvelle rotative. Il a souligné que la zone de diffusion du journal champenois, qui s'étend sur quatre départements, serait préservée et qu'il ne procéderait pas à des « licenciements sauvages ». Il est prêt toutefois à accepter de nouveaux départs volontaires.

Le syndicat du Livre CGT s'est borborygé dans un communiqué, à « prendre acte » de l'engagement de M. Philippe Hersant d'appliquer au plan et à déclarer qu'il se montrerait « vigilant à ce qu'il pourrait se passer dans les prochains jours afin de veiller à l'application effective des engagements pris ». Selon lui, la nomination de M. Hersant résulte de l'« incapacité du pouvoir actuel à faire une loi efficace pour lutter contre la concentration de la presse ».

Seul le Syndicat national des journalistes a réagi avec vigueur. Ses délégués ont quitté la réunion du comité d'entreprise pour protester contre « le coup de force de l'administration provisoire autorisant la présence de M. Hersant alors que la commission Caillaud n'a pas encore apprécié la légalité de la mise en location-gérance ». Aussi, le SNJ a appelé les journalistes à une grève de vingt-quatre heures, dans le but de dénoncer « la totale illégalité dans laquelle on tente d'imposer une issue parisienne aux graves problèmes de l'Union ». Aussi le journal du mardi 7 janvier a-t-il subi deux alignements. Deux des onze éditions ont été supprimées.

DIDIER LOUIS.

LES RÉACTIONS DES DIRECTEURS DE JOURNAUX

Une logique économique inéluctable

MM. Jean-François Kahn et Roland Leroy, respectivement directeur de l'Événement du Jeudi et directeur de l'Humanité, et de l'Humanité Dimanche, risquent d'être bien seuls à réclamer que la Fédération nationale de la presse française (FNPF) prenne position, lors de sa réunion du 9 janvier, sur le rachat du Progrès de Lyon par M. Robert Hersant. Si son président, M. Maurice Bujon, PDG du quotidien Midi Libre (dont le groupe Hersant possède 10 % des parts) et président de la FNPF accepte « bien volontiers » d'ajouter cette demande à l'ordre du jour, ce n'est pas avec l'intention d'en tirer des déclarations fracassantes.

Les dirigeants de la presse française ne condamnent guère la reprise du Progrès par M. Robert Hersant. Au nom d'une logique économique de survie du titre. Pour M. Maurice Bujon, les investissements que devait faire le Progrès étaient trop lourds pour lui : « A partir de leur séparation en 1966, les affaires du Dauphiné libéré et du Progrès ont mal tourné : trop de charges pour chacun, trop de concurrence et de surenchère entre eux. Seule une nouvelle alliance pouvait les tirer de ce mauvais pas. Alliance qu'a réalisée M. Robert Hersant. Pour M. Claude Puhl, PDG de l'Est républicain et président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale (SNPQR), « cet accord entre l'un et l'autre est la clef du succès, même s'il n'y a pas matière à se réjouir du fait que ce soit M. Hersant qui l'ait réalisé, il était inéluctable qu'il se fasse. Le succès passe par là. Et M. Hersant était semblable, le seul candidat. »

Inéluctable : de nombreux dirigeants de la presse française répètent ce terme. « M. Robert Hersant atteint un seuil de puissance qui ne peut laisser indifférent », nous déclare M. Jean-François Lemoine, PDG du groupe Sud-Ouest, mais à partir du moment où le Dauphiné libéré passait sous la coupe de M. Hersant, il fallait trouver un modus vivendi avec le Progrès. Quant à savoir si cela passait par le rachat...

« Il y a un caractère précipité dans cette affaire », précise M. Jean-

François Lemoine, je ne comprends pas comment le gouvernement, qui contrôle l'aspect bancaire des choses, par le biais du Crédit lyonnais — la banque nationalisée qui fournit les fonds à M. Hersant —, n'a pas pu « geler » ce rachat. Il semble qu'il y ait eu le soulèvement de certains de précipiter le dossier et une certaine maladresse de la part du gouvernement. Quant à M. Hersant, il a intégré le compte à rebours politique dans son coup d'audace. »

« Que le meilleur gagne »

La responsabilité du gouvernement s'aggrave avec cette affaire, soulignent certains dirigeants de la presse. « En ne fournissant pas à la presse les moyens de vivre, en autorisant la publicité de FR 3, le gouvernement n'est-il pas plus responsable que le vendeur ou l'acheteur ? demande M. Maurice Bujon. Je m'étonne que le gouvernement, qui a poussé M. Jérôme Seydoux à rassembler 500 millions de francs pour la « S », n'ait pas pu trouver quelqu'un qui rassemble trois fois moins pour sauver le pluralisme de la presse dans la région Rhône-Alpes. »

« Le triomphe de M. Robert Hersant s'inscrit dans le contexte de l'inertie du gouvernement et de sa faiblesse », nous déclare M. Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire Témoignage chrétien et président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne. « Aucun gouvernement, avant et après 1981, ajoute-t-il, n'a permis le développement du pluralisme, en réformant les aides aux journaux susceptibles de créer un nouveau journal. »

Au-delà du gouvernement, c'est la loi du 23 octobre 1984 sur la presse qui est critiquée à des degrés divers par les directeurs de journaux. Pour M. Maurice Bujon par exemple, elle est « inefficace, inapplicable ». « La meilleure loi sur la presse, ajoute-t-il, est qu'il n'y en ait pas. C'est une loi tranchée n'est quand même pas partagée par tous ses confères. »

Ainsi pour M. Jean-François Lemoine, une réglementation est nécessaire, mais différente de celle de la loi.

YVES-MARIE LABÉ.

M. PEYREFITTE : ÉMOTION EXAGÉRÉE

M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, député RPR de Seine-et-Marne et président du comité éditorial du Figaro, a estimé, lundi 6 janvier, que l'« émotion » provoquée par la prise de contrôle du Progrès par M. Hersant est « tout à fait exagérée ». « Il s'agit d'une affaire d'industrie », a-t-il déclaré, « l'ancien ministre. M. Hersant est un industriel de la presse. Le vrai problème est le suivant : est-ce qu'un industriel de presse qui réussit dans ses affaires, qui reprend les canards bouillus, peut progresser et peut venir au secours de journaux qui s'effondrent ? ». On n'a pas un monopole en possession de 15 à 20 % des tirages de la presse française, ce n'est pas vrai, a ajouté M. Peyrefitte. Il y a un monopole d'Etat, c'est-à-dire un monopole de la gauche, sur l'ensemble des moyens de moyens de communication. Et parce qu'il y a un groupe qui fait contre-pouvoir on pousse des hauts cris. »

« La Ligue des droits de l'homme : l'illusion de la loi. — La Ligue des droits de l'homme dénonce « le caractère illégitime des dispositions nouvelles » de la loi d'octobre 1984 sur la transparence de la presse et regrette l'abandon du principe des ordonnances de 1944, « à commencer par la règle : un homme, un journal ». Selon la Ligue, M. Hersant « a pris ses dispositions pour faire entrer au Parlement un nombre important de ses parents, de ses frères, de ses proches collaborateurs et de certains de ses salariés placés en position d'éligibilité sur des listes se réclamant de toutes les tendances de l'opposition parlementaire. Déjà ce nouveau lobby, souligne cette organisation se prépare à dépouiller la collectivité nationale d'une chaîne de télévision du service public si l'opposition est en mesure d'appliquer son programme ».

ISÈRE : dissidence au Front national

Nouvelle dissidence au Front national, cette fois dans le département de l'Isère. Quatre membres du bureau départemental du parti de M. Jean-Marie Le Pen se sont démis de leurs fonctions pour protester contre les conditions dans lesquelles le président des Comités d'action républicaine (CAR, rattachés en novembre au Mouvement national-populiste), M. Bruno Mégret, désigné tête de liste de l'extrême droite en Isère.

L'un de ces contestataires, M. Jean-Claude Arban, représentant pour la région de l'Association des amis du général Salan, qui a présenté le candidat du Front national dans le canton de Saint-Egrève en mars 1985, a notamment déclaré : « Militant sincère et loyal, motivé par la doctrine fondamentale de Jean-Marie Le Pen, je trouve inadmissible que s'instaure aux divers niveaux de la hiérarchie du parti les procès d'intention, les exclusions de militants gênants, la promotion spectaculaire des nouveaux venus, les réunions d'assemblées générales et d'assemblées nationales au mépris des statuts. Je refuse de tromper des centaines de militants du Front national en m'associant à une liste qui n'aura pas pour titre « Front national », surtout derrière des politiciens qui ne fournissent aucune garantie de fidélité au mouvement nationaliste ou à sa doctrine. »

Dénouant l'« autoritarisme » pratiqué par l'état-major du Front national, les « propos racistes » de certains militants, le comportement d'« éléments fascistes » à l'intérieur du parti et le « climat malsain de magouilles » qui prévaut, dit-il, dans la vie interne de la formation nationaliste, M. Arban a adhéré au Front d'opposition national, constitué par les dissidents des autres régions. Il sera le porte-parole départemental de cet autre mouvement qui envisage de constituer localement une liste séparée de celle conduite par M. Mégret.

SITUATIONS 86

MOSELLE : un député socialiste dénonce la liste du PS

(De notre correspondant.)

Metz. — M. Paul Bladi, député PS de Moselle, vient d'annoncer qu'il refusait la place de quatrième sur la liste socialiste pour les élections législatives de mars prochain. « Je ne peux cautionner une liste présentant des déséquilibres géographiques et sociologiques », a-t-il expliqué, soulignant que la liste retenue « a comme double caractéristique de placer trois enseignants en tête de liste dans un département parmi les plus industrialisés de France, et de donner une prédominance générale à la zone Metz-Thionville. »

M. Bladi figurait sur la liste socialiste en Moselle derrière MM. Jean Laurain, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, René Drouin, député et maire de Moyeuvre-Grande et Charles Metzinger, député et maire de Freyming-Merlebach. La Fédération de Moselle s'en tient pour l'instant à la liste confirmée officiellement à l'échelon national sans pour autant s'avancer au-delà des trois candidats susceptibles d'être élus.

« Une telle composition est en contradiction avec les déclarations de Lionel Jospin notant que l'engrègement du PS dans le monde ouvrier est une réalité », plaide M. Bladi, ancien mineur. « Alors que les socialistes font des ouvertures aux courants extérieurs du PS dans divers départements, ce sont en général, des militants d'origine ouvrière qui sont marginalisés sur les listes socialistes. »

Il considère, en outre, que son comportement dans le débat charbonnier est à l'origine du conflit avec les responsables de la fédération mosellane du PS. « Je ne ratifie pas l'accentuation de la baisse de la production charbonnière au-dessous des 10 millions de tonnes annuelles, pas plus que le refus d'embaucher aux houillères du bassin lorrain. Mes positions n'ont pas plu au PS. »

J.-L. T.

PARIS : M. Bas (RPR) renonce à présenter une liste « barrière »

M. Pierre Bas, maire RPR du sixième arrondissement de Paris et député sortant, a annoncé, le vendredi 3 janvier, qu'il renonce à présenter une liste « barrière » dans la capitale. Les résultats d'une enquête effectuée à sa demande par la SOFRES, au mois d'octobre, étaient pourtant des plus encourageants puisqu'ils révélaient qu'une liste de « soutien à l'action de M. Barre », conduite par M. Bas, obtiendrait 19 % des suffrages exprimés, autrement dit pourrait avoir quatre élus.

Après plusieurs entretiens avec M. Barre, qui ne souhaite pas que, en dehors de son département et de sa région, des listes législatives ou régionales s'intitulent « barrières », M. Bas a finalement renoncé. Dans une lettre très cordiale adressée au député de Paris, M. Barre explique notamment qu'il « n'entend pas favoriser une dispersion des voix de l'opposition » et que « de plus, conformément à l'engagement que les députés, membres ou apparentés du groupe UDF de l'Assemblée nationale, ont pris de s'entraider mutuellement dans la prochaine campagne, il apportera son soutien à (ses) collègues qui se trouvent sur la liste UDF qui se présente à Paris. » « Je ne crois pas, ajoute-t-il à l'adresse de M. Bas, de votre intérêt que vous vous mettiez à une compétition qui sera marquée par les effets pervers de la représentation proportionnelle (...). Evitons de nous compromettre dans les péripéties actuelles et cherchons seulement à obtenir de nos concitoyens un vote massif en faveur de l'opposition, telle qu'elle se manifeste aujourd'hui, de telle sorte que l'alternance au sommet ne puisse être différée. »

M. Bas se tiendra pendant les mois qui viennent un peu à l'écart, tout en invitant les électeurs de son arrondissement à voter pour l'opposition, dans l'attente de pouvoir un jour, avec le scrutin majoritaire, revenir siéger à l'Assemblée nationale. Il continue à professer de la même façon que l'opposition ne devrait « pas accepter de cohabiter en 1986 ». « Dans le débat constitutionnel qui se déroule actuellement et qui est déterminant pour l'avenir, M. Barre est le plus gaulliste », se plaît-il à répéter.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

G. P.

FAITS DIVERS

L'AFFAIRE PERROT-BOUTBOUL

Comment escroquer impunément 14 millions de francs

Toute la journée, on avait guetté la silhouette blonde de l'ancienne avocate, tentée de déjouer la protection musclée d'un de ses amis, transformé en chauffeur-garde du corps, filé sa Rover noire dans le cabinet de son avocat, près de l'Opéra, et le quai des Orfèvres, où les policiers de la brigade criminelle, vers 11 heures du matin, l'avaient arrêtée de se rendre en qualité de témoin. M^{me} Cons-Boutboul n'a quitté la brigade criminelle que cinq heures plus tard, par un escalier dérobé donnant sur le Palais de justice, pour se réfugier, semble-t-il, provisoirement, chez sa fille. Coup de théâtre : en fin d'après-midi, elle téléphona à Europe 1 où elle annonçait qu'elle ne viendrait pas, les policiers et le juge d'instruction, M. Alain Venet, l'ayant accusée de s'être soustraite à la justice pour ne pas répondre à l'enquête.

Exit donc, M^{me} Cons-Boutboul, qui ne ferait plus « aucune déclaration sur quelque sujet que ce soit », « le dossier n'est pas clos, il va de lui », assurait-elle.

Les enquêteurs ne furent plus après avoir entendu un « témoin » capital. Rien n'est moins sûr. « Elle est malade, elle ne se déballe pas, dit-on dans les milieux proches de l'enquête. Cette femme est malade et tient beaucoup de propos contradictoires », dit-il. Elle affirme s'être fait piéger par les journalistes et n'avoir cherché qu'à « mouiller » personne. Elle a parfois d'étonnantes réactions quand on évoque ses affaires, mais elle ne finit pas de l'Église, mais, lorsqu'on lui demande dans les détails, elle fait preuve d'un grand art de noyer le poisson.

Pourquoi alors avoir tant parlé ? A quel jeu M^{me} Cons-Boutboul s'est-elle livrée depuis l'arrestation de son gendre ? L'attention, si surprenante attirée vers elle, est-elle une maladresse ou bien, au contraire, une

Cette fois, M^{me} Elisabeth Cons-Boutboul a posé un lapin à la presse. Pourtant, tout au long de la journée du 6 janvier, c'est à ses lèvres que l'on a été suspendu : elle allait s'expliquer, avait-on annoncé, au micro de Jean-Pierre Elkabbach, à Europe 1, peu après 18 heures. Comment peut-on réussir à escroquer environ 14 millions de francs au détriment d'une institution religieuse — escroquerie aujourd'hui prescrite — et, hormis une fort discrète radiation de l'ordre des avocats, rester impunie ?

Son gendre assassiné, M^{me} Jacques Perrot, avait-il tenté, après avoir découvert les nombreuses zones d'ombre de son passé, de faire pression sur elle pour obtenir la garde de son fils ? Allait-elle enfin s'expliquer « au fond » ?

Volonté délibérée ? Les enquêteurs ne disposent apparemment d'aucun lien matériel permettant d'impliquer en quoi que ce soit M^{me} Cons-Boutboul dans l'assassinat de son gendre. Mais c'est vers elle que les regards sont attirés comme escroquée. Et, parmi les enquêteurs se demandant si les mystères passés de la vie de M^{me} Cons-Boutboul ne servaient qu'en fait d'écran à la fraude, il y a le fait (orchestré ?) d'une de sa personne n'était pas déclaré, en réalité, à l'enquête une piste jusqu'ici négligée. Mais laquelle ?

Une certaine impuissance

L'un des exploits de cette femme intelligente et rusée est d'avoir réussi à extorquer impunément quelque 14 millions à des religieux. Impunément, car la justice est aujourd'hui désemparée face à cette affaire.

Poursuivre M^{me} Cons-Boutboul ? Plus de trois ans se sont écoulés depuis l'escroquerie, et il y a aujourd'hui prescription. Au palais de justice de Paris, où l'on a retourné le dossier en tous sens ces jours derniers, on avoue une certaine impuissance. Beaucoup de magistrats étrangers avaient beau refuser de porter plainte, le parquet général pouvait, lui, engager des poursuites. Mais il n'en fit rien.

À leur décharge, les magistrats ont remarqué que l'arrêt de l'indication qui leur fut communiqué par le conseil de l'ordre était plutôt vague. Il ne parlait pas d'une escroquerie de plusieurs millions de francs, mais faisait allusion à un état de déshonneur, d'un « nom souillé », sans plus.

Sans doute, la subtilité du paralogisme a pu être jouée par une autre phrase de ce document expliquant que l'escroquerie reposait sur « la production de faux documents, particulièrement de faux jugements ». Mais là non plus, point de réaction.

De faux jugements ? C'est là, théoriquement, un crime passible

devant une cour d'assises de vingt ans de réclusion. Mais théoriquement seulement, et il y a là une autre habileté de M^{me} Cons-Boutboul qui, jamais ne prit le risque de produire à ses crédules clients d'« authentiques » faux, mais cachets, paraphe à signatures imaginaires. Elle ne bornait à résumer dans les lettres qu'elle leur adressait consciencieusement les décisions des juridictions auxquelles elle prétendait avoir fait.

Utile précaution : la fabrication de faux jugements aurait en effet entraîné un faux en écriture publique, et il n'y aurait pas prescription. Ces simples lettres, en revanche, des faux en écritures privées, donc des délits aujourd'hui prescrits.

Voilà pourquoi M^{me} Cons-Boutboul affiche une telle attitude. Elle ne sait rien d'atteinte. Voilà

aussi pourquoi le Père Bayzelon, supérieur des religieux étrangers de Paris, ne peut entamer cette sérénité lorsqu'il menace l'ancienne avocate d'exiger réparation de l'escroquerie dont celle-ci a bénéficié.

Questions sans réponse

En fut-elle le bénéficiaire ou l'instrument ? « J'ai agi pour le bien d'autrui », a-t-elle dit un dimanche et répété lundi aux enquêteurs. « Cela est vrai, ce que n'excluent pas magistrats et policiers, pour le moins de qui pour quoi ? Les Missions étrangères jouent-elles, à tort, les victimes innocentes ? L'opération aurait-elle été à « recycler » discrètement l'argent qui leur appartenait ? Et les religieux étrangers ne sont pour rien dans cette affaire, faut-il exclure une complicité de M^{me} Cons-Boutboul avec d'autres milieux ecclésiastiques, aux confins de la basse politique et de la haute finance ? Les enquêteurs, qui se posent plus de questions qu'ils n'ont de réponses, n'écartent aucune hypothèse. Ils cherchent, convaincus, à tout coup de chance — à tout chercher longtemps.

BERTRAND LE GENDRE
et AGATHE LOGEART.

LA DROITE ET LES IMMIGRÉS

L'autre cohabitation

Dans le livre de livres sur l'immigration qui paraissent ces jours-ci, on tire d'urgence naturellement. Non pas à cause de leur taille — on fait beaucoup plus gros — mais de la personnalité de leur auteur. Le premier de ces ouvrages a été écrit par Didier Bariani, responsable national de l'immigration à l'UDF ; les deux autres par Michel Hannoun, qui exerce des fonctions identiques au RPR. On se sent en effet obligé à quelques semaines des élections ?

M. Bariani et Hannoun sont des hommes à terrain, à une expérience quotidienne de l'immigration. Si le responsable UDF est maître du terrain, le responsable RPR est un homme plus « coloré » de la capitale, où M. Le Pen avait obtenu 11,26 % des suffrages aux municipales de 1983, — son collègue à l'UDF dirige la municipalité de Villepierre (Isère), qui compte une bonne proportion d'étrangers. Ils ont l'un et l'autre une petite, ils se situent à mi-chemin de franc-tireurs, comme Bernard Luchini pour qui « l'immigration est une chance pour la France », et de ceux qui ne sont pas très éloignés du Club de l'Horloge.

On trouve dans ces deux ouvrages des arguments à gauche et des arguments à droite, un subtil équilibre entre formation et ouverture. « Ni racisme ni laxisme », résume Michel Hannoun dans une formule que les dirigeants politiques devraient d'autant moins qu'ils l'ont déjà employée.

Didier Bariani a rédigé le rapport de synthèse qu'il a rédigé pour l'UDF il y a quelques mois (1). Synthèse, en effet, les positions idéologiques opposées, une livre balance en permanence entre les uns et les autres. Si les travailleurs immigrés ne sont pas une situation régulière, « une acquis », il faut empêcher l'immigration de « prendre la forme d'une situation irrégulière ». Il y a en a pour tous les goûts, et on s'y perd un peu, même si un sujet aussi délicat ne peut être abordé sans nuances.

Une France plutôt modérée

Michel Hannoun a écrit d'abord l'opinion qu'il a exprimée au sein de son parti. Son premier livre (2) se fonde sur une enquête approfondie, commandée à la COFREMCA et réalisée à partir d'un échantillon national de deux mille cinq cent personnes. On y découvre une France incertaine mais plus ouverte que ne le laissent croire certains sondages. Une France qui critique la « situation » des hommes politiques face à l'immigration, mais juge le débat trop complexe pour être tranché par référendum comme le voudrait M. Le Pen.

L'immigration « n'est pas une question de principe », dit le maître de l'ouvrage : « Les Français ont peur ». Mais pas seulement des étrangers... Fort de ces constatations, Michel Hannoun exprime ses opinions dans un deuxième livre, préfacé par Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Avec un titre significatif : l'« Autre Cohabitation », puisque « la cohabitation la plus difficile à organiser est bien celle entre Français et immigrés » (3).

Au chapitre des mesures à prendre, les responsables de l'UDF et du RPR s'expriment quasiment d'une même voix. Ils rejoignent tous les faits les grandes orientations du parti socialiste : maîtriser les flux migratoires, faciliter les étrangers qui viennent régulièrement qui travaillent en France et favoriser les autres à rentrer dans leur pays. Pourquoi alors une telle sévérité à l'égard des « travailleurs » (Didier Bariani) et de « la politique de l'autruche » (Michel Hannoun) du PS au maître d'immigration ? C'est essentiellement la régularisation du statut des clandestins, intervenus entre 1981 et 1983, qui est reprochée à la gauche.

Contrairement aux socialistes, les deux principaux partis de l'opposition excluent toute participation des étrangers aux élections locales. Ils envisagent, en revanche, une réforme de vote de la nationalité, un « abaissement » des contrôles d'identité et des expulsions par voie administrative, ainsi que l'accroissement des Français d'origine à voter natals.

Ces projets seront-ils appliqués ? Et dans quels délais ? Il n'est pas sûr qu'arrive au pouvoir la droite réunie pour rendre les Français heureux, ou même qu'elle se précipite pour réformer le statut de la nationalité. Ses premières préoccupations sont d'immigration — laisse-t-on entendre dans l'opposition — pour bien faire comprendre les problèmes politiques : par exemple, l'immigration et les problèmes de main-d'œuvre étrangère clandestine, ce qui ne mange pas de pain.

Un élu du parti électoral, déclaré en partie à empêcher M. Le Pen de gagner aux voix, n'est pas forcément un programme de gouvernement. Y a-t-il d'ailleurs trente-six façons de gérer, de maîtriser responsable, un dossier aussi complexe et aussi brûlant que celui de l'immigration ? Les responsables s'en aperçoivent. Leurs successeurs la savent peut-être déjà.

ROBERT SOLÉ.

(1) *Immigrés, pour ou contre la France ?* Editions France-Empire, 176 pages, 52 F.

(2) *Français et immigrés au quotidien*, Editions Albatros, 151 pages, 65 F.

(3) *L'autre Cohabitation (Français et immigrés)*, Editions L'Harmattan, 161 pages, 85 F.

LES ENFANTS DANS UN MONDE DE CONFLITS
LE MONDE diplomatique
N° 1250 - 1985 - 124 pages
EN VENTE PARTOUT

ÉDUCATION

LES ÉLECTIONS DE PARENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

Légère baisse de la Fédération Andrieu au profit de petites listes

Les pouvoirs accrus accordés aux parents d'élèves dans l'école en 1985 n'ont, semble-t-il, pas incité ces derniers à se mobiliser davantage lors des élections qui ont eu lieu au mois d'octobre. Les résultats des élections aux comités de parents (écoles maternelles et élémentaires) et aux conseils d'établissement (collèges et lycées) font apparaître une grande stabilité du nombre des électeurs. La participation a atteint 44,10 % dans les écoles et 36,91 % dans le degré, soit une augmentation de 0,9 % et de 0,3 %, par rapport à l'année précédente.

Les suffrages recueillis par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE, présidée par M. Jean Andrieu), comme les autres années, en légère baisse, surtout dans l'enseignement primaire. Mais cette association reste toujours la première des fédérations de parents.

Dans les écoles maternelles et élémentaires, la progression de la participation confirme une tendance amorcée en 1981, après une période de désaffection. La FCPE obtient la plus grande part des suffrages (44,42 % au lieu de 46,29 % en

1985). La Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP, présidée par M. Jean-Marie Schiéro) se situe à la deuxième place, avec 11,35 % au lieu de 11,63 % en 1985). Ce sont les listes dites « divers », souvent composées de parents qui refusent de s'engager dans les listes nationales, qui progressent, obtenant 22,14 % des suffrages (contre 20,75 %).

Dans les collèges et les lycées, le taux de participation augmente de 0,31 %. Les parents ont une participation plus élevée dans les collèges qu'au lycée et, dans les établissements d'enseignement professionnel. La FCPE y maintient la première place avec 56,44 % des suffrages (56,7 % en 1985). La PEEP obtient la deuxième audience avec 18,14 % des suffrages (contre 18,05 %). Le reste des voix se répartit entre l'Union nationale des associations de parents d'élèves (UNAPEP) avec 2,32 % des voix, les listes divers (1,43 %), la Fédération nationale des associations de parents d'élèves (FNAPEP), 0,47 %, et divers, 8,23 % (contre 7,4 %).

Vive l'école !

(Suite de la première page)

L'acte image de l'autorité, qui est au cœur de la mission pédagogique, témoigne assez bien, selon M. Jean Paillet, responsable de l'enquête de la COFREMCA, d'un état de la société française depuis le début des années 80 : après une longue période de tension idéologique et de contestation, l'affrontement de conceptions antagonistes de la société, on aborde une époque plus saine, où prime le sens de la responsabilité et de la réussite, une attitude d'accomplissement personnel nécessitant un ordre librement consenti.

Cette évolution est de l'ordre individuel, recherche d'une qualité de la vie à haut niveau, besoin d'apprendre et de progresser... Cette évolution est l'expression de nos aspirations de nos contemporains, la naissance de nouvelles écoles et des débats à l'école, mais près de « se défoncer » pour affronter un avenir flou. Une société déstructurée mais vivante, sans grand idéal mais décidée à aller de l'avant, qui a dépassé le « syndrome du catastrophisme » de la fin des années 70, les habitudes à la mode et à l'usage que l'école fait normalement partie du futur. Cette évolution est un risque à faire baisser l'anxiété que provoquait l'obsession d'une société bloquée et à entraîner une vision plus optimiste de l'avenir.

La satisfaction des élèves

Or, selon la COFREMCA, le monde enseignant serait « en phase » avec cette évolution, ce qui expliquerait la réconciliation à laquelle on assiste avec l'opinion et un particulier avec le monde de l'entreprise. Condamnés à subir de plein fouet la confrontation avec les forces les plus remuantes de la société (sa jeunesse) — et peu habitués par une institution ancienne et peu malléable, — ils se sont débrouillés comme ils ont pu, sans recourir à des méthodes violentes.

SPORTS

LE RALLYE PARIS-DAKAR ZANIROLI TIENT TÊTE

Patrick Zaniroli (Mitsubishi-Pajero) était toujours en tête du rallye Paris-Dakar, à l'issue des troisième et quatrième épreuves spéciales disputées lundi 6 janvier, entre In Salah et Tamanrasset. Le vainqueur du dernier précédent Pierre Colinvaux (Range-Rover) de 8 min 41 sec et René Metge (Porsche) de 24 min 10 sec. L'arrivée d'un stage, l'équipage Ickx-Brasseur a concédé 20 min pour remplacer le radiateur mal de sa Porsche.

● CYCLISME : Laurent Fignon. — Alors qu'il effectuait sa rentrée aux six jours de Madrid, Laurent Fignon a été victime d'une chute lundi 4 janvier et souffre d'une fracture de la clavicule. Cette blessure ne retardera pas quinze jours au moins la préparation du vainqueur du Tour de France, attendu aux compétitions depuis près d'un an à cause d'une opération à un genou.

● SKI ALPIN : La Suisse Vreni Schneider a remporté, lundi 6 janvier, le slalom géant de Maribor (Yougoslavie) devant le compatriote Mikaela Figini et l'Autrichienne Marina Kiehl. La première Française, Anne-Flore Rey, a dix-septième.

Dans la catégorie masculine, le surprenant Belge Guy Huinon (Yamaha) a réussi à terminer en première place au classement général, en dépit de la domination dans les deux spéciales de l'italien Franco Pinna (Yamaha).

Accidenté à 10 kilomètres de l'arrivée, le motard français Michel Lemerle a été rapatrié d'urgence à Paris. Déjà grièvement blessé en 1984 lors de la première étape, il souffrait d'un traumatisme médullaire se trouvant mardi dans le coma. En revanche, le pilote néerlandais parti sans sa main droite, ni provision d'eau, dans le désert algérien (le 11 janvier) a été retrouvé sain et sauf après deux jours de recherche.

MÉDECINE

Transplantation et loi divine

Afin de respecter la volonté de témoins de Jéhovah, une équipe de chirurgiens italiens a tenté le lundi 11 janvier une transplantation cardiaque sans avoir recours à des transfusions sanguines. L'intervention a été réalisée chez un enfant de sept ans grâce au cœur prélevé chez une femme de huit ans atteinte d'un arrêt cardiaque. Cette transplantation, expérimentale (réussite, était indispensable en l'absence d'une greffe dépourvue de la croyance des témoins de Jéhovah, les chirurgiens de la polyclinique Umberto I de Rome ont dû éliminer le sang de leur patient afin de ne pas avoir recours à des transfusions sanguines. Les témoins de Jéhovah estiment en effet que la transfusion sanguine est un apport de nourriture sous forme de sang, ce qui, selon leur interprétation, est une transgression de la loi divine. En France, un enfant de Jéhovah de Jéhovah, transfusé malgré l'avis des siens, avait été renvoyé ultérieurement par sa famille, comme le rapporte J. Viallet (Lyon) dans *Médecine et hygiène* du 15 août 1983.

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les experts jugent le budget

Un bon budget, conforme au plan triennal de la recherche, mais des réserves sur deux points. Tel est l'avis formulé par le Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique sur le budget civil de l'État pour 1986. Le Conseil craint que la loi ne réduise les crédits consacrés aux programmes — particulièrement l'espace — et ne mette en danger le déséquilibre. Il note, en revanche, une insuffisante progression des crédits incitatifs pour la recherche industrielle. Les grands programmes de l'électronique.

SCIENCES

Les pépins de la météo américaine

La mission d'observation météorologique américaine NOAA-8 est incontestablement la plus délicate de la série. Lancé le 11 janvier, l'administration nationale américaine pour l'atmosphère (NOAA), lancé en mars 1983, ce satellite avait pour but de résoudre, tout comme d'autres engins de la série Tiros-N/NOAA avec laquelle les Américains jouent décidément de malchance : NOAA-8, lancé en mai 1980, n'a pu être mis en orbite qu'au NOAA-7, mis en orbite à la mi-1981, a été dans l'espace pendant près d'une journée, en décembre 1984, avant d'être de nouveau ramené par les techniciens. Malgré ce nouvel incident dû à la « perte » de NOAA-8 (d'un coût de quelque 230 millions de francs), l'administration américaine peut poursuivre la mission de l'observation météorologique en utilisant les données NOAA-7, qui, pour l'instant, demeurent en fonctionnement en orbite polaire.

STERN
• GRAVEUR •
depuis 1840
CARTES DE VISITE
INVITATIONS
la distinction
d'une gravure traditionnelle
nouveau département « Société »
pour cartes et papiers à lettres
de belle qualité
47, Passage St. Panoramas
PARIS 2^e Tel. 42.36.94.48-45.08.86.45

سكان الوطن

ank

1 « JE SUIS LE PREMIER »

maintenant, M. Mitterrand serait un saint homme - et l'on n'a jamais posé la colonnade jusqu'à ce degré ! - s'il allait pleurer sur les éternelles difficultés d'être de M. Barre, qui ne voulait pas lui laisser digérer en paix son septennat. Je pense d'ailleurs qu'à long et court terme ce rachat ne fera que renforcer la belle image de M. Barre dans l'opinion. Sa compétence était déjà à l'abri du doute ; et, en plus, on se met à penser d'instinct le dégoût de Lyon, il va faire venir les cours ; les députés vont s'efforcer. Quand je vois tant de personnages illustres croulés, je me dis que Robert Hersant mériterait la croix du

**2 DEUX JOURS
CHEZ FRANÇOIS NOURISSIER**

d'esquisser un bilan
de la littérature de
langue française des
quarante dernières
années.

prochain à Lyon. C'est
■ Fête des pères dans un train et d'autant plus recommandable que ce roman se passe en trente-six heures, entre, et pendant deux trains. Avec un aller et un retour. Le narrateur, qui s'appelle N (comme Nourissier), va faire une conférence à B (comme Bâle ou Berne), dort (mal) et rentre. Un autre charme du livre, c'est qu'il est drôle et parfaitement sinistre, comme toujours lorsque Nourissier est en forme. Avant d'abandonner ce roman aux mains des experts, je voudrais ajouter que *la Fête des pères* va de rebondissement en rebondissement, il y a des suspens. Ce récit grave, classique, est aussi un mélo qui vous donne envie de pouffer.

Dans l'*Eau grise*, on s'amuse moins. Le mélo n'est pas loin, mais le Nourissier de vingt ans n'est point de respect pour la littérature « bon genre » pour ne pas le tenir à distance par un style soutenu de moralité. Comme souvent dans les romans de jeunesse, ce que l'on préfère, c'est la lecture, ce ne sont pas les sentiments, mais ce qui date. Pas de tété mais des postes de radio gros comme des dogues, des « garde-manger » dans les cuisines, des concierges qui « donnent le cordon », des filles vierges ou presque à vingt ans, un jenné comme servi par une bonne, des supports à chapeaux chromés dans les cafés, une ■■■ de quartier, des prêtres, ■■■ bassines d'amal, des énis à cigarettes dans la poche des hommes, des publicités où caracolent les zèbres de Cézanne et le gracheur de feu de l'outate Thermogène... Tentant de dresser, je l'ai dit, dans sa préface, l'état des lieux littéraires, Nourissier retient pour ■■■ quarante dernières années de cinquante ■■■ écrivains français. Sans enthousiasme, il est vrai. Et une douzaine d'« indiscutables grands livres ». C'est beaucoup.

(1) D'après sa déclaration de lundi, il ne semble pas.

CINÉMA

REVOIR « CLÉO DE 5 A 7 »

Agnès Varda et le tourniquet du temps

Cléo, dans le miroir du café, guette sur son doux visage l'indienne explosion de la maladie. Il n'y a rien encore. Elle est cette grande blonde ■ la beauté scandinave (*Corinne Marchand*) qu'on aimait dans les années 60. On lui a fait un prélèvement, elle attend les résultats. ■ Entre un rendez-vous chez la cartomancienne et un autre avec son médecin, elle attend. Cléo la cigale, - de 5 à 7 -, essaie ■ tuer le temps, avec sa copine Angèle la fourmi.

disparition. Mais Agnès Varda, en filmant le temps présent, cartographie le travail de la mort. Voilà pourquoi *Cléo de 5 à 7*, miraculeuse redécouverte, est encore plus important aujourd'hui que'il ne l'était alors.

On ne retenait que le jeu avec le destin, on repérait la modernité du décor de Cléo, on redoutait avec elle son cancer, le résultat de ses analyses. On espérait tout de sa rencontre avec le petit soldat (Antoine

A signaler enfin le plaisir de voir chanter Michel Legrand et la grâce de ce petit film muet inséré dans le parcours de Cléo. On y voit Jean-Luc Godard enlever les lunettes qui lui faisaient voir la vie en noir, et puis apparaissent Jean-Claude Brialy, Sami Frey, Anna Karina, d'autres visages, rajeunis de vingt ans.

En première partie de *Cléo de 5 à 7*, Agnès Varda présente un



avec sa copine qui pose nue pour les artistes, son amant pressé et ses musiciens qui se moquent d'elle.

Moursailler), avec l'amour, parc
Montsouris. Autour d'elle, la ville
vivait, simplement contemporaine.
Aujourd'hui Cléo, qui va peut-être
mourir, est la plus vivante, et c'est la
ville qui est engloutie, avec ses
figurants, corps et gestes modelés
par l'époque.

court mariage réalisé qu'une fois, mais avant *Sans toi ni loi*. 7 p., coll., 5 de b... à saisir vu bien avec *Cleo*, puisque l'agit encore de manipuler un certain tournalet du cinéma, où les images... du néant pour n'y englober et renaitre à nouveau. Un appartement vide, qui était naguère un hospice. Là, Agnès Varda imagine le vieillissement... en révoque les traces, burlesques ou pesantes... à l'instar anarchiques qui rôdent. Grincant, hanté par des masques, des effigies de la mort, par des visions d'enfance et de décrépitude, par des coquetteries médicales, le film est d'une beauté glaciale.

CLAIRE DEVARVILLE

★ Voir les grandes revues

★ Voir les grandes reprises.

LIVRE

Luciano Berio, l'avant-garde sans peine

De tous les compositeurs d'une génération qui représentent le parti de l'audace, Luciano Berio (né en 1925) est certainement celui dont la musique parle le plus directement à l'auditeur non prévenu. Conçue visiblement pour flatter l'oreille, avec juste ce qu'il faut de modernité, elle séduit le plus grand nombre et dérange — ceux qui — modifient trop du charme immédiat.

Il en va tout de même aujourd'hui de Berio comme jadis, de Puccini (même si, paradoxe de la critique, on ne se souvient guère de ses *Madama Butterfly*, ses *La Bohème*, ses *Les Traviates*, ses *Passaggio d'Opera*, la *Verà Storia* — qu'il cède sur tentation de l'intellectualisme le plus aride) : on lui reconnaît une facilité

stupéfiante et un métier sans faille mais on ne se soucie guère de savoir ce qu'il y a derrière des partitions aussi transparentes.

Ivanka Stojanova, qui vient de consacrer à Berio une grande étude publiée par la *Revue musicale* — et aussin, couronnée par l'Académie Charles-Cros, — avoue entre les lignes toute la joie que lui procure l'œuvre du musicien, mais elle éprouve le besoin d'utiliser pour le dire beaucoup de mots vus de la psychanalyse, de la sociologie et de la linguistique, où les néologismes tiennent le haut du pavé. De prime abord on est surpris de tant de mystère pour parler d'une musique aussi

pen obscure, puis on se rend compte que l'adulte aime à jouer avec tous ces mots barbares comme, familièrement, on tourne autour du pot.

Au ■■■■ chaque page : « Que c'est beau, quel plaisir, quelle inspiration saisissante ! », elle évoque « l'intégration du signifiant textuel aux citations et/ou extra-musicales qui annulent toute univocité discursive ».

Cette pudeur qui se dissimule derrière les jeux de l'esprit n'est pas étrangère à l'univers de Berio, qui parvient souvent à l'évidence de son langage musical par des détours assez compliqués. Et la perspicacité d'Ivanka Stojanova nous dévoile à son sujet des informations souvent inédites. Ainsi, en regard de son texte, a-t-elle placé une foule de citations se rapportant aux œuvres analysées, empruntées à des compositeurs, des interprètes ou des écrivains.

Cette étude, la plus exhaustive qui existe actuellement en français, s'ajoute aux entretiens avec le compositeur publiés y a deux ans chez Jean-Claude Lattès, au premier numéro de l'excellente revue *Contrechamps*, qui lui était consacré. Cette revue bi-mensuelle est due à faire paraître son cinquantième numéro dédié cette fois à Bernd Alois Zimmermann (1918-1970), aussi méconnu que Berio est reconnu, réputé pour la difficulté et l'aridité de ses œuvres, le caractère impénétrable d'une personnalité déprimante.

A travers des témoignages, quelques analyses et des textes de Zimmermann lui-même, on découvre de précieuses clefs pour entrouvrir les portes de ce monde encore réservé aux rares connaisseurs. Les disques sont difficiles à trouver mais la radio se fait parfois l'écho des événements que constituent les exécutions de ses principales œuvres, en premier lieu l'opéra *Die Soldaten*, d'après Lenz.

★ *L. Berio, Chemins en musique*, par I. Sotgiu, 512 pages, 280 F.

La Revue musicale, 7, place Saint-Sulpice, 75006 Paris.
Contrechamps, n° 5, édition l'Age d'homme, 5, rue Férou, 75006 Paris (152 pages, 69 F.).

EXPOSITIONS

Les potages d'Andy Warhol

A intervalles réguliers, les galeries parisiennes leur consacrent l'usage de leurs musées en encensant les grands capitaines de l'art. Dans le cas présent, l'affaire remonte à une vingtaine d'années, Tempon a choisi d'honorer le pape du pop art américain, Andy Warhol en personne.

Chaque thème répété en moyenne une dizaine de fois avec des couleurs différentes doit confondre l'observateur. Technique employée : la sérigraphie, procédé dont Warhol disait que, si un plus grand nombre de gens l'utilisait, on ne saurait plus distinguer « ses peintures » de celles des autres.

Pour celui qui nagerait quelque peu dans les méandres de ce vaste label, précisons qu'un autre poète, Robert Hamilton (discret, il y en a beaucoup), a écrit en 1957 (en anglais) avait en 1957 donné une définition exhaustive de cette nouvelle catégorie pour venir au secours de l'animateur. Elle est plus simple que celle du coulaire (conçu pour un public de masse), transitoire (solution à court terme), expansible (aisément adaptable), bon marché, produit à la chaîne, jeune, spirituel, sexy, type d'affair, charmeur, une grosse affaire... (1) Muni de ces quelques principes catégoriques, il nous est plus qu'à explorer les cimaises où s'accroche Warhol en cochant à chaque fois ou les termes paraissant convenir au sujet exposé. Pas de précipitation, le circuit comprend quatre séries : les *Flowers* (1970), les *Portraits Campbell* (1968) et *Botticelli*, la naissance de *Venus* (1984).

Evidemment, ce pied de nez, très goûté à l'époque, semble aujourd'hui éculé si l'on considère que la Veuve Clicquot, vingt ans après, subit tout aussi — mais cyniquement — les méthodes de cette période héroïque. Si l'on se pose la question de remettre en cause la sainteté de ce virage on épingle à cheval accompli au détriment de l'exploration abstraite par la conserve Campbell reproduits à satiété, on peut cependant en vouloir aux fidèles qui pensent, que, finalement, cet accrochage pourrait lui aussi être expansible, c'est-à-dire, d'après Hamilton, «*certainement oublié* ».

BERTRAND RAISON.
★ Galerie Templon, exposition
Warhol, du 4 janvier ■ 5 février 1986.
1, impasse Beaumour, 75003 Paris.

(1) ☐ in l'Art de ☐ temps,
Weber.

Le nucléaire change de mode

L'électricité ne se stocke pas.
Il a fallu adapter les centrales nucléaires pour qu'elles puissent suivre sans heurts les fluctuations de l'offre et de la demande, qui varie dès qu'on appuie sur un interrupteur.

LA puissance appelée sur le réseau d'EDF ■■■■
■■■■ 16 000 mégawatts le
dimanche 12 août 1984 ■
7 heures ■■■■ matia. Le mercredi
16 janvier ■■■■ 7 heures du
soir, ■■■■ sont 60 000 mégawatts,
presque le quadruple, qu'il a fallu
fournir ■■■■ consommateurs.

Ces deux chiffres montrent l'ampleur d'un problème que doit résoudre : tous les fournisseurs d'électricité à adapter l'offre à la demande. L'électricité, à côté de nombreux avantages, a un vice majeur : elle ne se stocke pas. L'offre doit à chaque instant être égale à la demande qui change chaque fois que quelqu'un appuie sur un interrupteur. Les fluctuations sont si rapides, elles peuvent atteindre 10 000 mégawatts en deux heures. Soit la puissance en gros d'une dizaine de centrales nucléaires.

Or ces centrales ont longtemps eu une réputation qui, quoique exagérée, n'était pas fondamentalement fautive : celle de devoir fonctionner à régime constant. On pensait que le rôle d'un barrage de retenue et changer ou couper en quelques minutes sa production d'électricité. Avec une centrale au fuel oil on peut, les ingénieurs peuvent aussi être très rapides. Pour un réacteur nucléaire, les choses étaient différentes. Certes l'arrêt brutal — tous les jours était — des mécanismes l'assurent en cas d'urgence — la sécurité est alors fort lent et demande de nombreux examens préliminaires, voire des opérations d'entretien. Si l'on voulait mesurer la durée en

appelés FWR) et, en exploitation normale, une puissance de 34 200 mégawatts, qui ne encore augmentent dans les années à venir. Il fallait trouver le moyen modaliser simplement la puissance de ces centrales. C'est ce qu'ont fait l'exploitant EDF et le constructeur Framatome, avec l'aide du Commissariat à l'énergie atomique.

Il en est résulté un mode de fonctionnement des réacteurs, dit « mode gris », qui autorise des variations de puissance pouvant atteindre 50 mégawatts par minute et qui permet de fixer la puissance produite à n'importe quelle valeur entre 180 et 900 mégawatts. Ce qui donne aux centrales nucléaires une souplesse équiva-

lente, voire supérieure, à celle des réacteurs au fuel. Et les essais, longuement menés, ont montré que les variations de puissance pouvaient être opérées pendant la vie d'un réacteur sans causer de ses éléments des fatigues génératrices d'accidents.

Le pilotage des réacteurs
 nucléaires est assuré par plusieurs
 moyens. On peut, dans une
 mesure limitée, laisser monter ou
 descendre la température, ce qui
 retentit directement sur la puis-
 sance fournie par la turbine. Pour
 aller plus loin, la méthode classi-
 que conjugue deux moyens : l'un
 est de faire varier la concentra-
 tion en bore de l'eau qui refroidit
 le réacteur — le bore est un abor-
 deur de neutrons, et sa présence
 diminue donc le nombre de neu-
 trons capables de fissionner les
 noyaux d'uranium.

L'autre — d'enfoncer entre les électrodes une série de barres d'aluminium — un alliage de cadmium, d'argent et d'indium, — qui réduit ainsi le flux de neutrons. Ces deux d'ailleurs des barres analogues qui assurent le contrôle du réacteur — mais ces barres fonctionnent en tout ou rien : elles sont suspendues au-dessus du réacteur, maintenues par un mécanisme qui se fonctionne qu'alimenté en permanence par du courant électrique. En cas d'incident, en particulier d'arrêt du réacteur, le courant est automatiquement coupé, et les barres tombent dans la cuve du réacteur.

Ce mode classique de pilotage par bore et inertie électromagnétique ne permet que des variations de puissances limitées, en amplitude et en vitesse. Faire varier la concentration de bore dans l'eau prend du temps, par exemple celui qu'il faut pour que le bore qu'on ajoute diffuse dans tout le volume de la cuve et que la concentration s'homogénéise à sa nouvelle valeur. D'autre part, le

bore est très efficace en **fonctionnement** du réacteur, ou après les renouvellements de combustible, qui sont faits par tiers chaque année. **Aussi** doit-on réduire la concentration en bore. A la fin des **périodes** de fonctionnement, la concentration est quasi nulle, on ne peut donc jouer elle pour moduler la puissance fournie par le réacteur.

Ballon d'enfant

Les barres aluminiques ont un inconvénient : elles déforment sérieusement la répartition de puissance dans le réacteur. Introduites par le haut, elles réduisent la puissance produite dans le haut de la cuve, mais, par contre, l'augmentent dans le bas. L'effet est un peu analogue au gonflement qu'on observe au bas d'un ballon d'enfant si on en comprime le haut. Cette augmentation de puissance — donc le température — dans le bas est limitée pour ne pas dégrader certains constituants du réacteur, comme les gaines des éléments combustibles.

L'idée du mode gris est simple. Le papier du moins : remplacer les laines absorbantes par d'autres qui le sont moins, qu'on puisse enfoncer sur toute la hauteur de la cuve de lavage. ■
■ puissance totale sans ■
■ perturber ■ réaction ■

QUELQUES CONSOMM

Année	Consommation (GWh)
1970	59
1971	57
1972	55
1973	53
1974	52
1975	54
1976	56
1977	58
1978	59
1979	60
1980	59

la cuve. En termes imagés, utilise-t-on des barres « grises », faiblement absorbantes, ou des barres « noires ». Encore fallait-il pouvoir faire ce remplacement sans mettre en question la sécurité, et vérifier que les fréquents changements de rythme qu'il permettrait ne causeraient pas un vieillissement précoce de certains composants.

Après quelque ~~des~~ d'étude
d'expérimentation ~~des~~ labora-
toire, ~~des~~ essais ~~des~~ vraie grandeur
ont ~~été~~ en 1932. A la centrale du
Tricastin, un réacteur ~~est~~
équipe de barres grises ~~en~~
réalité, ~~des~~ des grappes grises,
associant ~~des~~ barres absorbantes
et d'autres, en acier inoxydable,
qui ~~sont~~ transparentes aux neu-
trons. Pendant ~~des~~ mois, EDF
~~est~~ varier ~~des~~ manières,
plusieurs ~~fois~~ par jour, la puis-
sance fournie par le réacteur, ~~ce~~
qui entraîne ~~des~~ variations de
température, ~~des~~ des dilatations
et des contractions.

Des essais ont ensuite montré que le réacteur avait bien supporté l'épreuve. Les régions les plus sensibles ne trouvent être certains branchements de petites canalisations sur le circuit primaire et refroidissement. Quelques améliorations techniques ont été apportées en ces points sensibles, au cours des essais techniques pour les machines en service, afin de la construction pour les autres.

Il fallait aussi vérifier que l'oxyde d'uranium, qui est le « combustible » nucléaire, accep-

température auxquelles le réacteur mettrait le nouveau régime de fonctionnement. Car les écarts de température ne dépassent que 10 degrés pour les pièces en contact avec l'eau. Le refroidissement, ils assurent plusieurs centaines de degrés au cœur des pastilles d'uranium. Des investigations entreprises sur la « chaudière avancée prototype », l'établissement Cadarache du Commissariat à l'énergie atomique, ont montré que cela ne faisait pas problème.

Simultanément à ces essais, d'autres étaient entrepris sur un réacteur de Fessenheim, qui était resté équipé du système standard de contrôle. Leur objectif était de mesurer précisément quelle était la variation de la puissance acceptable. C'était donc une valeur théorique, car les premières centrales nucléaires avaient toujours fonctionné à puissance pratiquement constante.

Jeux de barres

L'ensemble de ces succès nous permet de confirmer l'intérêt du gros jeu de pilotage. Les autorités de sûreté ayant donné leur accord, les réacteurs américains de 900 mégawatts ont été progressivement munis du nouveau jeu de barres de contrôle. Seuls les six plus anciens (dont le Fessenheim, quatre au Bugey) gardent leur ancien jeu de barres. La transformation ne fait que vingt-cinq des vingt-six autres réacteurs, et le dernier verra son

Pour les réacteurs de 1 100 mégawatts, c'est dès la construction que les grappes grises ont été mises en place. Cependant, EDF n'a pas obtenu l'autorisation de pratiquer sur ces centrales des excursions de puissance de grande ampleur. Le dossier est en cours de construction. Il sera complété l'an prochain après réalisation d'essais sur un réacteur. L'arrêté général pourrait être donné en 1987.

Ainsi que nous l'avons vu pour EDF la possibilité de suivre une demande d'électricité dont les fluctuations sont grandes et malaisément prévisibles — avec le développement du chauffage électrique, un abaissement de la degré de la température, le contrat EDF pour fournir 1000 mégawatts supplémentaires. Faute de cette adaptation des centrales nucléaires, il aurait fallu couvrir une part importante du besoin par le recours au charbon ou au fuel, qui fournissent une électricité beaucoup plus chère. Or, ces centrales ne sont pas des stations de pompage, qui utilisent l'électricité produite aux heures creuses pour faire fonctionner les turbines et le barrage de l'eau qui sera turbinée aux heures de forte demande. Or, il aurait demandé de très importants investissements très supérieurs à ceux qu'a requis l'équipement des réacteurs nucléaires en termes de grise.

Les marchés de l'espace

Les Américains dominent encore le marché des satellites, mais ils n'ont plus le monopole de l'industrie de l'espace. Les lanceurs européens, notamment, leur font concurrence.

DÉPUIS le lancement par l'Union soviétique du Spoutnik, le premier satellite artificiel de la Terre, les enjeux de l'espace ont changé de nature. A l'époque des grandes premières utilisées par les deux Grands pour leur image de marque, on accroître leur notoriété vis-à-vis du reste du monde, a succédé celle des industriels et des consommateurs soucieux de rentabilité et de contrats. Mais si l'existence d'une industrie spatiale est aujourd'hui une réalité, force est de constater, comme le note l'OCDE dans le rapport (1) qu'elle vient de consacrer à ce sujet, qu'il s'agit d'un secteur « en émergence, dont les débouchés dépendent encore pour une large part des marchés publics ».

« Aucun développement des activités spatiales, et donc des industries spatiales, n'aurait eu lieu, affirment les experts de l'OCDE, sans un engagement marqué des gouvernements. »

la production de matériels spatiaux comme dans le règlementation de l'activité spatiale ».

De plus, l'élaboration d'une perspective commune sur l'industrie, la croissance des échanges entre les deux gouvernements au lieu de la fois au fait que les puissances spatiales ont abouti à une entente d'accord à des périodes différentes et que leurs besoins de développement respectifs sont aujourd'hui très variés. Et ce n'est évidemment qu'au cours de ces quinze dernières années que la demande de produits spatiaux a pris un véritable caractère international.

Le monopole ébranlé

Il y a cinq ans seulement, font remarquer les rapporteurs de l'OCDE, « les Etats-Unis pratiquaient les seuls à exporter des matériels spatiaux et des activités spatiales. »

Les considérations d'ordre stratégique ont, en effet, ■ déterminantes dans la création de ces industries, et ■ elles continuent de représenter une force d'entraînement décisive ■ pour l'expansion de ce secteur. D'ailleurs, souligne ■ rapport, ■ il est nécessaire d'admettre que les gouvernements vont continuer de jouer ■ un rôle important dans le développement de l'aviation spatiale, ■

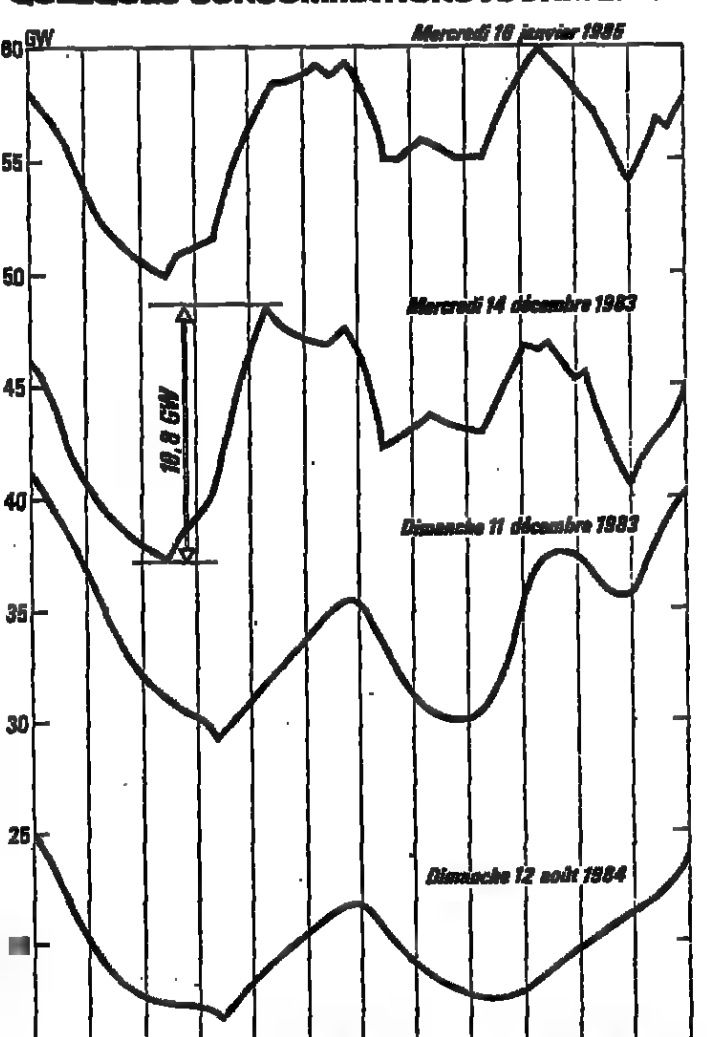
Kien « qu'enfin la fin lorsque l'on va qu'en général, - les dépenses liées aux infrastructures au sol dépassent celles qui sont liées aux satellites ». Dans l'ensemble, écrivent les rapporteurs, la demande pour le moment soit, « soit environ 10 milliards de dollars pour la fin des années 80 », devrait continuer de « s'accroître à un rythme rapide », avec, pour les années à venir, un rythme annuel de croissance, pour les dix prochaines années, de 15 %.

Quant à la production spatiale mondiale - est-ce largement tributaire des États-Unis (près de 80 % de l'ensemble en 1983), mesure-t-elle des poids différents depuis quelques années - les effets de la politique budgétaire varient par pays en de l'internationalisation des marchés ». Un aspect qui ne saurait vraiment surprendre, dans la mesure où la dépense moyenne de chaque Français pour les satellites de télécommunications de ce pays (66 francs) est huit fois moins importante que celle du citoyen américain (496 francs), bien que deux fois supérieure à celle de son homologue allemand (38 francs).

J.-F. A.

(1) L'industrie de l'espace, OCDE, 2, André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16.

QUELQUES CONSOMMATIONS JOURNALIÈRES



Les deux courbes du haut du graphique indiquent la puissance appelée par le réseau au cours des deux journées (des mercredi) les plus chargées de l'hiver 1983-1984 et 1984-1985. Ces deux courbes se ressemblent et ont un décalage presque constant, essentiellement dû à la température beaucoup plus basse en janvier 1985 qu'en décembre 1983. La courbe inférieure est celle du jour de consommation la plus basse, un dimanche d'août 1984. Pour permettre de distinguer ce qui est dû à la saison et à ce qui revient à la moindre activité dominicale, la consommation d'un dimanche d'hiver est aussi représentée.

Ces courbes mettent en évidence à quel point la puissance appelée peut varier rapidement. Le 14 décembre 1983, la consommation a progressé de 10,6 gigawatts (10 600 mégawatts) en moins de deux heures. On constate aussi que, entre le sommet de la courbe haute et l'étiage de la courbe basse, la consommation d'électricité a pratiquement quadruplé, passant de 16,8 à 80 gigawatts.

MAURICE ARYONNY

CVLaser

Venez professeurs professionnels et enseignants,
vous cherchiez un nouveau job,
Vous ne savez plus quel bout prendre vous CV...
Souriez-vous sur
CURRICULUM VITAE SERVICES

- **ANALYSE MARKETING** : analyse de CV différents que de ceux possibles par secteur.
- **REDACTATION** : 12 profils de caractères, symboles et pictogrammes pour attirer l'attention.
- **VOTRE PHOTO** améliorée : en option.
- **Service** rapide et fait savoir quel bout prendre en le décrivant. **CVS & PASTES 100 PAGES C&S**

11 bis rue Ste Anne 45000 Orleans
 Pour un service plus : 01 38 33 05 00

2020-2021


THOMSON-CSF

2, rue Louis Blanc - 75016 PARIS

biotechnologie.
Ecrire avec CV et prétentions, sous réf. 6995, à Média-System, 2 rue de
la Tour des Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

12, rue des Pyramides
75001 PARIS qui
fera suivre.

Merci d'adresser candidature (C.V. et prétentions) en précisant la référence : **CT - R.R. 40 - 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY** Code

Manuscrits, C.V., photo JEUNOT,
l'Entreprise Industrielle, 29, Rome,
Paris.

Ecrivez ■ Vincent OBERTHÜR
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta
95400 VILLIERS LE BEL

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

Objectifs :
QUALITE ET CROISSANCE
Le Marché de l'Informatique et de la Bureautique Distribuée croît à une vitesse double tous les trois ans. BULL Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur. Pour relever le défi de demain, nous accueillons un jeune

INGENIEUR GRANDES ECOLES
HF

Débutant ou enrichi d'une première expérience industrielle
Robotique et Automatismes sont à la fois votre passion et votre domaine de compétence. Nous vous confions dans un premier temps, les fonctions de Conseiller Technique au sein du Génie Industriel où vous êtes proche de la construction des produits et des méthodes de production. En liaison avec notre usine, vous êtes chargé, dans les phases de pré-série et de série, d'établir au Cahier des Charges des postes à robotiser ou à automatiser, à partir des spécifications d'objectifs par le Responsable Robotique Usine. Vous étudiez et procédez aux choix techniques de Robotique et d'Automatismes. A terme, vous définissez et mettez en place ces applications robotiques dans les grandes étapes de construction de nos produits. La pratique de l'anglais est nécessaire pour ce poste basé à MASSY 91.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, avec 3 photos, à M. Michèle Corbier, BULL TRANSAC, B.P. 91 91301 MASSY.

Bull

CCMC, leader dans la diffusion de services informatiques auprès des cabinets d'expertise comptable et de leurs clients, grâce à sa réussite en micro-informatique, renforce sa position en diversifiant son activité.
Nous créons dans toute la France, des professionnels comptables libéraux, des Sociétés de Conseil en Informatique, les CCIG (Centre de Compétences en Informatique de gestion).
Dans le cadre du développement de cette activité, nous recherchons :

2 DIRECTEURS DE FILIALE

De formation supérieure en gestion d'entreprises, ils possèdent une forte expérience d'études et de mise en place de systèmes informatisés de gestion sur mini ou micro-ordinateur et de capacités d'autonomie. Ils délivreront des conseils en Informatique auprès des PME, assistés d'une équipe d'ingénieurs et d'analystes qu'ils mettront en place progressivement. Comme tout entrepreneur, ils seront responsables des résultats et du développement de leur filiale.
Les postes sont basés à PARIS (réf. DFFA) et DUON (réf. DFDI).

2 INGENIEURS CONSEIL

Au sein d'une équipe dynamique et compétente, ils conseillent les PME qui souhaitent s'informatiser, analysent leurs besoins, préconisent des solutions et veillent à leur mise en place et leurs applications. De niveau MIAGE ou équivalent, ils possèdent déjà une solide expérience de l'implantation de solutions micro-informatique ainsi que de réelles capacités d'autonomie et d'organisation.
Ces postes sont basés à PARIS (réf. ICFA) et COMPIEGNE (réf. ICCO).
Adressez votre dossier de candidature (précisez la réf. du poste choisi), à : Marc DUPRE - CCMC - B.P. 60, 69714 CONDRIEU CEDEX.



LES NOUVEAUX ESPACES

sep

La Société Européenne de Propulsion recherche pour sa Division Propulsion et Liquides et Espace, implantée à Vernon (27) :

CHEF DE SERVICE GESTION-FINANCES

- Si vous êtes diplômé d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP).
 - Si vous avez au moins 10 ans d'expérience industrielle en comptabilité et gestion.
 - Si vous souhaitez vous voir confier des responsabilités de haut niveau dans une entreprise performante.
- Vous trouverez dans notre lettre CV et présentations, sous référence 210/22, à SNECMA, Département Industrie, 2, bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

GROUPE SNECMA

Banque des entreprises et partenaire privilégié des technologies nouvelles, cet établissement est pionnier dans l'ingénierie financière. Il traite des opérations sophistiquées au niveau international. Une équipe humaine et une structure moderne, appuyées sur des cadres d'entreprise, L'informaticien constitue pour cette banque un vecteur privilégié d'aide au développement commercial. Son département informatique, avec ses moyens humains et matériels, a pour objectif à 5 ans, de devenir le principal partenaire des activités financières. Il recherche :

Concepteur de projets marchés financiers

Prenant un projet dans sa phase initiale, le responsable rejoint une équipe internationale qui conduit l'étude conceptuelle. Parallèlement, il prend connaissance de l'état actuel des systèmes de l'établissement, il peut alors rapidement :
- définir la stratégie de développement du projet ainsi que son évaluation globale.
- concevoir un modèle conceptuel des données et des traitements.
- appréhender l'impact organisationnel.
- tenir compte de l'état de l'art de systèmes comparables au sein d'établissements étrangers.
Le candidat, âgé d'au minimum 30 ans, doit avoir une formation supérieure. Une expérience de 5 à 10 ans dans un établissement financier, une entreprise de conseil ou de services, lui a permis d'exercer avec succès son talent de concepteur de systèmes de gestion. Ses qualités intellectuelles doivent s'accompagner d'un fort sens relationnel.
Enfin, notre banque offre au candidat de valeur qui l'intègre de réelles et sérieuses opportunités d'évolution de carrière.

M. DHEUR examinera avec vous vos dossiers (lettre manuscrite, CV et photo) que vous lui ferez parvenir sous réf. 8601.02 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.
Conseil en ressources humaines.

...ET VOS PROJETS RESPIRENT.

Participez aux ambitions de développement du leader français des plats cuisinés au sein d'une équipe qui privilégie le dynamisme, l'efficacité et la convivialité. VOICI CE QUE PROPOSE WILLIAM SAURIN A UN

CHEF DE PROJET INGENIERIE

Vous avez une formation d'ingénieur ECP, ENSAM, IDN ou ENSIA, une première expérience d'environ 5 ans, Anglais ou l'Allemand ou souhaités.
Venez nous rejoindre et apporter votre concours au développement et à l'industrialisation de produits nouveaux et de nouvelles technologies. Vous serez responsable de la conception et de la réalisation de projets, activité polyvalente qui implique :
- élaboration du cahier des charges, - évaluation de l'enveloppe budgétaire, - négociation technique, - gestion et coordination, - mise en route.
Poste basé à LAGNY (banlieue Est de Paris).
Merci de nous adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 201 M, à LESIEUR, Recrutement & Carrières Cadres, 122 avenue du Général Leclerc, 95000 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

Dans le cadre du renforcement des unités d'Etudes Logicielles en Région Parisienne, Bull Systèmes recrute des

INGENIEURS LOGICIEL

Venez partager avec nous l'esprit d'équipe et relevez avec nous les défis des grands systèmes d'exploitation :
- offrir la puissance à un réseau de plusieurs centaines d'utilisateurs simultanés,
- assurer la fiabilité des grandes bases de données,
- donner la facilité d'emploi d'un micro.
Vous avez ou non une première expérience suite à une formation universitaire ou grandes écoles option informatique, vous avez une connaissance de l'anglais technique, nous vous offrons l'occasion de développer votre expérience et d'accéder au niveau supérieur d'expertise technique en vous intégrant dans de petites équipes (4 à 8 ingénieurs logiciel) responsables dans toutes les activités concourant à la réalisation du logiciel (de l'architecture au support), et dans les grands domaines techniques :
noyau du système, télécommunications, réseaux, interactif, transactionnel, langage de génie logiciel, langages, bases de données (relationnelles...), technologie du logiciel, modélisation, qualité métrologie, ergonomie du logiciel.
Envoyez votre lettre manuscrite, CV, photo et précisions sur l'enveloppe la réf. 108 M à :
Gérard GOYER - Bull S.A.
PC IL009D - 94, avenue Gambetta
75008 PARIS CEDEX 20

Bull

Jeunes Ingénieurs

(2 - 4 ans d'expérience)

Informaticiens

GRANDES ECOLES pour concevoir et développer des logiciels en temps réel. La pratique d'une méthodologie logicielle et la connaissance de langages évolués (Pascal) sont nécessaires ainsi que d'excellentes aptitudes dans le domaine de l'analyse. Réf. A.

Electroniciens

Connaissant les techniques de transmission d'informations, l'électronique analogique, les moyennes puissances, pour l'étude et le développement d'équipements ainsi que le suivi des essais sur site. Réf. B.
Ces deux postes sont basés à Vanves (92) et peuvent impliquer des déplacements. Ils exigent le goût du travail en équipe ainsi que la rigueur dans le raisonnement et l'organisation.

Envoyez votre dossier de candidature à Catherine MANGET, en précisant bien la référence du poste choisi sous N° 1258/M, à

PLEIN EMPLOI - 10 rue du Mail - 75002 PARIS

Conseils en Ressources Humaines

MATRA TRANSPORT

مکان العمل

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde

INGENIEURS LOGICIELS

Proche banquette futur accessible par le monde

Une entreprise française, filiale de l'un des grands groupes industriels français, qui réalise des équipements complexes associant l'électronique, la mécanique, l'électronique, l'opto-électronique et l'informatique, recrute des **INGENIEURS LOGICIELS**. Sous l'autorité d'un chef de groupe informaticien, ils participeront à l'élaboration des spécifications des logiciels intégrés des équipements fabriqués par la Société, rédigeront les dossiers d'analyse puis produiront et testeront les logiciels. Ils participeront à leur installation et leur recette sur site ; ceci, dans le respect des normes de qualité et de délais. Ces postes conviendront à des candidats titulaires d'un diplôme universitaire en informatique et possédant impérativement une première expérience acquise dans la réalisation de systèmes informatiques. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Ecrire sous référence 8211/M à :

GRH conseils

3, avenue du Ségur 75007 PARIS. Téléphone assuré.

TECHNOLOGIE DE POINTE

Ingénieurs d'Etude Electroniciens

Importante filiale d'un grand groupe français, concevons et réalisons des grands systèmes automatiques et produits pour l'industrie faisant appel à des technologies de pointe en électronique et en informatique (traitement d'images, processeurs rapides, notamment). De nombreux investissements impliquent un développement de notre service Etudes Electroniciens et la création de plusieurs postes d'ingénieurs. Intégrés dans des groupes d'études de 3 à 5 ingénieurs, ils prendront en charge personnellement le développement des ensembles. Ils participeront à l'ensemble des choix techniques (souvent en limite de technologie), à l'intégration des matériels et des systèmes, à l'élaboration des devis et à la définition des moyens à mettre en œuvre dans chaque groupe. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs diplômés de grandes écoles ou de l'université ayant une première expérience en électronique dans un service Etudes (2 à 4 ans). Des connaissances dans les domaines suivants peuvent être que des suppléments : communication, données, réseaux, traitement d'images ou de signaux, vidéo-fréquences. Les postes sont à pourvoir à Paris Nord. Les perspectives de carrière peuvent être très motivantes. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous la référence 106 CDEF à : N.B. - 65 Victor Hugo - 75116 PARIS.

Ingénieur télécommunications

Paris

240.000 +

Un grand groupe du secteur tertiaire français recherche pour sa société informatique un ingénieur spécialiste en architecture réseau.

Rattaché à la Direction Technique, il assurera le suivi technique des projets de l'ensemble des réseaux informatiques répartis en France, de leur complexité et de leur diversité. Il sera responsable de la mise en place du futur réseau selon une architecture valable pour les dix prochaines années et adaptée aux nouvelles prestations bancaires et financières.

Le candidat est un ingénieur diplômé d'une grande école (Telecom, Supélec, Centrale, Mines) et a environ cinq ans d'expérience comme chef de projet réseau. Outre la maîtrise des techniques de télécommunications, le poste implique une bonne connaissance générale de l'informatique. Il s'adresse à un concepteur de haut niveau, dynamique, réactif et sachant convaincre. Réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et photo sous référence L038/M à Henri Bouet, SEMA-SELECTION, 16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

Chefs de projets informatiques dans la banque

Nantes - Cette grande banque nationale française organise un plan informatique qui organise et régit, à l'avenir, l'ensemble de ses systèmes d'information. Pour la conservation et la gestion des valeurs mobilières, elle développe un ambitieux projet auquel elle associe des ressources importantes dans un environnement gros systèmes (IBM 43XX, CICS, IDMS, ...). Elle souhaite associer aux ingénieurs de la SSI intervenant deux chefs de projets à fort potentiel de développement.

Dépendant du responsable Etudes, ils ont en charge le développement des sous-ensembles bien définis du projet global, la liaison constante avec les services utilisateurs, assurent la conception des nouvelles applications, avec des équipes de 5 à 6 analystes et programmeurs qu'ils dirigent et animent. Ils supervisent l'encadrement, veillant au respect des procédures, des méthodes et des délais.

Les candidats, de formation supérieure (grande école ou université) d'ingénieurs, universitaires, sont des concepteurs haut niveau, possédant au moins cinq ans d'expérience en conduite de projets, ils sont ouverts à une méthodologie, sont motivés pour participer à un projet complexe et de grande envergure. La connaissance de la banque, du secteur financier en particulier, serait un atout.

Merci d'adresser votre C.V. avec lettre manuscrite et prétentions réf. P 118/M à B. Beaunoir,

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.



La Direction des budgets et du contrôle de gestion du Groupe Matra, équipée de mini (PRIME) et de micro (IBM PC) recherche : (H/F)

Ingénieur

pour développer des applications informatiques

Vous avez pour mission d'optimiser et d'améliorer le système d'information et d'exploitation des données des applications de gestion du Groupe (bilans - comptes d'exploitations - budgets - plans à moyen terme - études spécifiques...).

Vous serez chargé de faire des études prospectives pour évaluer les nouveaux matériels et logiciels (logiciel de simulation - graphique - progiciel) en relation avec les besoins des différentes entités du Groupe.

Vous participez également à la mise en place, l'intégration et l'exploitation des nouveaux systèmes en collaboration étroite avec les utilisateurs.

De formation supérieure, compétence en informatique et en gestion/finance s'appuie sur une première expérience professionnelle - 2 à 4 ans - de développement mini informatique.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo indiquant référence NK 1282 Service Recrutement Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - avenue du 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex

MATRA

Vous souhaitez rejoindre une équipe jeune, dynamique et une division en pleine expansion...

... importante société recherche pour la vente de systèmes destinés aux applications intelligence artificielle (machines LISP)

ingénieur commercial

De formation ingénieur, vous avez déjà vendu des systèmes informatiques performants et vous parlez parfaitement l'anglais.

Si ce poste vous intéresse, veuillez faire parvenir lettre C.V. et photo en rappelant la référence 57575 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS. Rémunération totale assurée.

Jeune Ingénieur Chimiste

FRANCE. 1 400 personnes, 3 usines, 2 milliards de francs de CA est la première d'un groupe chimique de dimension mondiale. Notre service Hygiène des produits qui commercialise des produits détergents et de désinfection auprès des industries et des grandes collectivités - blanchisseries privées et hospitalières - propose à un jeune ingénieur chimiste un poste d'assistance technique à sa force de vente.

À partir de Paris où vous résidez, vous appuyez et formez techniquement les vendeurs sur toute la France. Intégré à l'équipe Marketing, en relation avec la recherche appliquée, les producteurs de fibres et les constructeurs de machines de lavage, vous participez activement au suivi et au développement des produits et méthodes.

Débutant ou avec une première expérience, vous apportez vos connaissances en chimie, votre sens pédagogique et votre aptitude à la communication. Vous connaissez bien sûr l'Allemand. Une voiture est fournie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Direction des Relations Humaines, BP 111, 94250 GENTILLY.

Des carrières directement utiles

Henkel France

Objectifs : QUALITE ET CROISSANCE

Le Marché de l'informatique et de la Bureautique Distribuée est en forte croissance. Il double tous les trois ans.

BULL Transac s'impose comme leader européen dans ce secteur très porteur. Notre Direction Technique recherche un

Dans un environnement humain stimulant et une technologie avancée, notre position sur le marché nous permet de réaliser des produits de nouvelle génération.

Les réalisations de base reposent sur la conception de logiciels pour le domaine micro-ordinateurs compatibles PC-XT et PC-AT.

Chargé de développer des systèmes informatiques organisés autour de micro-processeurs performants (INTEL), vous disposez de solides connaissances et d'une expérience de quelques années en électronique et informatique.

Vous bénéficiez d'une formation à nos produits et, à terme, une évolution vers d'autres domaines de compétence.

INGENIEUR D'ETUDES MATERIEL

HF

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 9052 M, à Michèle Corbinea, BULL TRANSAC, B.P. 92 - 91301 MASSY.

Bull

Le Monde

SECTEURS DE POINTE

Le Monde



SNECMA
Société Nationale
nous sommes spécialisés
dans l'étude et la
fabrication de moteurs
d'avions civils et
militaires.
largement exportés,
notre Groupe (26 000
personnes, dont 3 200
cadres) poursuit
une politique active
de recherche et de
développement de
technologie d'avion.

LE DEFI TECHNIQUE

Nous recherchons pour notre Etablissement de Corbeil (91)

RESPONSABLE DE LA GESTION DU PERSONNEL USINE (3 000 personnes)

Directement rattaché au Chef du Département du Personnel, de formation supérieure et ayant eu une première expérience professionnelle dans un poste similaire, il aura pour mission :

- « d'apporter son concours permanent aux hiérarchies sur toutes les questions de personnel »
- « de conduire les réflexions à moyen terme sur les besoins des unités »
- « d'assister les hiérarchies dans les mesures en œuvre des mesures adoptées ».

Merci d'adresser sous **1/86**, lettre, C.V., photo et prétentions à **SNECMA**, Département Encadrement - 2, bd Victor, 75724 Paris cedex 15.

GROUPE SNECMA

ORLEANS

Appartenant à un Groupe international de premier plan, nous concevons et réalisons des produits de très haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours de ces prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à recruter pour l'une de nos usines spécialisées dans la mécanique, l'électronique et la pyrotechnie, un

INGENIEUR ELECTRONICIEN CONFIRME

SERVICE FABRICATION

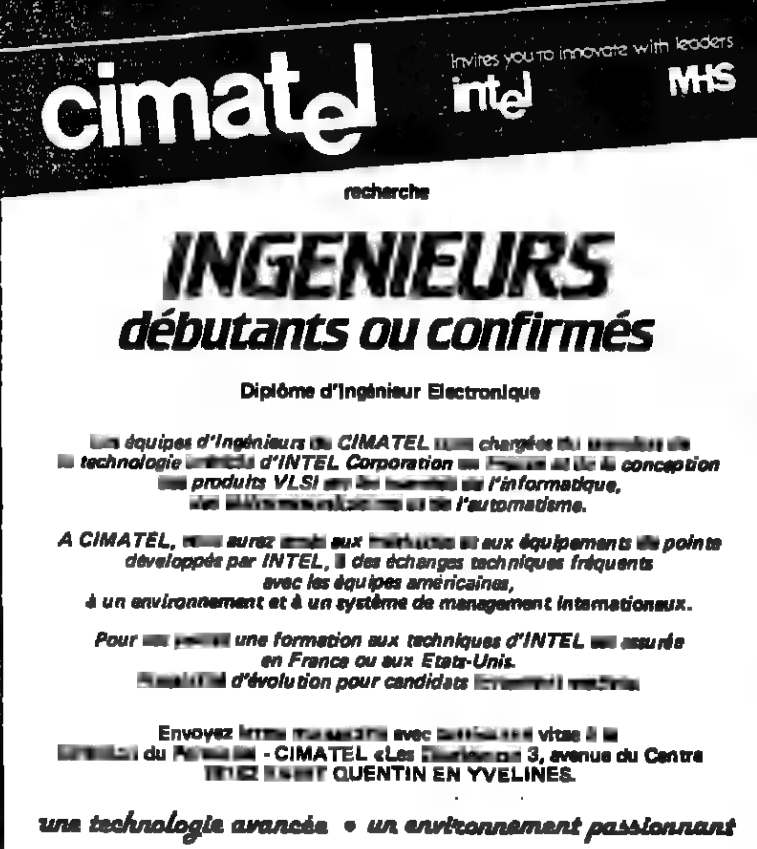
Pour développer l'électronique dans nos productions, vous devrez faire les bons choix d'investissements, renforcer et former les équipes, coordonner vos actions avec les autres services, dans un but d'innovation et de meilleure rentabilité.

Ingénieur Electronicien, de formation SUPLEC, INSA, ENSERB..., vous avez une première expérience (à 1/5 ans minimum) en fabrication ou aux méthodes et ceci dans le secteur électronique.

Ce poste est à pourvoir dans un site exceptionnel, près d'ORLEANS (à une heure de PARIS).

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. 85490/M, à **SELECOM** - 225, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Selecom
CONSEIL EN RECRUTEMENT



cimatel
intel
MHS

recherche

INGENIEURS débutants ou confirmés

Diplôme d'Ingénieur Electronique

Une équipe d'ingénieurs du CIMATEL est chargée de travailler sur la technologie d'INTEL Corporation au sein de la conception des produits VLSI des domaines de l'informatique, des télécommunications et de l'automatisme.

A CIMATEL, vous aurez accès aux techniques et aux équipements de pointe développés par INTEL, à des échanges techniques fréquents avec les équipes américaines, à un environnement et à un système de management internationaux.

Pour une formation aux techniques d'INTEL assurée en France ou aux Etats-Unis.

Responsabilité d'évolution pour candidats expérimentés.

Envoyez votre lettre manuscrite avec curriculum vitae à :

Service du Personnel CIMATEL - Les Bâtiments 3, avenue du Centre de la Vallée - 91000 EVRY-COURCOURONNES EN YVELINES.

une technologie avancée • un environnement passionnant

Nous sommes une entreprise française performante et organisée qui conçoit, fabrique et commercialise des produits de haute technologie.

Nous sommes leader national et international pour certains d'entre eux. Du fait de notre expansion nous recherchons pour l'intégrer à notre équipe

1 INGENIEUR CHIMISTE ORGANICIEN

de premier plan, 30/40 ans, parfaitement bilingue français-anglais.

Il lui sera confié une action de développement de nouveaux produits destinés à des industries de pointe.

Ce poste suppose un ensemble de bonnes dispositions notamment d'initiative et de créativité mais aussi une qualité relationnelle particulière tant à l'intérieur de l'entreprise qu'au regard du niveau d'organisation de la clientèle.

Ce poste implique des possibilités de promotion à terme au niveau de notre Etat-Major.

Le siège social est aux Champs-Élysées, le lieu de travail est une grande banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. sous référence 601 M à :

BALBY CONSEIL
128, bd Hausmann
75008 PARIS

DIRECTIONS

et

Le Bureau d'Etudes, puis la Direction Technique

Leader de notre spécialité, nous développons la conception et la réalisation de systèmes électromécaniques automatisés.

Nos clients ? MIF de CA, 450 personnes, 65% de notre chiffre d'affaires : Europe, USA, Japon. Des résultats positifs et d'importantes perspectives d'investissement. Enfin, une implantation en France, dans une ville moyenne, à proximité de la Suisse.

Pour renforcer nos structures, nous recherchons le futur responsable de l'ensemble des services techniques. Rattaché au Directeur Industriel il encadrera dans un premier temps l'équipe chargée de la conception et des études de l'ensemble des projets électromécaniques - depuis la définition du cahier des charges jusqu'au développement de nos produits nouveaux.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur d'études, d'environ 35 ans, électromécanicien, possédant, bien-sûr, une bonne expérience des moteurs électriques de faible puissance (0,5 à 3 KW) et dans l'usage de l'électronique de commande ; mais aussi, l'envergure personnelle d'un leader.

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature, en toute confidentialité. Merci d'adresser sous référence 941, à François PHILBERT.

ALGOE
9 bis route de Châtenay
91100 CHATELAIN

MEMBRE SYNTHEC



C2S

C2S Société en forte expansion dans le domaine de l'ingénierie informatique, spécialisée dans :

- la conception - la réalisation
- la commercialisation de systèmes informatiques scientifiques de gestion et télécom

recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

Poste basé à Paris Rungis.

Expérience de 3 ou 4 ans au sein d'une grande entreprise ou une SSII.

Bonnes connaissances des sociétés de services.

Merci adresser lettre manuscrite + CV et photo à Madame Maric - C2S 3, rue du Lion Stic 560 RUNGIS

Importante société T.P. recherche

INGENIEURS

Débutants TP ou pour optimisation, chimistes

Série n° 3222, BLUJ, 17, rue de la République, 93407, Vincennes-Cedex 04, Paris.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT recherche pour son siège à PARIS

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE

pour participer à des travaux d'études et de recherche dans le domaine du GROS ŒUVRE LOURD (matériaux et procédés de construction évolués, notamment béton et acier) et dans la conception de quelques années dans le bâtiment moderne.

Envoyer C.V. au C.S.T.B., 10, av. du Recteur-Poincaré, 75782 PARIS CEDEX 16.

ABG - SEMCA
Filiale du Groupe THOMSON
Branche équipements systèmes

Notre Société spécialisée dans les équipements Aérospatiaux cherche pour son établissement de Toulouse

Un ingénieur électronique

Intégré au sein du Département Bureau d'étude (service électronique) il assurera la responsabilité du laboratoire. Il se verra confier 7 personnes et aura pour tâches :

- le développement de bancs d'essai,
- l'assistance aux ingénieurs de spécialités en ce qui concerne l'électronique numérique et analogique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats possédant un diplôme d'ingénieur (ENSEEHT - ENSERO - ENSERO) pratiquant l'anglais, ayant une première expérience en études d'au moins 18 ans.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. D 11 F à :

INFORAMA
carrières
techniques par les hommes

Un "Patron" à forte Personnalité pour notre Service Technique (Matériel électronique et péri-informatique) est l'Homme que nous recherchons

Agé de 38 ans environ, il possède une formation supérieure en électronique et une expérience probante de l'encadrement d'équipes techniques importantes (plus de 120 personnes).

La gestion d'un Centre de profit doit lui être familière (plusieurs millions de francs de chiffre d'affaires par an) et son quotidien sera marqué par des relations internationales (anglais fluide indispensable).

Il a goûté au terrain et il a des hommes, ses compétences de décision et d'organisation comme une sensibilité commerciale l'autorisent aujourd'hui à postuler à cette fonction clé de notre entreprise.

Poste basé en région parisienne.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à :

SATOR CONSULTANTS 52, Bd du Montparnasse 75015 PARIS.



GILSON

Constructeur français d'instruments scientifiques pour la recherche, spécialisé en C.L.H.P. et en manipulation manuelle automatique d'échantillons liquides, nous commercialisons nos produits à travers le monde.

Notre service commercial pour la France, équipe dynamique en constante expansion, recherche un

ASSISTANT TECHNIQUE HF

pour l'entretien des équipements électroniques dans les installations ou les installations chez les clients français.

VOUS avez une formation initiale en biologie ou de chimie (licence, DEUG) vous connaissez le C.L.H.P. et vous avez entendu parler des biotechnologies, vous êtes à l'aise avec un labo, l'électronique ne vous fait pas peur, la programmation en BASIC vous est familière, vous pratiquez l'anglais.

Ecrivez donc à Thomas BISSANG
GILSON MEDICAL ELECTRONICS
72, rue Gambetta
95400 VILLIERS LE BEL

SOCIÉTÉ DE PRODUITS INCENTIVES MARITIMES

offre pour son LABORATOIRE DE RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT

BANLIEUE EST DE PARIS

un poste d'AROMATICIEN/NE CONFIRMÉ/E OU DÉBUTANT/E.

C.V. détaillé, photo et prétentions, à réf. 3743, à P. LICHOU S.A. 220, 75003 Paris 02 transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU SUD-OUEST recherche

2 INGENIEURS

parfaits en mécanique et la soudure demandée.

Poste évolutif et motivant disponibilité immédiate. Possibilité de travail en équipes régionales en France, d'adresser CV, lettre manuscrite à MEDIA SYSTEM, Réf. 2491, 15, rue Rivoli, 75001 TOULOUSE, tel transmettra.

INGENIEURS COMMERCIAUX Confirmés et débutants

Partenaires plutôt que fournisseurs nous experts comptables et PME, nous développons des solutions informatiques autonomes temps réel. En 2 ans, nous avons installé 1200 micros 5 000 logiciels dans 100 France et sommes devenus l'un des leaders de notre marché.

Nous avons besoin de vous : si vous avez une formation supérieure en comptabilité et gestion une réelle motivation pour les contacts commerciaux, si vous formez nos techniques et nous associerons à notre expansion.

Nous pouvons accueillir à présent dans nos agences de PARIS - LYON - MARSEILLE - NANTES ET TOULOUSE et prochainement dans d'autres villes.

N'hésitez pas à nous faire part de vos souhaits.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :

CEGID 13 rue, quai Pierre-Sacre, 69008 LYON
VOTRE SOCIÉTÉ

Afrique Noire Francophone

Partenaire de puissants groupes français nous produisons des spécialités pharmaceutiques à première intention injectables ou en comprimés, et transformons les produits naturels en produits de haute technologie dans les secteurs pharmaceutique et cosmétologique. Nous créons, adjoint direct du gérant de l'entreprise, le poste de

Directeur de Production

Responsable d'une équipe de collaborateurs dont cinq ou six, ou encore, répartis en 4 ateliers, vous êtes le garant d'une haute qualité de fabrication (selon protocoles existants), d'une politique d'optimisation des marges, d'une volonté de développement des compétences par la formation.

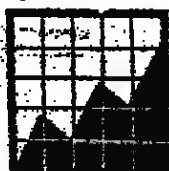
Expérience similaire dans un domaine technique, encadrement, sens pédagogique, grande capacité d'autonomie, atouts, nous offrons l'opportunité de terminer votre carrière par un nouveau challenge.

Connaître l'Afrique n'est pas nécessaire, des notions d'anglais peuvent être utiles. Rémunération élevée, large couverture sociale, nombreux avantages dont 2 séjours par an en France.

Adressez votre CV et rémunération souhaitée sous référence 101 à M. d'Abouville, Résonance, 80 rue Taibout 75009 Paris.

مکان العمل

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Publications bilingues et trilingues

Fondé au début du siècle sur une application de l'économie, notre groupe multinational est devenu l'un des premiers par le volume de nos ventes, la qualité, l'efficacité de nos produits et de nos services, la notoriété de nos marques. Ainsi, nous réalisons notre ambition mondiale : être présent dans chaque pièce de la maison. Une des divisions de notre filiale française recherche son

Directeur Ventes et Marketing

REC - ENCE - SUP. DE CO...

Appliquant sur le marché français notre plan quinquennal, vous serez en charge de notre gamme de produits à usage professionnel. Vous serez en charge de la cellule marketing et lancerez nos nouveaux produits sur le marché avec vos homologues européens. Vous dirigerez la force de vente affectée à cette gamme, qui vise à assurer nos clients de la vente, distribue un spécialiste et centralise d'achat. A ce titre, vous traduirez en termes d'objectifs la politique commerciale, organiserez notre présence aux manifestations professionnelles, assurerez les relations avec les clients, les fournisseurs, les médias, les pouvoirs publics, les associations, les syndicats, les institutions, les administrations, les tribunaux et les étrangers, et notre administration des ventes. Agé d'environ 35 ans, bilingue anglais (niveau soutenu) vous avez déjà obtenu un diplôme universitaire, avec succès, une licence de vente d'équipement professionnel ou de produits industriels et connaissez parfaitement les circuits de distribution spécialisés. Vous êtes le plus haut niveau, la personnalité de vos analyses et de vos prévisions commerciales sont reconnues. Vous êtes prêt à prendre en charge la totalité d'un concept "MARKET-PRODUCTS" possédant 80 millions de CA chez un leader qui a su garder l'optimisme. Cet accroissement de vos compétences, joint à l'engagement de votre professionnalisme, vous permettra d'évoluer dans notre groupe où la gestion des ressources humaines est au cœur de notre action. Une voiture accompagnée d'une rémunération à la hauteur de nos exigences pour ce poste situé dans une capitale régionale du Sud-Est.

Ecrire à : J. BERNARD, sous référence 503 75 M, qui transmettra votre dossier.



CENTOR RHONE ALPES
« Le Village », 17, rue Louis Rodière
69100 VILLEURBANNE



DIRECTEUR COMMERCIAL

Homme de terrain autant que stratège, vous serez responsable de l'ensemble de la démarche commerciale de la Société :

Vous formerez et animerez notre équipe de vente (40 personnes) dans le cadre des politiques que vous aurez définies en liaison avec notre Direction Générale.

Vous serez l'homme de la communication : la publicité et la promotion de notre image de marque feront plus particulièrement partie de vos attributions. Vous devrez aussi superviser l'étude de notre marché et le positionnement de nos produits.

Votre formation supérieure et une expérience similaire sont vos meilleurs atouts, même si vous n'avez encore que quarantaine. Innover et développer vous intéresse ?

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à J.F. GUITTON-VULCANIC 48, Louis-Ampère - ZI Les Châtaignes - 93330 NEUILLY-SUR-MARNE

DIRECTEUR GENERAL

450 000 F

Société industrielle dans le secteur mécanique-électronique au chiffre d'affaires de 200 millions de Francs recherche son DIRECTEUR GENERAL (effectif 400 personnes).

Ingénieur de formation, vous possédez une expérience de direction d'usine incluant une responsabilité sociale de chef d'établissement ou de préférence une expérience de direction générale complète.

Ce poste pourrait particulièrement convenir à un dirigeant expérimenté, même en fin de carrière. Anglais indispensable.

Lieu de travail : Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 20898 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

Dans l'Ouest

Importante société fabriquant et diffusant des articles de papeterie grand public, leader sur son marché, recherche :

Directeur des ventes

La trentaine - De formation ESC ou équivalent. Il devra : - animer et dynamiser un réseau de 13 Représentants Exclusifs en France.

- négocier avec des clients importants : centrales d'achat, groupements nationaux, de grossistes et détaillants.

Une expérience acquise dans un contexte professionnel similaire serait appréciée.

Veillez adresser lettre manuscrite, C.V. sous référence JO/UV à Jean OLLIVIER - B.P. 28 - 35740 PACE. Les entretiens auront lieu à Rennes et/ou Paris.

Association Centre culturel de Saint-Nazaire en Loire-Atlantique

DIRECTEUR DU CENTRE CULTUREL

3 Axes prioritaires dans l'animation :

- Les actions culturelles et urbaines, action culturelle en environnement maritime.
- Complémentarité avec un Etablissement existant.
- Arts vivants et diffusion artistique.

Séminaires expérimentaux, Agrément ville et habitants.

Ad. candidature et C.V. détaillé à Monsieur le Président du Centre culturel - B.P. 150 - 44600 Saint-Nazaire avant le 28 janvier 1986.

Association Intercommunale Gendarmes de Logement pour Jeunes

SON DIRECTEUR

Expérience dans la gestion, l'animation, l'élaboration de politiques et suivi de celles-ci.

Adresser C.V. et prétentions, LE GROUPE PUBLICITE, 11, rue de Montreuil, Paris-75.

DIRECTEUR, REGION PARIS

Agé de 30-35 ans environ, de formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou Gestion), vous avez déjà prouvé, sur le terrain, vos qualités de gestionnaire, de développeur et d'animateur d'hommes, la préférence au sein d'une société à services.

Votre objectif, aujourd'hui, devenir un patron à part entière.

Est le challenge que nous vous proposons : prendre en charge la direction et le développement de notre activité au sein d'une division importante et en pleine expansion.

Notre Groupe, de dimension internationale, leader sur son marché, vous permettra de donner toute la mesure de votre potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence LM/350/DRE à



Le Centre Technique Interprofessionnel de la Cane et du Sacre de la Réunion

recherche son

NOUVEAU DIRECTEUR

Cet organisme de l'interprofession sectorielle réunionnaise assure notamment le travail nécessaire au paiement des producteurs de cane à sucre, en fonction des critères de qualité.

Il est associé directement au Plan de Consolidation de l'Economie Sucrerie.

Il emploie en moyenne une centaine de personnes avec de fortes variations saisonnières.

La position stratégique de cet organisme exige pour son Directeur, qui sera âgé d'environ 35 ans, deux types de qualités :

- Il devra être un bon technicien, ingénieur de formation et rompre aux techniques de gestion ; De plus, il sera très apprécié qu'il ait aussi de solides connaissances en informatique et une expérience de l'industrie agro-alimentaire.
- Ce sera aussi un homme ayant plusieurs années d'expérience, à un haut niveau de responsabilité, dans un contexte où il aura fait la preuve de ses qualités de diplomate.

La rémunération motivante sera fonction du profil du candidat.

Ecrire avant le 30 JANVIER 1986 avec photo et prétentions à : GEORGES CLÉMENT Le Mollard-Saint-Martin-d'Urge, 98410 URGÉ.

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Jaime, Jesús... et Carmen

Jesús a été plus de 10 ans consultant en recrutement dans l'un des premiers cabinets espagnols, filiale d'un grand groupe de conseil français, puis directeur du personnel d'une grande entreprise de distribution française en Espagne.

Jaime a une expérience d'une dizaine d'années dans le même cabinet que Jesús. Ils font équipe et se complètent depuis longtemps.

Ils ont choisi Carmen pour la cause de son bilinguisme franco-espagnol et de 10 ans de pratique des relations entre la France et l'Espagne à l'Ambassade française à Madrid.

Sirca España, Zurbano 49, oficina 14 - 28003 Madrid - 19.34.1410.57.52 - 410.58.53, conseil en recrutement de cadres par approches directes, l'équipe qu'il fallait pour servir les entreprises françaises dans leur développement en Espagne.



Science Journalist

We are seeking the person who will be responsible for the development of a newsletter dealing with the biotechnologies. This responsibility demands a training in biology, a knowledge of research and development in the biotechnologies.

The main working language will be english. The candidate is willing to travel in Europe half of the time. His domicile is of little significance.

Please write in confidence to Claude JACQUEMAIN ref. 400



GROUPE INTERNATIONAL de RESTAURATION et d'HOTELLERIE recherche pour L'AFRIQUE

UN DIRECTEUR DE FILIALE

capable de maîtriser les aspects opérationnels, financiers et commerciaux d'une petite société en pleine expansion.

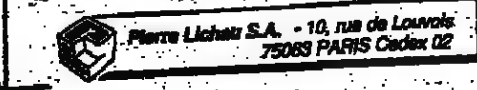
Il devra en outre être apte à négocier avec les administrations locales.

Formation : E.S.C.A.E. ou équivalent ou Ecole Hôtelière.

Anglais courant exigé.

Une expérience dans le secteur professionnel considéré, ainsi que l'expérience de l'Afrique. Notre seront des atouts majeurs.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature complet s/réf. 6067 qui seront transmis par :



Pierre Lichet S.A. - 10, rue de Louvois - 75003 PARIS Cedex 02

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

DEUX SECRÉTAIRES

qui travailleront avec deux équipes de recherche sur les problèmes des droits de l'homme au Moyen-Orient.

Qualités requises : très bonne connaissance des travaux de secrétariat, pratique courante de l'anglais et du français ; esprit d'organisation, efficacité et capacité de travailler sous pression. La connaissance de l'arabe serait un avantage.

Traitement annuel : 8 365 livres à 11 095 livres (indiqué, échelons annuels).

Date limite de réception des candidatures : 24 janvier 1986.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature, s'adresser à :



Amnesty International, service du personnel, 1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Téléphone : 837-3805 (24 heures).

AUSTRALIA

THE UNIVERSITY OF SYDNEY

Linguistics (Terminable)

Reference no. 50/17

Department of French Studies

Candidates should be qualified in Applied Linguistics, be capable of developing courses at both the undergraduate and postgraduate levels and of co-ordinating and teaching the Department's practical language programmes. The Department offers courses at beginner, intermediate and advanced levels. A command of French comparable with that of a native speaker is essential. Preference will be given to candidates with a higher degree, tertiary teaching experience and a proven ability to engage in, promote and supervise research. An interest in an area of the Social Sciences would also be welcome.

Appointments to Lectureships are capable of leading to tenure but are usually probationary for three years. Salary range : \$ 27,233 - \$ 35,777 per annum. (Aust).

Applications, quoting reference no., including curriculum vitae, list of publications and the names and addresses of three referees, to the Registrar, University of Sydney, NSW 2006 Australia, by 31 January 1986.

The University reserves the right not to proceed with any appointment for financial or other reasons.

Equal Employment Opportunity is University Policy.

AMNESTY INTERNATIONAL

recherche

UN CHERCHEUR

pour le Moyen-Orient

qui sera chargé d'enquêter sur les violations des droits de l'homme dans plusieurs pays de cette région. Il (elle) rassemblera des informations, préparera de la documentation et proposera des actions à entreprendre par Amnesty International, notamment au sujet de prisonniers d'opinion, du déroulement des procès et du traitement des détenus.

Qualités requises : connaissance des méthodes de recherche, objectivité et capacité de travailler en équipe et sous pression ; connaissance approfondie du Moyen-Orient. La pratique courante de l'anglais et de l'arabe est indispensable ; connaissance du français souhaitable.

Traitement annuel : 11 368 livres à 14 095 livres (indiqué, échelons annuels).

Date limite de réception des candidatures : 21 janvier 1986.

Pour de plus amples renseignements et pour obtenir une formule de candidature s'adresser à :



Amnesty International, service du personnel, 1, Easton Street, Londres WC1X 8DJ (Grande-Bretagne). Téléphone : 837-3805 (24 heures).

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FONCEZ



Ingénieurs commerciaux

Vous êtes enthousiaste, autonome et volontaire ? Vous vous considérez bien armé pour l'existence ? Avec Dow, foncez vers le succès. Animé du même esprit de conquête que vous, participez pleinement à l'essor de Dow Chemical. Nous sommes l'une des plus importantes entreprises de chimie (2^e US, 6^e mondiale). Nous occupons une position forte dans le domaine des produits chimiques de base et des spécialités (films et mousses, cellulose, plastiques, composites, plastiques, phytosanitaires, médicaments, etc.). Vous découvrirez un environnement stimulant : équipes humaines vives, souples, et motivées. La mobilité géographique et l'anglais vous plairont et vous prouveront bien l'importance de votre rôle. Comme tous nos managers d'aujourd'hui, vous serez responsable de nos produits, de nos clients, de nos marchés, de nos responsabilités dans notre organisation.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole d'Ingénieur ou de Commerce) ou vous avez suivi pendant 2 ou 3 ans des études commerciales. Vous prendrez rapidement des responsabilités directes en milieu industriel. Vous serez affectés dans des fonctions régionales de Vente, de Marketing, ou de Relations Humaines. Des opportunités de promotion internationale.

Ecrivez-nous en précisant la référence ICM, Dow Chemical France, Direction des Relations Humaines, Parc Sophia Antipolis, B.P. 31, 06565 Valbonne Cedex. Tél. 93.33.91.02.

Marque déposée The Dow Chemical Company

Chargés d'études : accompagnez les entreprises dans leur réussite

Jeunes diplômés (ESC ou équivalent), valorisez votre 1^{re} expérience, même courte, au sein de notre société spécialisée dans le financement immobilier, filiale de la Compagnie Bancaire.

Votre rôle sera d'apprécier la qualité des projets qui nous sont présentés sur l'ensemble des plans : financier, économique, juridique et humain, puis les suivre jusqu'à leur complète réalisation. Notre marché vous permettra d'être en relation étroite avec des PME qui innovent et se développent.

Des qualités naturelles d'écoute, un bon sens du dialogue et une grande ouverture d'esprit sont donc nécessaires. Votre immersion à nos techniques et nos produits feront le reste.

Des possibilités d'évolution existent tant chez nous que dans le Groupe pour lequel vous accepterez une bonne mobilité géographique.

Pour un 1^{er} contact, merci de transmettre votre dossier de candidature : lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 988 à Sophie Guénat, Service Clientèle Recrutement, 11 avenue Kléber, 75116 Paris.



groupe de la compagnie bancaire

De jeunes diplômés pour notre direction financière

IMPORTANTE BANQUE - PARIS

Importante banque française de dépôt, à vocation internationale, nous souhaitons compléter nos équipes de notre Direction Financière par l'intégration de quelques jeunes cadres, à fort potentiel, qui nous proposent des postes à responsabilités dans l'un des secteurs suivants :

- Bourse, - Emplacements, - Gestion de patrimoine, - Gestion obligataire, - Etudes financières.

De formation supérieure orientée vers la gestion, la finance ou l'actuariat (Grande Ecole de Commerce, Dauphine, Sciences Po...) vous êtes débutant ou possédez une première expérience.

Par le biais de stages, de mémoires, de clubs d'investissement... vous avez témoigné de votre intérêt pour ces domaines.

Vous bénéficierez dès votre arrivée d'une formation complète, théorique et pratique, vous permettant de mieux connaître les techniques et opérations financières. Puis vous serez intégré dans une équipe performante.

Notre taille, notre dynamisme et notre volonté d'expansion vous garantiront, si vous faites preuve d'efficacité, d'intéressantes perspectives de carrière au sein de notre Direction Financière ou dans d'autres secteurs de la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 3732 à nos carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS, qui transmettra.



emplois régionaux

AGENT DE CHANGE PROVINCE IMPLANTATION BORDEAUX-TOULOUSE RECHERCHE

CHEFS DES TITRES

Ayant une bonne maîtrise de la Caisse des titres - Expérience exigée. - De formation supérieure souhaitée, la créativité constitue un atout nécessaire pour évoluer au sein de la charge. Rémunération à débattre.

Adresser C.V. photo, lettre manuscrite à : J.L. CHAMPEL S.A. A L'ATTENTION DE M. LAFARGE 11, PLACE DES QUINCONCES, 33000 BORDEAUX.

OPTICIEN (NE)

Diplômé (e) pour création magasin AVIGNON poste à plein temps à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec C.V. manuscrite à : 671 COOPÉRATIVE D'OPTIQUE 70, av. Pierre-Sérad 84000 Avignon. T. 80-80-82-83.

Recherchons pour clientèle en France INTERPRETES FRANÇAIS-ANGLAIS Expérience en industrie métallurgique ou mécanique souhaitée. Ad. C.V. photo et prét. à : VALERIE CONSEL, n° 9601, BP 368, 75064 Paris Cedex 02.

HEBDOMADAIRE SPÉCIALISÉ

Leader sur son marché renforce son équipe et recherche des journalistes

2 RÉDACTEURS (TRICES)

qui se spécialiseront dans l'étude des produits et des marchés : l'un (l'une) s'intéressant aux produits de mode, l'autre aux produits de décoration.

UN (E) REPORTER

qui se chargera d'écouter auprès des entreprises et des professionnels de notre secteur, sur des sujets à caractère économique et sociologique.

Leur profil sera le suivant : un diplôme d'études supérieures ; au moins deux ans d'expérience de rédaction dans un quotidien ou un hebdomadaire ; des qualités de rigueur, et d'adaptation à un travail exigeant et à une équipe dynamique. Des études ou une expérience en économie, dans la mode ou la décoration, seront un plus.

La rémunération, de très bon niveau, dépendra de la qualité des candidats.

Adresser lettre, C.V., précisions et photo à Christine SPIECART - 61, rue de Malte 75011 PARIS CEDEX 11.

direction export

Une société de PRODUITS de MARQUE de GRANDE CONSOMMATION a besoin d'un **DIRECTEUR EXPORT** (CA de 100 millions de francs) recruté en FRANCE.

Depuis son **DIPLOME COMMERCIAL** en MARKETING, il sera responsable de la politique commerciale et du développement des ventes à l'étranger. Il aura la charge de recruter et de gérer des agents d'importateurs. Ses actions : une place de leader à avoir des contacts étroits avec les grandes centrales d'achat étrangères et à prendre en compte, par pays, l'aspect marketing et publicitaire de la vente des produits. La cellule export sera légère et réalisera un chiffre d'affaires d'environ 110 MF, principalement en Europe.

Ce poste exigeant à la fois des qualités d'initiative personnelle et la capacité de tenir compte des systèmes d'organisation du groupe, conviendrait à un **CADRE** âgé de 35 ans minimum. Il sera **DIPLOME** d'ETUDES UNIVERSITAIRES type ESC, ou d'ETUDES DE MARKETING, ou d'ETUDES DE GESTION, ou d'ETUDES DE DISTRIBUTION ou de préférence sur les marchés extérieurs. Il sera un expert en anglais et parlera couramment anglais. Très disponible, fréquente en sa vie sociale, il sera à PARIS.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 111 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



(C.A. : 100 MF : 500 personnes) FILIALE GROUPE ARJOMARI

recherche son

contrôleur de gestion

La société, soumise à son marché et à forte expansion, a l'exportation, souhaite structurer son contrôle de gestion, en recrutant le responsable. Il aura la charge de faire vivre et d'améliorer l'exploitation du système existant afin de placer un outil dynamique d'aide à la décision. Conseil auprès de la Direction Générale, il sera maître d'œuvre dans l'établissement des budgets, participera aux dossiers d'investissement et au suivi du développement des filiales commerciales implantées à l'étranger. Il devra rapidement élargir ses responsabilités compte tenu de la croissance importante de la société. La rémunération est essentiellement fonction de la valeur du candidat retenu, le potentiel du poste garantissant également d'excellentes possibilités d'évolution.

Ce poste requiert, opérationnel et rigoureux - exigeant des qualités de rigueur, de dynamisme et une excellente opportunité pour un **DIPLOME** GRANDES ETUDES d'INGÉNIEURS (IECP, INSA, ENSA) ou d'INGÉNIEUR (IEC, ESSEC, ESCP...) possédant une première expérience du Contrôle de Gestion ou de l'Organisation en Milieu Industriel. Un Anglais sera un plus. Le poste est basé dans la région lyonnaise.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 111 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



LABORATOIRES ROC
filiale du Groupe MOÛT-ROUSSE

recherche un

adjoint au directeur du personnel

Il est chargé directement de la fonction Recrutement du Personnel non Cadre - et participe à la recherche de Cadres en liaison avec la Direction du Personnel. Il est responsable de la Formation Continue tant au plan humain - détection des besoins, conseils - que au plan technique - choix des organismes, coordination, organisation. Enfin, il participe à la mise en place d'une gestion prévisionnelle des Ressources Humaines. Cette activité s'exerce à la fois au siège de l'entreprise à Paris - 200 personnes - et à l'Unité de production située à Cergy-Pontoise - 250 personnes -.

Ce poste conviendrait à un **CADRE** de 30 ans environ, de FORMATION UNIVERSITAIRE (IEP, CELSA, ESC...) ayant une première expérience de 3 à 5 ans dans la fonction Personnel, la préférence ira aux candidats possédant une formation en dialogue, et de préférence, il devra savoir s'imposer par ses qualités personnelles.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 111 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

export sales manager

PRODUITS INDUSTRIELS

200.000

Une SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS de renommée internationale - CA 900 millions - 50% à l'exportation - recherche pour une de ses divisions spécialisée dans la fabrication et la vente de TUBES et RACCORDS en ACIERS INOX et SPÉCIAUX un **CADRE TECHNIQUE** expérimenté.

Il aura la charge d'appliquer sur le terrain qui lui sera confié une stratégie offensive de développement et de maintien des marchés. Il sera personnellement en négociation avec la clientèle (Bureaux internationaux d'ingénierie et Grandes Sociétés utilisatrices). Il aura la responsabilité complète des affaires depuis la préparation des offres jusqu'à la réception du matériel et au règlement des factures. Il devra être en liaison étroite avec les services ETUDES et FABRICATION de la société.

Ce poste qui requiert de très bonnes qualités d'initiative et de dynamisme commercial conviendrait à un **CADRE** d'ETUDES SUPÉRIEURES, de formation TECHNIQUE ou COMMERCIALE, 30 ans minimum, ayant une expérience de la vente à l'exportation. ANGLAIS COURANT indispensable et apprécié.

Les dossiers de candidatures sous réf. 3140 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Pour faire face à son développement sur un marché en forte croissance,

UNION CARBIDE
"Département Gaz Spéciaux"
recherche

Les responsables européen et français pour l'industrie des semiconducteurs

- Pour l'EUROPE, cet ingénieur chargé des systèmes de sera détenteur de la technologie qu'il améliorera en permanence pour répondre aux évolutions du marché et le support aux équipes de vente européennes. Salaire : environ 250 000 francs/an.
- Pour la FRANCE, cet ingénieur sera chargé des relations commerciales et du développement de l'activité. Salaire : à fixer.
- Les postes, en banlieue parisienne et/ou province sud, impliquent :
 - environ cinq ans d'expérience industrielle,
 - une excellente connaissance de l'anglais,
 - des déplacements fréquents en Europe et/ou en France,
 - une aptitude à la communication à tous les niveaux ainsi qu'une forte autonomie,
 - des connaissances en microinformatique et en automatisation sont souhaitables pour le poste 1.

Ecrire avec CV détaillé en indiquant le salaire actuel à :



Monsieur le Directeur du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE S.A.
4, rue des Etats-Unis
94518 Rungis Cedex.

La volonté d'entreprendre

Chef de du secteur BTP, avec plus de 20.000 personnes dont 2000 cadres, nous avons réalisé un CA de 15 Milliards de F. en 1984 dont 60 % à l'étranger. Nous recherchons des

Ingénieurs débutants

- 1 Diplômés Grandes Ecoles, la hommes de terrain et gestionnaires, ils intégreront nos filiales en région parisienne et province.
- 2 Après une formation polyvalente (travaux, commercial, gestion) acquise sur les chantiers et en bureaux d'études, ils évolueront rapidement vers des responsabilités d'entrepreneurs et structures d'entreprises autonomes.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite, sous réf. ID/M en précisant la région choisie, à la Direction du Service du Recrutement, 32 avenue de New-York, 75116 Paris.



Recherche en quelques semaines l'un des premiers sur le marché européen du chauffage électrique (C.A. 1984 : 360 MF - 760 personnes - de fabrication), recrute, une promotion :

SON FUTUR CHEF DE PRODUITS

- **VOUS ETES :**
 - une formation supérieure (E.S.C. ou Ingénieur), ayant une première expérience Marketing d'environ 2 ans ;
 - imaginatif, créatif, pragmatique.
- **VOUS SEREZ CHARGÉ DE :**
 - gérer une importante gamme de produits sous 3 marques ;
 - définir, coordonner la mise au point de nouveaux produits ;
 - réaliser des études de marché qualitatives et quantitatives ;
 - établir des relations permanentes avec la filière de vente et la distribution (grossistes, installateurs).
- **NOUS VOUS OFFRONS :**
 - une intégration dans une équipe dynamique ;
 - une formation aux produits, aux méthodes de travail performantes ;
 - des objectifs négociés, une rémunération attractive.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + prétentions + photo) sous référence DT 10 M à : GROUPE AIRELEC (à l'attention de D. TROCHARD) 32, rue du Landy 93308 AUBERVILLIERS CEDEX.

ANALYSTE FINANCIER

RANK XEROX, filiale d'une multinationale, leader de la bureautique avec un Chiffre d'Affaires supérieur à 4 milliards de francs et plus de 4500 personnes, recherche, pour sa Direction Comptable (30 personnes), un jeune Analyste Reporting, désirant mettre à son actif, la pratique des techniques de reporting Anglo-Saxonnes.

- La mission consistera à prendre progressivement la responsabilité du reporting vis-à-vis du siège Européen suivant les normes Anglo-Saxonnes :
- assurer l'interface avec le Contrôle de Gestion,
- développer des outils d'analyse informatique (APL, Micro),
- préparer des analyses financières ponctuelles,
- participer aux travaux de planification.

De formation Grande Ecole de Gestion, ou de Commerce : option Finance Comptabilité, le DECS sera un plus. Vous parlez Anglais, et vous avez déjà à votre actif une expérience d'Audit ou du Reporting International.

L'évolution sera la mesure de vos performances et de vos aspirations.

Merci d'adresser votre Curriculum Vitae, sous réf. G.L.M. 48, à Charlotte FRIZON, Direction Humaines, 11 rue Nicolas 93600 AULNAY-SOUS-BOIS CEDEX.



Charge AGENT DE CHANGE connue

collaborateur 28-35 environ pour le DÉPARTEMENT DE PATRIMOINE valeurs mobilières ayant expérience (5 ans) en milieu bancaire ou financier (BLOCS TRADING appréciés).

Connaissances analyse financière souhaitées. Rémunération motivante pour candidat efficace.

Adresser curriculum vitae + lettre manuscrite + photo sous le n° 8132. LE MONDE PUBLICITE 3, rue de Valenciennes, PARIS-7.

Vous aspirez au métier de CONSULTANT

en ORGANISATION - MANAGEMENT - DEVELOPPEMENT

... mais avoir pu encore véritablement l'expérience aux problèmes d'entreprises par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez prêt à relever les défis de ce métier. Vous avez acquis votre formation de compléments adéquats, tels que comptabilité, microinformatique, bureautique. Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la compétence réside dans le fait de résoudre des problèmes complexes. Les relations que vous construisez s'accompagnent d'une formation continue qui nous assure le succès de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris. Nous sommes des gens sérieux, adresses votre dossier, qui sera traité confidentiellement, à : 130 rue de Valenciennes, 27, rue Talbot Paris.

HEBDOMADAIRE SPÉCIALISÉ

Leader sur son marché cherche son

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

- Celui-ci sera un professionnel qualifié.
- Il aura au minimum 5 ans d'expérience acquise dans un hebdomadaire ou un quotidien.
- Il devra posséder l'esprit d'équipe.
- Son salaire de début sera de 200.000 F/an.

Adresser lettre, C.V., prétention et photo à Christine SPIECART, 61, rue de Malte 75341 PARIS CEDEX 11.

Groupe de 600 personnes, nouvellement constitué (fabrication, vente et installation d'équipements industriels), leader sur son marché, recrute

Responsable Formation - Recrutement

Vous souhaitez un poste concret, opérationnel. Vous désirez être réellement responsable de votre fonction tout en aspirant à un travail d'équipe. Vous êtes prêt à défricher, créer, mettre en place. Vous avez nécessairement une expérience réussie dans ces 2 domaines. Nous avons besoin de vous et de ce que possible.

Envoyer CV, prétentions sous n° 9498 à PARFRANCE ANNONCES - 11 rue de Valenciennes - 75001 PARIS qui transmettra.



Société dans le domaine de la sécurité recherche pour son Activité Alarme à VELIZY

UN RESPONSABLE INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Système de Direction Technique Alarme

- Systèmes il prendra en charge :
- l'étude d'opportunité d'investissement industriels pour les unités d'Etude
- Production
- l'assistance à la négociation avec les fournisseurs
- le suivi des projets en place et dans l'attente de nouveaux matériels.

Ce poste évolutif correspond à un ingénieur débutant en électronique et en informatique.

- pratique de l'anglais
- déplacements France et étranger
- durée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence RI à la Direction Relations Humaines 15/17 Avenue Morane Saulnier 78140 VELIZY



Leader Européen de l'appareillage électrique d'installation ; CA : 4 milliards ; 30 unités de production en France et à l'étranger, recherche :

responsable de l'audit opérationnel

Basé à Paris, relevant du Directeur Financier du Groupe, en étroite collaboration avec les services opérationnels du Siège et ceux des Filiales, il sera le RESPONSABLE du développement et du contrôle des systèmes comptables et financiers des 12 filiales françaises.

Ce poste correspond à un candidat âgé de 30 ans minimum, formation : Ecole de Commerce + DECS, de préférence complétée par 2 ans dans un Cabinet d'Audit anglo-saxon et pratiquant l'anglais.

Réelles perspectives d'évolution pour un candidat d'envie, rigoureux et méthodique, parfaitement à l'aise dans les contacts humains.

Adresser dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), prétentions sous référence 21.865-M à H. CARON



Coopers & Lybrand associés DIVISION RECHERCHE HUMAINES RUE DE PONTHEU - 75001 PARIS



Leader français de l'FAO, (il est assisté par l'ordinateur), filiale d'un grand Groupe Services en Informatique, recherche pour son Département Etudes :

CONCEPTEURS-REALISATEURS

de logiciels interactifs pour la formation professionnelle ou la communication, associés à des moyens (vidéocassettes, magnétoscopes). Votre expérience en entreprise et la formation (la formation professionnelle, la communication, complétée par une compétence informatique (micro-ordinateurs, Basic, Pascal).

Une expérience audiovisuelle serait un plus. Prendre contact avec CASSIE 35 Bd Brune 75000 Paris Cédex 14 en envoyant lettre manuscrite + CV.



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE recherche pour Paris

fiscaliste

ENI ou DESS FISCALITÉ. 5 ans au moins d'expérience en Cabinet. Adr. CV manuscrit et prétentions à N. Davignon - 71, rue Belliard 75018 Paris, qui fera suivre.

FILIALE D'UN TRES IMPORTANT GROUPE AMERICAIN, (La Défense)

NOTRE SOCIÉTÉ, C.A. 600 M.F., EFFECTIF 1300 PERSONNES, EST CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT UN DES LEADERS DE SON MARCHÉ.

Nous recherchons notre :

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Relevant du Directeur Financier, il animera une équipe de 13 personnes (comptabilité générale, comptabilité fournisseurs, etc.) et sera responsable de la clôture des comptes (normes françaises et américaines), de la tenue et des procédures comptables.

Outre une FORMATION SUPÉRIEURE, le candidat devra posséder une expérience professionnelle de 8 - 10 ans, acquise de préférence dans un groupe international et en position hiérarchique élevée.

La pratique de l'ANGLAIS est un plus très apprécié.

d'adresser dossier en toute confidentialité sous référence 5043 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

ASSISTANT RECRUTEMENT

Contrôleur de export

seret

PARD

contrôleur financier

Formateurs

fiscalistes conf

سكس ان ارجو

MÉTÉOROLOGIE

DANIELLE TRAMARD.

(1) 14, rue Speckaert, L'Hay-les-Roses. Principaux donateurs : Fédération de Partage, de Paris, Lions Club, de la solidarité, Ordre de Malte, des laborieuses et des méritantes.

neige peu abondantes ont cependant intéressé le Sud-Est et le Nord d'Italie.

A l'ouest du pays, règnent un temps nuageux et brumeux. Au sud-est, une amélioration se dessine et l'ouest du pays, au-delà de la Loire, est sous domination des vents occidentaux modérés, soufflés de secteur ouest sur la moitié ouest du pays et sur la moitié est.

Le centre du pays sera sous influence d'un vent sec et fort avec +2 degrés sur la France, excepté près du littoral où les vents du large tempête plusieurs attendra les côtes de la Manche ou les vents d'ouest se renforceront.

Après du mistral en vallée du Rhône.

Températures minimales en baisse près de l'Atlantique, en hausse dans le Sud-Est, stationnaires ailleurs. Températures maximales sans grand changement.

Dimanche 12 : De la Manche orientale aux Alpes du Nord, nuages avernés de pluies. Sur le midi méditerranéen dégagé par mistral se renforçant en cours de journée. Sur la moitié ouest du pays la hausse de pression

Solution du problème n° 4134

ANCIENS ÉLÈVES

I. Inq. Méd. - II. Méd. Nat. -
III. Quintal. - IV. Un. Lest. -
V. Pô. Ur. - VII. Esc. Ambro.
- VIII. Tarde. - VIII. Acad. -
IX. Pharm. Nat. - X. Tron. Etai. -
XI. Esc. Esal.

MAÎTRES

1. Inq. Nat. - 2. Nouv. Réc. -
3. Cul. Net. Parc. - 4. OVNI.
- 5. Net. Paro. - 6. Sialo-
mède. - 7. Olla. Belcoz. - 8. La.
Sûr. Etan. - 9. Es. Trêve. II.

VERTICALEMENT

5. Nel Parc. - 6. Slalom - 7. Ollé Balata - 8. L.

Collectionneur recherche une
œuvre plastifiée de:
Alexander Calder
Jean Tinguely
*Il attend le plus rapidement possible l'acquisition
de ces deux œuvres et se prie rassurer.*
Ecrire sous n° 411 000 2 à
Stefano Ammann, Postfach, CH-8025 Zürich.

économie

REPÈRES

Dollar : chute brutale à 7,46 F

Sur des marchés des changes plus actifs, la remontée du dollar, amorcée vendredi 3 janvier, s'est brutalement interrompue et a fait place à une chute mardi 7 janvier, à 7,46 F contre 7,59 F et 2,4370 DM contre 2,4750 DM. A Tokyo, le « billet vert » est retombé de 202,40 yens à 201 yens. L'origine de cette chute, on trouve de nouveau le ruisseau sur une baisse du taux d'escompte fédéral aux Etats-Unis, et la faiblesse de la croissance économique américaine. Ajoutons que l'effet haussier des propos du gouverneur de la Banque du Japon, qui déclarait à la veille du week-end, « ne pas souhaiter » la poursuite de la hausse du yen, donc de la baisse du dollar, tend à s'atténuer.

Inflation en RFA : 2,2 % en 1985

RFA, la hausse des prix de la consommation a été de 2,2 % en 1985 contre 2,4 % en 1984, a annoncé l'Office fédéral allemand des statistiques. Il s'agit de la progression annuelle la plus faible que la RFA ait connue depuis 1989, année où les prix avaient augmenté de 1,8 %. En décembre 1985, la hausse des prix a été de 0,1 %. Elle avait été de 0,2 % les trois mois précédents (septembre, octobre, novembre).

SIDÉRURGIE

Usinor se retire d'Unimétal et d'Ascométal

Le groupe sidérurgique Usinor va se retirer des deux filiales qu'il partageait avec Sacilor : Unimétal (acier long) et Ascométal (acier spécial de construction). Ces deux sociétés avaient été créées sur décision de M. Fabius, lors de la restructuration de la sidérurgie de 1983, en réunissant les différents actifs des deux groupes dans chacune de ces spécialités. M. Fabius à l'époque, ministre de l'Industrie, en avait confié la gestion et 51 % du capital à Sacilor, Usinor en obtenant 49 %.

Usinor n'allait pas tarder à se plaindre de cette décision, qui lui donnait 49 % des pertes sans autorité sur la gestion. Ces filiales convergentes d'autant plus les rapports entre les deux groupes qu'elles constituent les parties les plus déficitaires de la sidérurgie française. En 1985, les pertes d'exploitation de ces filiales ont été d'environ 3 milliards, chiffre auquel il faut ajouter 1,5 milliard de francs de pertes exceptionnelles.

Alfa de la situation, en 1985, les deux directions après des semaines de discussions. Usinor versera à Sacilor 1,185 milliard de francs pour couvrir sa part des pertes de 1985, mais cela représente moins que ses 49 %. Par ailleurs le groupe Usinor rachètera ces 49 % du capital des filiales. L'opération ne présente pas de difficultés, puisque le capital avait été fixé au niveau très faible de 250 000 F.

Sacilor obtient donc la responsabilité totale des actifs longs et spéciaux français. Le gouvernement avait anticipé en dotant Sacilor de 12,8 milliards de francs pour les années 1986 et 1987, somme qui comprenait l'intégralité des dotations prévues pour Unimétal et Ascométal. Le groupe Usinor entend désormais coordonner et optimiser la restructuration de ces deux filiales sous la responsabilité de M. Jacques, directeur général de Sacilor et PDG d'Unimétal.

E. L. R.

Un entretien avec M. Maisonrouge, ancien vice-président d'IBM

- « Il faut faire l'Europe, pour être compétitifs face aux Japonais et aux Américains »
- La puissance mondiale d'IBM lui confère « une grande responsabilité »

Vice-président d'IBM Corp.
M. Jacques Maisonrouge est l'un des dirigeants français qui ont le mieux réussi dans les multinationales américaines (1). Il a pris sa retraite à la fin de 1984, à l'âge de soixante ans, et est actuellement administrateur de la société française L'Ab liquide. Il répond à nos questions sur les plans-cadre français, l'Europe et sur la puissance mondiale d'IBM.

« Vous êtes en 1984 chez IBM et y avez fait toute votre carrière. Pendant ces années-là, la France a essayé par plusieurs plans-cadre de sélectionner une industrie informatique. Qu'avez-vous pensé de ces initiatives ? »

« Il aurait fallu, dès l'origine, en 1964, empêcher la reprise de la Compagnie des machines (2), la seule société française d'informatique, par l'industriel allemand. Car, dans l'industrie, il est difficile de partir de rien. C'est, au moment de la création de la CII, en 1966, j'ai trouvé que l'initiative dépendait trop des cabinets ministériels et manquait d'une analyse des marchés. Plutôt que de vouloir faire tout de suite des ordinateurs, j'étais persuadé qu'il fallait d'abord créer une société de composants. D'autre part, la CII a toujours dépendu de ses actionnaires et sa direction n'était pas assez indépendante.

« Le même problème s'est posé au moment de l'accord entre Européens appelé Unidata. Les décisions dépendaient de trois groupes : chez Philips, Siemens et CII. Personne ne voulait céder son pouvoir national. D'une façon plus générale, je remarque qu'il ne s'est pas créé de nouvelles sociétés véritablement européennes d'électronique. Un comp, chaque entreprise subit le handicap du marché national, certes protégé, mais limité à son pays d'origine.

« Comment expliquer que toute l'industrie européenne ait

eu des difficultés à cette époque. Non seulement la CII, mais le britannique ICL, l'allemand Siemens, etc.

« Pour cette raison, justement. Les gouvernements aident, en même temps, ils empêchent l'émergence d'une industrie européenne en ayant une politique trop nationale.

« L'expérience du Japon ne prouve-t-elle pas pourtant qu'un certain protectionnisme peut être utile ? »

« Le Japon est beaucoup moins protectionniste qu'on se le dit en informatique. Ce qu'a fait vraiment le ministre de l'Industrie japonais est de figer la pénétration d'IBM dans les marchés - mais ceux-ci sont très faibles en proportion, comparés à l'Europe, et, d'autre part, d'imposer à notre compagnie des quotas d'exportation d'environ 30 %. En revanche, les sociétés japonaises s'étaient lancées dans l'informatique, et l'Etat a insisté pour qu'elles fusionnent avec des sociétés européennes. Fujitsu, Hitachi, NEC, quand il a fallu aller plus loin pour ordinateurs de la cinquième génération, le gouvernement les a incités à rassembler leurs efforts, avec la collaboration d'un laboratoire universitaire. D'autre part, les Japonais ont pu exporter très vite dans tout le Sud-Est asiatique.

« Mais comment expliquer la force des uns et la faiblesse des autres ? »

« A cause du marché. Le marché intérieur japonais représente un gros ajout des marchés français et allemand. La conclusion de tout cela, c'est que, pour être compétitif, il faut faire l'Europe. C'est la seule échelle qui soit viable. Unidata était une bonne idée, mais trop politique.

« Est-ce possible demain ? »
« Ça devient aujourd'hui difficile, car entre-temps les groupes européens ont choisi de s'aligner sur le côté américain ou japonais : Siemens avec

Fujitsu, Olivetti avec Hitachi, CII avec NEC, etc. J'aurais préféré une approche commune européenne au départ, quitte à utiliser un tiers américain ou japonais.

Une attaque « par le bas »

« Pensez-vous que le Japon va réussir en informatique comme dans l'industrie des téléviseurs à écrans plats occidentaux ? »

« Non. Les Japonais éprouvent des difficultés, leur principal handicap étant l'absence des logiciels. Peut-être est-ce dû à un problème culturel : y a-t-il des grands mathématiciens japonais ? En revanche, leur excellence en industrie les rend très puissants dans les composants.

« L'industrie informatique américaine semble craindre justement cette attaque « par le bas », c'est-à-dire par les composants ? »

« Les Américains ont réagi depuis 1983. La loi antitrust a été adaptée pour permettre l'émergence de coopératives de recherche et le financement de travaux fondamentaux dans les universités. Les Etats-Unis ont désormais le volonté de ne pas laisser faire comme dans les années 1970.

« Diriez-vous qu'IBM est le meilleur rempart des Américains contre les Japonais ? »

« Oui. Pensez-vous que le gouvernement américain en a tenu compte lorsqu'il a abandonné son projet antitrust contre IBM en 1982 ? »

« Je ne crois pas que c'était un mauvais pari. N'oubliez pas que la prise de conscience du danger japonais ne date que de 1983, un an après. En tout cas, IBM n'a jamais mis cet argument en avant à Washington. En revanche, nous l'avons utilisé à Bruxelles en 1984 lors du litige entre la Commission européenne et IBM.

« IBM est une entreprise plus puissante dans son secteur qu'aucune autre dans l'histoire industrielle. Or l'informatique est une technique déterminante pour l'avenir de nos sociétés. Une telle domination par une firme privée n'est-elle pas dangereuse ? »

« Je ne le pense pas. D'abord parce que la concurrence existe. Et puis ce serait dangereux le jour où IBM n'aurait plus ses principes, l'éthique qui la conduit depuis son origine. Nous n'intervenons pas sur la politique, dans aucun pays. Jamais ce qui s'est passé avec l'ITT au Chili en 1973 n'aurait pu arriver avec IBM.

« D'un point de vue plus sociologique, la puissance d'IBM lui permet-elle de mener de front à sa guise les progrès de la technologie. N'est-ce pas là le danger ? »

« Nous avons une grande responsabilité. Mais du fait de la convergence de l'informatique avec les télécommunications, IBM représente un poids relatif moins élevé.

« Il y a aussi les PTT, ATT, les japonais et d'autres firmes. Dix-neuf d'entre elles ont un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de dollars. Tout cela fait des contre-pouvoirs énormes. Et puis il y a les Etats, ce sont eux qui décident des normalisations. Regardez l'émergence de la norme européenne de réseaux, appelée OSI, qui a été décidée par les Européens et que nous avons suivie. Et sur le front, nous seul critère reste la satisfaction des clients. Ce sont eux qui nous tirent et qui donnent le sens de la marche, pas nous. L'émergence des marchés de la micro-informatique puis de la micro-informatique qu'IBM ont réussi comme Digital ou Apple, le montre. C'est le marché qui décide.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER.

(1) M. Jacques Maisonrouge est l'auteur d'une autobiographie *Manager international*, Robert Laffont, 1985.

ENFIN! TOUT TINTIN RELIÉ

Cette collection unique au monde est un véritable événement pour les amateurs de TINTIN, les amateurs de bandes dessinées et les bibliophiles. C'est la première fois qu'on trouve l'œuvre complète d'Hergé. Cette collection exceptionnelle a nécessité plusieurs années d'un passionnant travail d'édition, pour rassembler et reconstituer l'ensemble des éléments qui la composent. Elle a été réalisée avec les plus proches collaborateurs d'Hergé. L'intégrale d'Hergé est 12 prestigieuses volumes.

Une reliure digne des plus belles bibliothèques. La reliure, en reliure, a été réalisée par les Studios Hergé sous la direction personnelle de Bob de Moor. Chaque volume (23 x 30 cm) est orné d'un motif à l'encre et à la plume et d'une vignette enluminée dans un style d'après.

Au total plus de 1800 pages imprimées sur un superbe couché Calypso. Le 12^e volume de la collection est un coffret-reliure qui regroupe sous forme de 8 mini-albums (format 10 x 15 cm) les 8 premières Tintin parues en noir et blanc de 1929 à 1949 dans « Le Petit Vingtième » et « Le Soud ».

ROMBALDI EDEUR

Voilà l'événement que tous les collectionneurs attendaient!

Recevez GRATUITEMENT chez vous le 1^{er} volume pour un examen gratuit.

VOUS OUBLIEZ GRATUITS

Si vous demandez à examiner le premier volume, vous recevrez en même temps le 1^{er} volume des 34 autres créés par les Studios Hergé en couleur pour les collectionneurs de la collection. Il vous restera donc, pour toujours, quatre-vingt-neuf volumes de la collection.

De plus, si vous répondez très vite, vous recevrez aussi, et gratuitement, un poster de 60 cm de Chapeau Blanc.

BON POUR UN EXAMEN GRATUIT DU TOME 1 de l'intégrale Reliée des Œuvres d'Hergé

A retourner dès réception à Rombaldi Editeur, 3388 - 70401 Nancy Cedex.

OUI, j'accepte d'examiner gratuitement le premier volume, et mon cadeau. Je jure ainsi de lire et d'apprécier en toute tranquillité. Si je ne le garde pas, je vous le retournerai sans explication et je ne vous devrai rien. Mais je conserverai mon cadeau.

Il me faut décider de garder ou renvoyer le volume. Je vous le renvoie à des conditions : si je fais exceptionnelles de bon vouloir, et si je renvoie le volume de 1237 + 97 de participation aux frais d'envoi. Je recevrai ensuite les 11 autres tomes à raison d'un volume tous les 11 mois, payables chacun en 11 mensualités de (1237 + 97) de participation aux frais d'envoi. Aidez-moi, je n'ai aucune obligation d'acheter de la collection complète.

Nom _____ Prénoms _____

N° et rue _____ Code postal _____

Ville _____

Signature indépendante _____

* Prix en 1/1986.

ENTREPRISES

La compagnie d'assurances britannique General Accident rachète une compagnie canadienne

General Accident (GA) l'une des principales compagnies d'assurances britanniques, dans le secteur de l'automobile, vient d'acquiescer, pour 143,8 millions de dollars (1,07 milliard de francs), la compagnie d'assurances canadienne Pilot Insurance. Cet achat, effectué auprès du conglomerat américain Financial Services Corporation, fera de General Accident le troisième assureur du Canada (le septième au niveau mondial). Financé par une augmentation de capital de General Accident, il est considéré, théoriquement, comme onéreux, puisque la valeur des actifs de Pilot Insurance ne dépasse pas 60 millions de dollars. Mais la compagnie canadienne est réputée très bénéficiaire dans un marché national très déprimé, ce qui a pesé dans la balance.

Quarante-huit rames françaises pour le métro du Caire

Le groupement Alsthom-Francoisil a reçu une commande supplémentaire de la société d'exploitation du métro du Caire. Ce contrat porte sur 48 rames, soit 96 motrices et 48 remorques, dont le coût s'élève à 770 millions de francs. Ces rames seront affectées à la deuxième ligne de métro du Caire. Elles s'ajoutent aux 52 rames commandées pour la première ligne. Le matériel sera livré à partir de 1987, date à laquelle le métro devrait commencer à fonctionner, avec deux ans de retard sur le programme initial. L'industrie égyptienne sera associée à sa construction par le biais de la société SEMAF.

Motorola achète une filiale européenne de General Electric

Motorola, l'un des principaux groupes américains d'électronique, a conclu un accord avec un autre américain, General Electric, pour lui acheter l'une de ses filiales européennes, Storno A/S. Cette société, dont les deux principaux usines se situent à Copenhague au Danemark et à Flensburg en Allemagne fédérale, fabrique des systèmes mobiles de communications terrestres (téléphonie cabulaire). Elle a réalisé, en 1985, un chiffre d'affaires de 95 millions de dollars et emploie 1 800 personnes. Cette transaction, pour le moment, n'a pas été révélée, doit être approuvée par les autorités européennes en Europe et aux Etats-Unis.

Les difficultés de Renault au Mexique

Renault discute actuellement avec les autorités mexicaines pour réduire de quelques centaines de personnes les effectifs (1 450 à fin 1986) de son usine de Ciudad Sahagun, qui assemble des Alliance, des Encore et des R-18. L'usine est fermée depuis le 2 janvier, pour une durée indéterminée selon la direction, pour neuf mois selon les syndicats, qui demandent au gouvernement mexicain d'ordonner sa réouverture. Renault - également présente au Mexique avec une usine de moteurs à Gomez-Palacio et avec une filiale d'American Motors pour les Jeep - explique les difficultés de l'usine par la situation économique du Mexique (problème de devises, notamment, qui gêne les importations de kits de voitures) et par les répercussions du tremblement de terre. Mais force est de constater que, sur un marché qui connaît des hauts et des bas (301 000 véhicules immatriculés en 1982, 181 900 en 1983, 217 850 en 1984, 155 188 à fin septembre 1985), Renault (numéro six au Mexique) semble plus souffrir que les autres constructeurs. Les trois américains, notamment, ont connu sur les neuf premiers mois de l'année des progrès sensibles (de plus de 22 % pour Chrysler à plus de 31 % pour Ford), alors que Renault recule de 3 % avec une part de 8 % du marché mexicain.

Un groupe chinois rachète une banque de Hongkong

La banque Ka Wah, installée à Hongkong avec vingt-sept succursales et un bilan d'environ 7 milliards de francs, a été rachetée par le groupe China International Trust and Investment Corporation (CITIC), dont le siège est à Pékin. Ce groupe accepte de prendre en échange le passif de la banque Ka Wah mise en difficulté en raison de ses engagements en Malaisie, et qui, sans ce rachat, aurait dû être sauvée de la faillite par les autorités de Hongkong.

CROISÉS

PROBLEME N° 4138
2 3 4 5 6 7 8

HORIZONTALEMENT
1. Commerce réservé.
2. II. Roulier à l'été.
3. C'est déjà trop.
4. Pointe. Mesure contre.
5. Ancien pays de l'Asie.
6. Personne.
7. Ville du Pérou.
8. Moyens d'existence.
9. La pureté.
10. Comme dans l'épargne.
11. Principale orientation.
12. Objectifs très précis.
13. Les sujets relèvent de.
14. X. Beau pour.
15. Manquant pas de.
16. Définition.
17. XI. Foulé.

VERTICALEMENT
1. Peut donner au grand.
2. L'ombre. Ouvrage.
3. Tous les dans en sens.
4. Répétition générale.
5. Pour Rocard.
6. Les solutions. Ruse.
7. La quelle jusqu'à la.
8. 4. Micro.
9. Pronom. Quand.
10. Coup va partir.
11. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

VERTICALEMENT
1. 2. Nouvel. Rte.
3. Net. Parc. - 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100.

CONJONCTURE

MM. BÉRÉGOVOY ET FOURCADE A FRANCE-INTER

Le mien est meilleur que le tien

Deux ministres de l'économie et des finances, l'un en fonction, M. Pierre Bérégovoy, l'autre ayant assumé la fonction, M. Jean-Pierre Fourcade, participent lundi soir à France-Inter à l'émission "Face au public".

De quoi s'agit-il ? Des chiffres. Que les chiffres soient bons ou mauvais, le mien est meilleur que le tien ; le tien était mauvais, pas le mien ; mon prochain sera bien meilleur que le tien...

D'ici au mois de mai, ce genre de rencontres - comme elles seront nombreuses - aura totalement épuisé ses charmes. Si chères il y a encore.

MM. Bérégovoy et Fourcade auront tout de même inauguré un genre nouveau : le style courtis. Et sur ce registre, l'ancien fit mieux que le nouveau.

La France sort-elle renforcée ou affaiblie de l'expérience socialiste ? demande M. Fourcade. On imagine la réponse, même si l'ancien ministre prend soin de souligner que son jugement prend en compte les particularités relatives de la France et des pays étrangers. Mais dans une telle situation, nos investissements n'ayant pas assez progressé et notre économie ayant détruit cinq cent mille emplois productifs, il n'est pas facile de répondre.

M. Bérégovoy cite les succès de la gestion socialiste : l'inflation a baissé, le pouvoir d'achat a augmenté, le chômage a diminué, le budget est en équilibre, l'Allemagne nous fait...

plus mal que nous. L'actuel ministre note qu'en matière d'endettement, nous sommes de bons élèves et que cela est reconnu par tout le monde. « Satisfaisant », dit M. Bérégovoy.

En abordant rapidement l'avenir, le ministre de l'économie sociale et des problèmes, « Vous voulez privatiser, démanteler », dit l'un « pas du tout », dit l'autre, « nous voulons sauvegarder ».

Tout est dit, et l'on arrête là sans avoir rien dit. Ah ! M. Fourcade avait pu déclarer que les mesures de 1974 freinant l'investissement avaient été une erreur, mais la relance de 1975 sans politique des revenus avait détérioré la situation française, que l'action des socialistes à partir de 1983 en matière de salaires avait été un progrès...

ALAIN VERNHOLE.

LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR EN PERTE DE VITESSE SELON L'INSEE

Avec 39 grands établissements industriels fermés de 1979 à 1983, des réductions d'emplois dans les établissements existants, une croissance ralentie du secteur tertiaire, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est en perte de vitesse, constate le dernier bulletin régional de l'INSEE, *Sud Information économique*, publié à Marseille.

Pour l'INSEE, les chiffres sont alarmants : 4 600 emplois perdus à la suite de fermetures ; 7 000 emplois supprimés dans les 39 grands établissements. Le déclin amorcé depuis 1972 dans la région, particulièrement sensible en 1983, véritable année noire pour l'emploi, a poursuivi jusqu'en 1985, où le taux de chômage était de 12,6 % en novembre (15 % dans le Var, 12,6 % dans les Bouches-du-Rhône), contre 10,6 % pour l'ensemble de la France.

A l'exception de la construction électrique et électronique, essentiellement dans les Alpes-Maritimes, la fermeture de grands établissements industriels a touché tous les secteurs de l'économie, particulièrement la production d'équipement industriel (-30 %), le bâtiment-génie civil et agricole, la construction navale (NORMED), à La Seyne et à La Ciotat.

Crise internationale, transfert de certaines grandes industries vers le nord et l'est de la France, qui cause l'échec de la région de Fos (Bouches-du-Rhône), le tissu industriel régional traditionnel se désagrège progressivement au profit d'activités nouvelles, comme l'industrie électrique et électronique, qui ne sont que faiblement touchées d'emploi, conclut l'INSEE.

SOCIAL

A BREST

Une structure pour accueillir les chômeurs de longue durée

En 1983, des habitants de Brest (Finistère) ont créé une structure particulière, le Créneau, destinée à accueillir des chômeurs afin d'aider à leur réinsertion en leur proposant des travaux ponctuels. Mais blanchir le travail au noir n'est pas facile.

Que faire des chômeurs de longue durée, incapables de trouver un nouvel emploi, car ils sont déqualifiés. Comment surtout leur proposer des travaux ponctuels ? Les pouvoirs publics ont bien pris des mesures pour insérer socialement et professionnellement certaines catégories de Français qui connaissent des difficultés. Pour les handicapés, par exemple, ils ont créé les CAT (Centres d'aide par le travail) et pour les jeunes ils multiplient les mesures : TUC, missions d'insertion, entreprises intermédiaires. Mais il n'existe aucune structure pour accueillir, payer, former, encadrer cette population spécifique des chômeurs désarmés qui tend à augmenter.

Durant les années d'expansion, explique M. Robert Tassin, président du Créneau, les salariés étaient employés dans les entreprises, souvent à leur rythme. Ils travaillaient à leur rythme et dans des ateliers. Aujourd'hui, compte tenu de la crise et des innovations technologiques, les sociétés ne peuvent plus jouer ce rôle. Aussi, des Brestois ont-ils eu une idée. « Pourquoi ne créerait-on pas une structure qui propose un travail ? », interrogé M. Marie-Paule Forget, responsable de l'action sociale à la mairie et qui participe à l'expérience.

Le Créneau fut nati d'un local et d'un local d'habitat. Au départ, il s'agissait de créer un esprit de solidarité, d'entraide, de créer un travail de chômeurs.

dans un quartier défavorisé ». Le Créneau n'emploie ni de grands mots ni de grands moyens. Même pas question, par exemple, de payer les salariés, au SMIC, non, l'association se contente, en quelque sorte, de blanchir le travail au noir. Les salariés sont employés à faire des bougies ou de la couture mais surtout à des travaux ponctuels : tondre le gazon, repeindre une pièce, etc. Le Créneau paye un « salaire » : les charges sociales, mais ne verse rien au pied de la lettre la réglementation en vigueur. Heureusement, l'URSSAF, la Sécurité sociale, l'inspecteur du travail ont fermé les yeux.

Cette organisation convient à la population concernée. « Les salariés très dégradés ne sont même pas prêts à accepter un travail intérimaire, mais ils veulent bien accom-

plir une tâche précise durant trois jours », remarque M. Forget. Le bilan de ces deux ans d'expérience est positif. Mais mitiger sur le plan économique. « Nous ne pouvons pas faire concurrence aux entreprises locales, or elles prennent tous les marchés rentables », il ne reste que les travaux définitifs », remarque M. Tassin. D'autre part, la déqualification des salariés oblige l'association à prévoir un encadrement renforcé. Mais le Créneau souligne un vide juridique, car il n'existe aucune structure pour accueillir ces salariés. Pour l'heure, l'association n'a aucune solution que de demeurer sur les sentiers de l'illégalité. « Nous payons un sous-SMIC, nous ne signons pas de contrat de travail, c'est tout », remarque M. Tassin.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A L'USINE MATRA-HARRIS DE NANTES

Les salariés ont pris par anticipation une partie de leurs congés 1986

De notre correspondant

Nantes. - L'usine Matra-Harris (huit cents salariés) a fermé pendant les semaines de Noël et du Jour de l'an. Toutefois, il ne s'agissait pas d'une mesure de chômage partiel, comme en ont pris d'autres entreprises aujourd'hui, mais de congés anticipés sur l'année 1986. Une forme d'annualisation du temps de travail en somme, mise en place en fonction de la conjoncture dans cette branche d'activité.

Comme ses collègues, Matra-Harris subit en effet la crise mondiale des semi-conducteurs, une crise qu'une série d'accords technologiques (dont un avec l'américain CYPRESS) et d'investissements importants (250 millions de francs en 1985) permettront à terme de surmonter. En attendant l'éclaircie, l'entreprise doit cependant faire le dos rond.

C'est dans cet esprit que la direction, à la fin de 1985, a fait cette proposition qui n'est pas prévue par le code du travail et qui a placé, ou le conçoit aisément, les organisa-

tions syndicales dans un grand embarras.

Finalement, ces syndicats (CFTC et CFDT) n'ont pas eu à signer d'accord d'entreprise sur ce point, ce que regrette la direction. Car le personnel, à une très grande majorité (sept cents sur huit cents), a validé un plan de la direction, valable pour un an.

Tous les jours ouvrés compris entre le 20 décembre 1985 et le 1er janvier 1986, ont été chômés et sont à valoir sur les congés 1986. A la différence du chômage technique, la formule permet à l'entreprise de prendre en charge ses difficultés, en attendant des jours meilleurs, qu'elle escompte pour la mi-1986, une période où elle aura sans doute besoin de main-d'œuvre à plein rendement.

Les salariés acceptent la part de la relance prochaine de l'activité ; en contrepartie, ils obtiennent deux jours de congé supplémentaires, une organisation plus souple des congés 1986 et un intéressement uniforme du personnel sur la base d'objectifs précis.

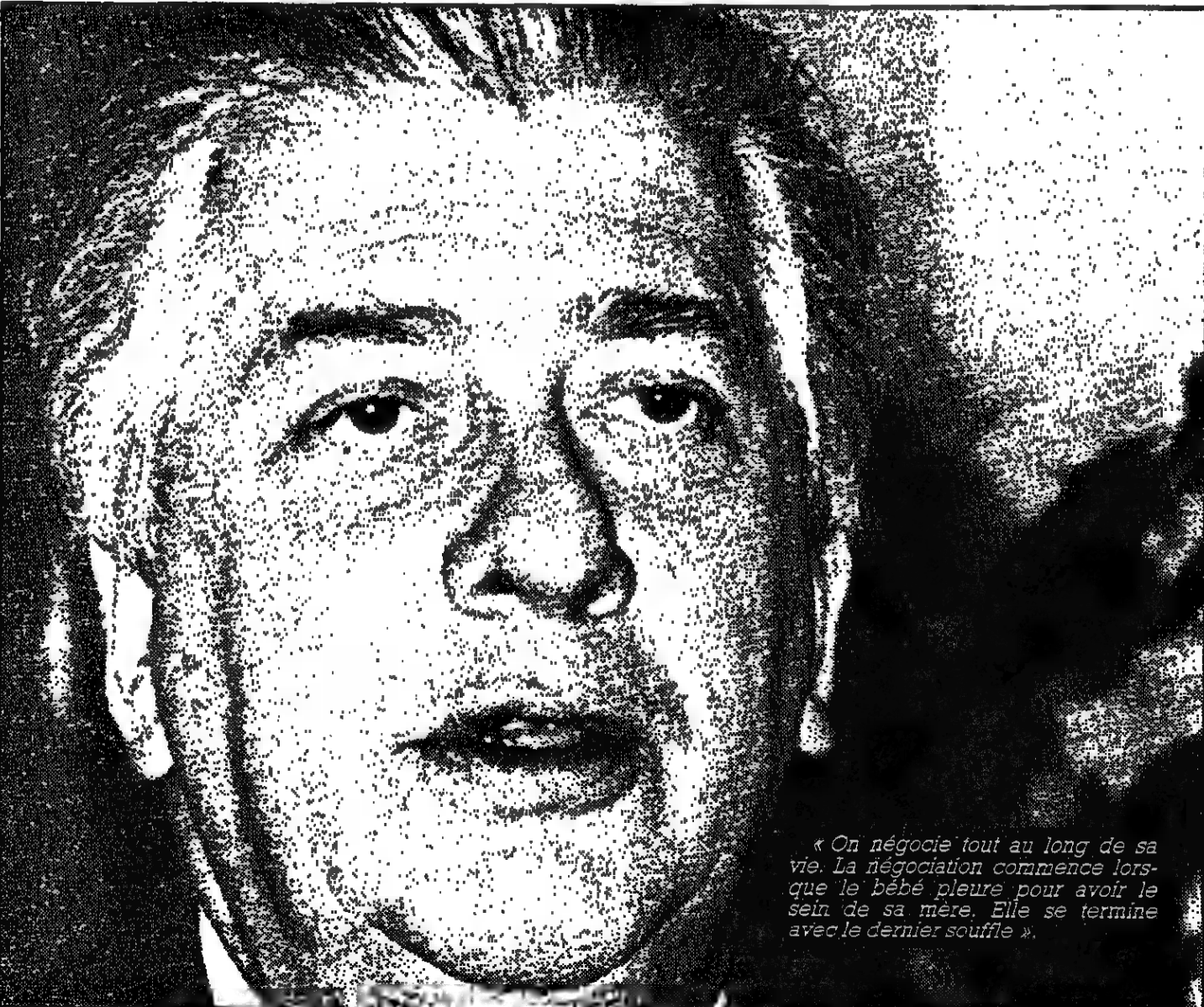
YVES ROCHCONGAR.

FAITS ET CHIFFRES

• Près de la moitié des cabines téléphoniques seraient inutilisables. - Près de la moitié des cabines téléphoniques de Paris (environ quatre mille cinq cents appareils) sont inutilisables, en raison de l'action entamée le 11 décembre par quelques cinq cents agents des PTT qui refusent de les relever, selon les syndicats FO, CFTD et CFTC des télécommunications. Cette action a été décidée à la suite de l'annonce d'un agent des PTT qui relevait la recette d'une cabine téléphonique à Paris.

Les fonctionnaires demandent que les cabines téléphoniques soient relevées par des volontaires - et non par des agents désignés d'office - et que ce travail soit effectué par deux agents au lieu d'un seul. Ils demandent également une prime de 100 francs.

• Eurodisneyland : protestation des agriculteurs. - Les syndicats agricoles de Laguy-sur-Marne et de Crécy-la-Chapelle (Seine-et-Marne) protestent contre le projet de construction d'Eurodisneyland sur la commune de Marne-la-Vallée. Ils dénoncent ce qu'ils considèrent comme un exercice de droit régalien de la part du premier ministre et du président du Conseil général de Seine-et-Marne. Les pouvoirs publics, écrivent-ils, ont un devoir, affirment 1 000 hectares de terres qui ne sont pas leur propriété pour les deux tiers, sans aucune consultation des propriétaires fonciers.



YVON CHOTARD, PARRAIN DE L'E.S.C.A.E. AMIENS PICARDIE L'ÉCOLE DES NÉGOCIATEURS.

NÉGOCIER, UNE PHILOSOPHIE DE L'HOMME. L'ancienne hiérarchie et pyramidale partout une communication, de négociation qui reconnaît la compétence et la dignité de chacun. Aujourd'hui le cadre passe sa vie à négocier. Avec ses patrons, ses subordonnés, les syndicats, clients, fournisseurs, banquiers, il NÉGOCIE.

POUR NÉGOCIER IL FAUT DES COMPÉTENCES CONTRÔLÉES.

C'est pourquoi à Amiens nous avons été une grande école, lieu de compétition où l'élève vient, par un travail intense et contrôlé, découvrir le monde de l'entreprise.

POUR NÉGOCIER IL FAUT DES PERSONNALITÉS OUVERTES.

À Amiens, dès l'entrée puis tout au long de la scolarité, nous prenons en compte la personnalité de l'élève : l'intelligence et la mémoire - la créativité et l'imagination

- la force de caractère - l'efficacité (aptitude à séduire et à convaincre) - le moral (capacité à être reconnu crédible). La négociation est introduite dans chaque cours, dans chaque stage, chaque pratique de l'école, à partir de cas concrets et les acteurs véritables de la vie économique. Avec cette multiplication, cette diversité de négociation, filmées en vidéo, l'élève devient un négociateur.

Roger MEZIN
Directeur de l'E.S.C.A.E. Amiens-Picardie

E.S.C.A.E. AMIENS PICARDIE
Institut Consultatif de Formation 18 place Saint-Michel 80000 Amiens Cedex Tél. 22 91 57 02

L'ACTUALITÉ COMPTABLE ET FISCALE
Journée d'actualité sur les nouveautés comptables et fiscales pour l'arrêté des comptes et la liasse fiscale de 1986 et sur la loi de finances pour 1986.
par M. PINERO-VARGAS Diplômé Expert Comptable Commissaire aux Comptes
INFORMATIONS-INSCRIPTIONS
ASSOCIATION DES COMPTABLES
Président : M. PETITJEAN
10, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS
48.74.33.15 - 42.82.16.92

LE TESTAMENT D'UN BÉRÈRE
Augustin Ibazén
- Un témoignage bouleversant.
- M. Leprince-Ringuet de l'Académie Française.
- Une confession... presque augustinienne.
Jean Guillemin de l'Académie Française.
- La voix d'un homme que l'on profondément aime et admire.
Maurice Schumann de l'Académie Française.
- Un testament chargé d'espérance.
Père Carré de l'Académie Française.
- J'ai été frappé par l'honnêteté et la ferveur de ce livre.
Jean Lacouture.
- Écrit dans une belle langue, élégante et châtiée, émaillée de formules heureuses.
Ch. Bachelot.
Du même auteur : Le Pont de Bercy-Moëbe.
256 pages - 75 F.
80, Albatros, 21, rue Cassette, 75006 Paris.

سكس ان ارجل

ÉNERGIE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le gouvernement confirme le ralentissement du programme électronucléaire

Dans une lettre adressée au président d'EDF courant décembre, le premier ministre, M. Laurent Fabius, a confirmé le ralentissement du programme électronucléaire décidé fin 1984 pour les prochaines années. Comme en 1985, l'établissement public ne commandera, de 1986 à 1989 inclus, qu'un seul réacteur nucléaire par an contre deux par an en 1983 et 1984. Ce ralentissement, conforme aux recommandations du Plan (neuf à dix tranches engagées de 1983 à 1990), ne constitue pas une surprise, compte tenu de l'évolution des consommations et du surcoût des réacteurs de la France, déjà sensible en 1985.

De fait, l'autre solution eût été non d'opter pour un rythme plus élevé, mais au contraire d'arrêter purement et simplement les commandes pendant quelques années.

L'engagement d'un réacteur par an constitue une solution moyenne entre l'optimum économique, permettant de réduire les charges d'EDF (un réacteur coûte 10 milliards de francs) et la nécessité d'assurer aux industries électronucléaires le plan de charge minimum.

La décision de s'en tenir au rythme recommandé par le Plan n'a guère suscité de débat. La seule question était de savoir si un gouvernement sur le départ devait se prononcer clairement sur le programme électronucléaire pour les quatre prochaines années. S'il a choisi de le faire, c'est, semble-t-il, précisément parce que les élections approchent : l'annonce d'un programme précis étalé sur plusieurs années permet aux candidats de confirmer l'engagement de travaux fort étendus localement. Après les tranches de Golfech 2 en 1986 et Choer B 2 en 1987, sont prévues les commandes en 1988 du réacteur de Civaux dans la Vienne, fief de M^{me} Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, et en 1989, de celui de Penly 3, en Seine-Maritime, dans la circonscription de M. Fabius.

VÉRONIQUE MAURIS.

ÉTRANGER

Le FMI offre un répit d'un mois au Soudan pour régler ses arriérés

Le Fonds monétaire international a décidé d'accorder un mois de répit au Soudan pour lui permettre de trouver les capitaux nécessaires au remboursement de ses arriérés. Le Soudan, 218 millions de dollars qui seraient dûs être réglés le 3 janvier. Ce délai devrait permettre d'étudier la situation financière catastrophique d'un pays dont la dette extérieure est évaluée à 10 milliards de dollars.

Une délégation soudanaise, dirigée par le ministre de l'énergie, M. Abdelaziz Osman Moussa Médani, et comprenant le gouverneur de la Banque centrale, s'est rendue à Washington, alors que le nouveau ministre des finances, M. Sid Ahmed Taïeb Osman, allait à Koweït pour conclure des accords d'assistance financière avec le Koweït et le Fonds de développement arabe.

Si Khartoum ne parvenait pas à rembourser ses arriérés d'ici au 3 février prochain, le Soudan se trouverait privé de tout crédit du FMI, et par là-même de nouveaux capitaux internationaux.

Selon le ministre soudanais du commerce, le Fonds a accepté de revoir cinq des sept points d'un programme d'assainissement très rigoureux, comprenant notamment la forte réduction des subventions aux produits de première nécessité, la libération des prix intérieurs et une nouvelle dévaluation de la livre soudanaise dont le rejet, le mois dernier, par le gouvernement de Khartoum avait amené le ministre des finances de l'époque, M. Awad Abdelmageed, à démissionner.

Au Japon

RACOLAGE SYNDICAL

Tokyo. — Pour tenter d'attirer de nouveaux adhérents, apparemment peu tentés par l'exposé des activités syndicales traditionnelles, plusieurs organes de presse syndicaux japonais se sont résolus à publier des photos de femmes nues ; un genre qui fait, au Japon plus encore qu'ailleurs, vendre beaucoup de papier imprimé. Interrogé mardi 7 janvier, la porte-parole de l'un des syndicats concernés a, selon l'agence Reuters, jugé nécessaire de préciser : « Cela ne signifie pas que nous ayons décidé de ne plus imprimer d'articles destinés au mouvement syndical sur le façon de faire face aux patrons ou de lancer un mouvement de revendication. »

Moins de 20 % des quelque sept millions de travailleurs japonais sont syndiqués. Un pourcentage sans doute plus élevé s'intéresse aux publications légères et court vécues, employés et patrons confondus.

Le gouvernement britannique ne s'oppose pas à la fusion entre Habitat-Mothecare et British Home Stores. — Le ministre du commerce britannique a donné, le 3 janvier, l'assurance qu'il ne s'opposait pas au projet de fusion entre Habitat-Mothecare (aménagement, articles pour futures mères et bébés) et British Home Stores (magasins à grande surface, alimentation, habillement, équipement ménager). Sous réserve de l'accord des administrateurs des deux sociétés le groupe ainsi constitué — Storehouse PLC — comportera environ 820 succursales, avec un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de livres et 35 000 salariés environ. Rappelons que Habitat-Mothecare a pris en 1985 une participation minoritaire dans le capital de la FNAC, aux côtés de la Garantie mutuelle des fonctionnaires. — (APF).

COMMUNIQUÉ DE PRESSE BANQUE DEMACHY & ASSOCIÉS

Les Assemblées générales de la Générale Parisienne Privée et de la Banque Demachy réunies le 30 décembre dernier ont approuvé le projet de fusion entre les deux établissements avec effet au 1^{er} octobre 1985.

Le capital de la nouvelle entité - Banque Demachy & Associés - a été fixé à 100 millions de francs par incorporation partielle de la prime de fusion ; le solde de l'ensemble - réserves, prime de fusion et report à nouveau - s'élève à près de 24 millions de francs et porte le total des fonds propres de la banque, avant affectation des résultats de l'exercice 1985, à 124 millions de francs.

La répartition du capital résultant de la fusion est la suivante :
Généraliste C* 52 %
Généraliste CGIP 34
Généraliste Foncière 10
Yves Saint Laurent S.A. 2,5
Divers 1,5

Le Conseil d'administration, qui a été désigné, comprend : Messieurs Pierre Borge, Jacques Bonnet de La Tour, Pierre Collet, Nicolas Clive Worms, Claude Jasson, Jean-Luc Lépine, Maurice Mathias, François Minoff, Claude Pierre-Bromolene, Jean Rougier, Ernest-Antoine Seillière et Guy Verdeil.

Un collège de censeurs a également été constitué ; il comprend : Messieurs Paul-Louis Halley, Jean-Marc Jannodet, Guy de Malilly Nestlé, Louis-Aimé de Mousnier et Yves de Torsine.

D'autre part, l'activité de reclassement à l'émission a été apportée à une nouvelle filiale qui a repris le nom de Générale Parisienne Privée, établissement financier au capital de 7,5 millions de francs.

L'Assemblée générale a également autorisé le Conseil d'administration :
• à porter le capital à 200 millions de francs ;
• à émettre de nouveaux emprunts obligataires dans la limite de 500 millions de francs.

Le Conseil d'administration, qui s'est réuni à l'issue des Assemblées générales, a désigné comme :
• Président-Directeur général, Monsieur Jean Rougier.
• Vice-Président, Monsieur Claude Jasson.
• Administrateur-Directeur général, Monsieur Jean-Luc Lépine.

Le Président a nommé deux Directeurs généraux adjoints :
• Monsieur Henri Bouvattier ;
• Monsieur François de Tinguy du Pouët.

Le Conseil a été informé des prévisions concernant l'exercice 1985 : le total du bilan au 31 décembre 1985 après fusion devrait s'élever à environ 3,5 milliards de francs et le montant total des capitaux dans la gestion desquels intervient la Banque Demachy & Associés excéderait 10 milliards de francs.

Le bénéfice net consolidé après tous amortissements, provisions et impôts de l'exercice 1985 se situerait à environ 36 millions de francs ; la fusion ayant été réalisée avec valeur rétroactive au 1^{er} octobre 1985, ce résultat correspond au bénéfice de l'ancienne Générale Parisienne Privée pour douze mois et de l'ancienne Banque Demachy pour trois mois seulement. Dans la nouvelle structure et en année pleine, le bénéfice consolidé pour l'ensemble de l'exercice 1985 se serait situé à un niveau proche de 50 millions de francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,70 % décembre 1982 - Société anonyme de gestion et de contrôle de participations (SAPAR)

Les intérêts courus du 10 janvier 1985 au 9 janvier 1986 sur les obligations « SAPAR 15,70 % décembre 1982 » seront payables, à partir du 10 janvier 1986 à raison de F 706,50 par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon N° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 78,50 (montant global : F 785,00).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 117,70 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de Finances pour 1984 soit F 7,85 faisant ressortir un net de F 580,95. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 123 A du Code Général des Impôts.

A compter de la même date, les 13 261 obligations comprises dans la série de numéros 122 589 à 135 849, sortis au tirage du 28 novembre 1985, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 5 000,00, coupon N° 4 au 10 janvier 1987 attachés.

Ci-après sont rappelées les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :

— Amortissement 1983 : 14 507 à 24 413
— Amortissement 1984 : 164 874 à 176 335.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries Générales, Recettes des Finances, Trésoreries Principales et Perceptions), à la Caisse Nationale de l'Énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, à la Caisse Nationale ainsi qu'aux Caisse Régionales de Crédit Agricole Mutuel, aux guichets de la Banque de France et des Établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Banque Indosuez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Banque Vernet et Commerciale de Paris.

DARTY GROUPE DARTY

Dans le but de faire reposer sur des bases durables les structures financières et humaines du Groupe Darty, un certain nombre d'actions ont été rachetées ou sont envisagées :

1) Le conseil d'administration, dans sa prochaine séance, examinera un projet visant à modifier les statuts des Darty & Fils pour les doter d'un conseil de surveillance, dont la présidence serait assurée par M. Bernard Darty, et d'un directeur dont la présidence serait confiée à M. Philippe Francès, actuel directeur général du Groupe. Les résolutions correspondantes seraient soumises à l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée en même temps que l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1985/1986.

2) Le Groupe Darty va continuer à favoriser l'actionnariat des salariés de l'entreprise. C'est ainsi que le plan d'option de souscription d'actions nouvelles au profit du personnel, voté par les assemblées du 26 juillet 1985, sera mis en application au cours du premier semestre 1986. En complément à cette opération, les actionnaires familiaux, propriétaires des options d'achat d'actions aux principaux cadres dirigeants, ce qui, compte tenu de leurs acquisitions antérieures, leur permettra d'être encore plus étroitement associés au développement du Groupe.

3) Les actionnaires familiaux ont fait procéder à un reclassement portant sur 12,85 % du capital social des Darty & Fils. Cette opération a été menée sous l'égide du Crédit Lyonnais et de la Banque Worms, auprès d'investisseurs institutionnels dont la plupart sont déjà actionnaires de la société.

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé du Groupe Darty pour les neuf premiers mois de l'exercice 1985/1986 (mars à novembre) s'est élevé à 3 306 749 000 francs. Il est en augmentation de 16,1 % par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent, et témoigne de la croissance des parts de marché acquises par le Groupe.

Cette activité soutenue s'est poursuivie pendant le mois de décembre. Le niveau des ventes ainsi atteint, associé à la poursuite des actions visant à la maîtrise des coûts, conduisent à réviser l'estimation des résultats du Groupe. Le bénéfice net consolidé de l'exercice se terminant le 28 février 1986 devrait progresser d'au moins 30 % par rapport à l'exercice précédent.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES

VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et rédaction des courriers
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.

CEICA/42-96-41-12 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

+55,47% en 12 mois AGF 5000

(SICAV MONORY CEA)

Toujours 1^{er} sur 112 SICAV* (Actions)

pour la 18^e semaine consécutive

* Classement Paribas au 27-12-85

Souscriptions :

aux guichets de la Compagnie AGF
33 rue La Fayette,
à la banque Générale du Phénix
31 rue La Fayette,
aux guichets des banques et chez les Agents de change.



BOURDAIS REMERCIE WALT DISNEY!



BOURDAIS CONSULTANTS ASSOCIÉS remercient WALT DISNEY de la confiance qu'il leur a témoignée en les chargeant, en exclusivité, le 14 septembre 1984, de l'étude complète de recherche de sites pour l'implantation en France d'un Eurodisneyland. Une étude et un conseil qui ont nécessité 1 900 heures de travail et ont abouti au choix de Marne-la-Vallée recommandé par Bourdais.

Bourdais

Les hommes des projets, des réalisations

Conseil en immobilier d'entreprise
160-166, bd Haussmann 75008 Paris
Tel. (1) 45.62.11.89 (-) - Telex 660 978 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Electricité de France - Obligations 15,50 % (ex-7,80 %) 1981
Les intérêts courus du 25 janvier 1985 au 24 janvier 1986 sur les obligations Electricité de France 15,50 % (ex-7,80 %) 1981 seront payables à partir du 25 janvier 1986, à raison de F 38,75 par titre de F 250 nominal, contre détachement du coupon n° 25 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de F 4,65 (nominatif global : F 43,40).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de F 6,20 auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit F 0,43 faisant ressortir un net de F 32,12. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

A compter de la même date, les obligations appartenant à la série désignée par le nombre « 10 », sorti au tirage du 14 novembre 1985, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à F 350,00, coupon n° 26 au 25 janvier 1987 attaché.

Ci-après sont rappelées les séries sorties aux tirages antérieurs :

- Amortissement 1962 : Série « 22 »
- Amortissement 1963 : Série « 19 »
- Amortissement 1964 : Série « 15 »
- Amortissement 1965 : Série « 17 »
- Amortissement 1966 : Série « 24 »
- Amortissement 1967 : Série « 16 »
- Amortissement 1968 : Série « 27 »
- Amortissement 1969 : Série « 23 »
- Amortissement 1970 : Série « 14 »
- Amortissement 1971 : Série « 3 »
- Amortissement 1972 : Série « 12 »
- Amortissement 1973 : Série « 28 »
- Amortissement 1974 : Série « 5 »
- Amortissement 1975 : Série « 26 »
- Amortissement 1976 : Série « 8 »
- Amortissement 1977 : Série « 1 »
- Amortissement 1978 : Série « 6 »
- Amortissement 1979 : Série « 20 »
- Amortissement 1980 : Série « 21 »
- Amortissement 1981 : Série « 9 »
- Amortissement 1982 : Série « 29 »
- Amortissement 1983 : Série « 11 »
- Amortissement 1984 : Série « 18 »
- Amortissement 1985 : Série « 30 »

GROUPE C&F SOFIREM-TEXTAR FRANCE

La SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) a contribué à la reprise des actifs de la Société BERAL, située à Creutzwald, par la Société TEXTAR France, filiale du groupe allemand TEXTAR GmbH.

Cette société fabrique et commercialise des plaquettes et garnitures de freins pour voitures et poids lourds.

Les effectifs de TEXTAR France à Creutzwald (Moselle) devaient être portés de quatre-vingt-douze à cent vingt personnes d'ici fin 1986.

SOFIREM a accordé à TEXTAR France un prêt de 2 000 000 F.

VALEURS DE FRANCE

Le 31 décembre 1985, la valeur liquidative de l'action de la SICAF Valeurs de France (société d'investissement à capital fixe), gérée par la BRED, était de 283,67 F contre 278,17 F le 16 décembre.

Valeurs de France totalise le 31 décembre 282 F (279,50 F le 16 décembre).

COMPOSITION DE L'ACTIF DE VALEURS DE FRANCE AU 31 DÉCEMBRE 1985

Actions : 37,18 % ; Obligations : 34,92 % ; Titres internationaux (1) : 23,06 % ; Placements CT : 5,74 %.

(1) Titres participatifs, certificats d'investissement, bons de souscription d'actions et d'obligations.



CIT ALCAT
absorbe THOMSON TÉLÉCO
et devient ALCATEL

Les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire M. Georges PEBEREAU le 31 décembre 1985.

L'assemblée a approuvé l'absorption par CIT ALCATEL, avec effet cité THOMSON TÉLÉCOMMUNICATIONS qui rassemble depuis 191 cations civiles issues du groupe Thomson.

L'assemblée a également approuvé l'apport à CIT ALCATEL, avec THOMSON CSF TÉLÉPHONE de sa division « commutation publique », « équipements de transmission ».

Les activités « téléphonie privée » de THOMSON CSF TÉLÉPHONE et la branche « câbles » de LTT étant apportées aux Câbles de Lyon, THO et LTT sont dissoutes.

En rémunération des apports reçus, CIT ALCATEL crée 27 448 actions au 1^{er} janvier 1986.

L'assemblée a ensuite approuvé l'apport à CIT ALCATEL, par la Cité et la Compagnie électro-financière, d'actions ALCATEL ELECTRON générale d'électricité, de titres de la société immobilière TEPELEC. Pour ALCATEL crée 282 000 actions nouvelles portant jouissance au 1^{er} janvier.

Au total, l'ensemble des apports approuvés par l'assemblée donne l'création de 309 448 actions nouvelles de CIT ALCATEL d'une valeur nom de 100 francs, portant son capital social de 215 274 700 francs 246 219 500 francs. L'augmentation du capital de 30 944 800 francs étant : tie de primes d'une valeur totale de 357 297 667 francs, l'accroissement fonds propres de CIT ALCATEL consécutif à ces apports s'élève 388 182 467 francs.

Enfin, les actionnaires ont décidé, pour marquer la naissance du nouveau groupe et le doter de l'image forte et cohérente nécessaire à la poursuite d'expansion internationale, d'en simplifier la dénomination sociale qui de « ALCATEL ».

aurécic
La Sicav en Or

- Une gestion dynamique des valeurs mobilières rattachées à l'or pour les particuliers et les entreprises.
- Une possibilité d'entrer sans frais en apportant vos titres d'emprunt 7 % 1973.

Renseignez-vous dans la banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile ou écrivez à Valérie Barthélémy (DEFG) CIC, 61, rue de la Victoire, BP 207, 75492 Paris Cedex 09. Tél. (1) 42.80.93.20.

COMMUNICATION, RELATIONS PUBLIQUES, PUBLICITÉ, JOURNALISME

de la ou médiatique, entreprise ou free-lance, France ou étranger

Dans la première école de communication internationale et pour la création

INSTITUT INTERNATIONAL DE COMMUNICATION DE PARIS

établissement d'enseignement supérieur privé 32, rue de l'Écluse, 75010 Paris

Tél. : (1) 770-19-32

EUROP ASSIS

Sur la proposition de son président, M. André ROSA, le Conseil d'administration d'EUROP ASSISTANCE, réuni le 16 décembre 1985, a nommé, à effet du 1^{er} janvier 1986, M. Michel MAINCENT, directeur général, en remplacement de Monsieur Jean-Marc SIMON, démissionnaire.

M. Michel MAINCENT, âgé de cinquante ans, ingénieur ENSEHET, a été successivement au Crédit lyonnais : adjoint au directeur de l'informatique et de l'organisation ; inspecteur principal à la d'at

CFDI

Caisse Française de Développement Industriel

Emprunts janvier 1986 garantis par l'État au choix des souscripteurs

| | Emprunt à taux fixe 10,30 % avec options de remboursement anticipé | Emprunt à taux fixe 10 % à option d'échange et avec options de remboursement anticipé |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Montant | 2 milliards de F en obligations de 5000 F | 2 milliards de F en obligations de 5000 F |
| Prix d'émission | 95,58 %, soit F 4 779 par obligation | 95 %, soit F 4 750 par obligation |
| Jouissance et règlement | 20 janvier 1986 | 20 janvier 1986 |
| Durée | 12 ans | 12 ans |
| Intérêt annuel | 10,30 %, soit F 515 par obligation | 10 %, soit F 500 par obligation |
| Taux de rendement actuariel brut | 10,98 % au jour du règlement | 10,76 % au jour du règlement |
| Faculté d'échange | | à la fin des 1 ^{re} et 2 ^{es} années au gré des porteurs en obligations à taux variable TMO dont l'intérêt sera égal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'État et assimilés, avec un taux minimum de 6,50 % |
| Amortissement normal | au pair, en totalité, le 20 janvier 1998 | au pair, en totalité, le 20 janvier 1998 |
| Remboursement anticipé | au gré de l'émetteur de la 7 ^e à la 11 ^e année au pair avec coupon d'intérêt majoré | au gré de l'émetteur de la 7 ^e à la 11 ^e année :
- au pair avec coupon majoré pour les obligations à taux fixe de 10 %
- au pair sans majoration de coupon pour les obligations à taux variable provenant de l'échange |
| Rachats | Possibilité par rachats en Bourse
Possibilité de trois Offres Publiques d'Achat | |

Souscriptions reçues par les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, la Banque de France, les Banques, le Crédit Agricole, les Agences de Change et le Crédit National (35, rue Saint-Denis, 75002 Paris). Une fiche d'information portant le wse COB n° 65-431 en date du 31 décembre 1985 est tenue à la disposition du public, BALD du 6 janvier 1986.

ALSTHOM

1^{er} exportateur français de biens d'équipements terrestres et

augmentation de

Emission de 3 241 643 actions n de F 50 nominal

Prix d'émission : F 300 par action - Jouissance : 1^{er} juillet

Droit de souscription : réservé par préférence aux anciens actionnaires, à titre irréductible seulement

- 1 action nouvelle pour 4 actions anciennes ;
- ce droit est négociable en bourse.

Délai de souscription : du 6 janvier au 6 février 1986 inc

BALD du 30 décembre 1985. Une note d'information (wse COB n° 65-422 du 20 décembre 1985, auprès des guichets chargés de recevoir les souscriptions, et auprès de la société (siège social) : 38, av

ALSTHOM

Energie Transport Industrie

مكتبة المجلد

Le Monde

LE SORT DES OTAGES DE BEYROUTH

- Radio-Téhéran évoque des « indices » d'amélioration des rapports franco-iraniens
- Un émissaire français est attendu à Damas

La radio officielle iranienne a estimé, le lundi 6 janvier, qu'il « existait actuellement divers indices montrant que la France était en train de changer d'attitude vis-à-vis de la République islamique iranienne ». Parmi ces indices, la radio cite notamment le message que M. Mitterrand a adressé à l'occasion du Nouvel An au président iranien Ali Khamenei et dans lequel il appelle de ses vœux un « règlement des problèmes entre la France et l'Iran en 1986 ».

Commentant la visite qu'effectuait actuellement à Téhéran un émissaire du gouvernement français, M. Jacques Martin, la radio rappelle qu'il y a trois principaux points litigieux entre les deux pays : un différend financier à la suite d'un prêt accordé par l'Iran, avant la révolution, au Commissariat à l'énergie atomique (l'affaire Eurodif), la question du soutien que Paris accorde à l'Irak dans le conflit du Golfe et l'activité des opposants iraniens installés sur le territoire français.

« La normalisation des relations, affirme Radio-Téhéran, est essentiellement liée à une initiative concrète du gouvernement français visant à lever les trois principaux obstacles qui entravent l'amélioration de ces relations ».

Ces trois points de friction avaient déjà été mis en avant par les dirigeants iraniens lors de la visite à Téhéran, il y a quelques semaines,

d'une délégation de parlementaires français.

De retour à Paris, la délégation avait fait valoir qu'une amélioration des relations franco-iraniennes serait de nature à inciter les dirigeants de la République islamique à user de leur influence pour faciliter la libération des otages français détenus au Liban. De bonne source, on indique, d'autre part, à ce sujet qu'un émissaire du gouvernement français est attendu prochainement à Damas.

Les otages - MM. Carton, Fontaine, Kauffmann et Sourat - se trouveraient actuellement dans la plaine de la Bekaa et seraient toujours aux mains de groupes musulmans intégristes.

Pour sa part, M. Mitterrand a déclaré lundi qu'il espérait « de plus en plus proche » la libération des quatre hommes, mais que la meilleure façon de les aider était d'observer « une certaine discrétion ». Il a indiqué qu'il était en contact avec le président Assad depuis plusieurs mois à ce sujet. (AFP.)

● M. Chervin en Israël. - Le ministre de l'Éducation, invité par son homologue israélien, s'est entretenu, le lundi 6 janvier, de la situation au Proche-Orient avec les principaux dirigeants israéliens, le premier ministre, M. Shimon Peres, et le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. (AFP.)

EN AFRIQUE DU SUD

- Vingt mille mineurs licenciés au Bophuthatswana
- Mise en demeure de Pretoria au Botswana

Vingt mille employés en grève de la South Africa's Impela Mines, l'une des plus importantes sociétés productrices de platine du monde ayant l'essentiel de ses installations au Bophuthatswana (bantoustan), ont été licenciés, lundi 6 janvier. Dix mille autres s'exposent à la même sanction s'ils ne reprennent pas le travail, a annoncé un porte-parole de la mine. Les trente mille employés d'Impela Mines, société contrôlée par le groupe Gencor, s'étaient mis en grève mercredi 1^{er} janvier pour demander notamment des augmentations de salaires.

Le porte-parole d'Impela a indiqué que la production de la mine, qui représente 35 % de la production de platine du monde occidental, était totalement stoppée et a précisé qu'il « ne fallait que deux semaines pour former un mineur ». L'entreprise, s'il ajoutait, peut recruter parmi les quelque quatre cent mille chômeurs de la région, dont la moitié possèdent une formation de mineur.

Le gouvernement de Pretoria a, d'autre part, « sévèrement » mis en demeure le Botswana de « prendre des mesures efficaces contre la menace terroriste », dans un message adressé lundi au gouvernement de Gaborone, deux jours après l'attentat qui a fait deux morts et deux blessés - tous blancs - près

de la frontière du Botswana. Les autorités sud-africaines « se réservent le droit, conformément aux principes légaux internationaux établis, de prendre toute mesure appropriée en vue de protéger la vie de leurs ressortissants », souligne ce message, qui fait suite à un avertissement adressé le 20 décembre à tous les voisins de l'Afrique du Sud, y compris le Botswana.

Ce nouvel avertissement laisse ainsi planer la menace de représailles analogues à celles de juin dernier, lorsqu'un commando des forces spéciales sud-africaines avait tué treize militants présumés de l'ANC (Congrès national africain), à Gaborone. Les autorités du Botswana ont, pour leur part, nié lundi donner asile à des maquisards de l'ANC.

En Namibie, la « force du territoire du Sud-Ouest africain », dirigée par Pretoria, a annoncé avoir mené un nouveau raid en Angola, y tuant quatre maquisards namibiens. A Washington, le porte-parole du département d'État, M. Charles Redman, a indiqué que les États-Unis ont appelé Pretoria à utiliser « les canaux diplomatiques existants » pour résoudre les problèmes de sécurité découlant des récents attentats dans les zones frontalières. (AFP, Reuter.)

Sur le vif

Ras... la soucoupe

J'ai une copine, elle vient de passer les fêtes aux sports d'hiver avec son Anglaise. Un petit hôtel très chic, très chouette. Le jour du départ - il prenait un avion pour Londres tôt le matin - il se lève sans faire de bruit, il s'écroule sur le point de pieds. A son réveil, elle trouve un petit mot très gentil sur la table de nuit et quelques billets. Ravis de ce cadeau inopiné - pas gros, mais, quel, il n'y a que l'intention qui compte, elle empêche le tout. Et le lendemain - ça d'accord, elle n'aurait jamais dû - elle le remercie au téléphone : c'est vraiment mimi. Fureur du type : c'était pas pour elle ce truc, c'était pour la femme de chambre. Elle pouvait pas le savoir !

Pourquoi je vous raconte ça aujourd'hui ? Parce que je me suis engouffré hier avec une dame pipi. Elles ont drôlement monté leurs prix. Vous savez ce qu'elles font ? Elles ne laissent dans leur soucoupe que des pièces de 2 F et de 5 F pour vous inciter à en faire autant. Moi, ça m'a agacé, ce forçage, et je lui ai balancé mes pièces jaunes. Elle réagit sec. Ça lui apprendra.

J'en ai vraiment marre - pas vous ? - de la dictature du pourboire dirigée en système économique dans ce pays. Il faut en distribuer partout, tout le temps : taxis, hôtels, coiffeurs, cinémas, hôpitaux, restaurants... Il faut savoir à qui et quand et combien.

Moi, je n'ai aucune idée. J'ai toujours peur de donner trop ou pas assez. Ça me gêne, ça m'intrigue. Je connais des filles, elles s'encombrent de mecs uniquement pour ça. Pour distribuer la monnaie et remplir, en faisant semblant de les serrer, toutes les mains qui se tendent. Remarque, vous avez des femmes imbattables question gratification. Ma belle-mère, par exemple. On la consultait sans arrêt : « J'ai une amie aux Quinze-Vingts, on l'a opérée de la cataracte, qu'est-ce qu'elle doit laisser aux infirmières ? » C'est le premier ou le deuxième ? - Le premier. - Donc, il faudra qu'elle y retourne : trois ballottins de chocolats de 1 kilo chacun pour les différentes équipes.

Moi, je l'appellais à Marseille, en cachette du plombier venu déboucher mon évier : - Il a refusé un verre de vin, qu'est-ce que je fais ? - Tu multiplies les cinq éloges par le nombre de coups de fil suppliants que tu lui as donnés et tu ajoutes 7 F pour que ça fasse un compte rond.

Vous me direz : c'est pareil partout. Sauf en URSS. Je regrette beaucoup. En URSS, on file la pièce à tout ce qui passe. Y compris aux médecins. S'ils le refusent, c'est pas par fierté, c'est par intérêt : des roubles, non merci, je ne mange pas de ce pain-là. Des dollars.

CLAUDE SARRAUTE.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

M. Fabius et la réduction du mandat présidentiel

Les propos de M. Laurent Fabius, dans l'entretien qu'il a accordé au *Figaro* (nos éditions du 7 janvier), sur l'éventualité d'un référendum, après les élections de mars et avant 1988, sur la réduction du mandat présidentiel à cinq ans ont retenu l'attention du *Quotidien de Paris*, qui y voit, mardi 7 janvier, l'un des deux axes de « l'offensive de Mitterrand ». « Il convoque le Parlement », il relance le quinquennat », indique le *Quotidien* dans ses titres. Au sujet du quinquennat, Jacques Paton écrit que, « comme ce projet serait la reprise de celui de Georges Pompidou », voté par l'Assemblée nationale et le Sénat en 1973, « l'opposition serait en mauvaise position pour le combattre, et il pourrait recueillir une majorité qui rendrait au chef de l'Etat quelque légitimité après l'échec de sa majorité » aux élections législatives.

Jean Bothorel rappelle, dans le *Figaro*, que M. Valéry Giscard d'Estaing avait, dans le *Figaro-Magazine* (daté 4 janvier), déclaré « capital » le « raccourcissement du mandat présidentiel ».

Le *Matin de Paris* a retenu des déclarations du premier ministre qu'il est favorable à la réduction du mandat présidentiel, mais que le président et lui ont « décidé que rien ne viendrait perturber la campagne d'ici à l'échéance de mars, pas même un référendum ». Sur cette réduction, et que, donc, « il n'y aura pas de coup » d'ici là.

Selon l'*Humanité*, le premier ministre, à travers sa présentation de l'action et du programme des socialistes dans le *Monde*, « vise de toute évidence à obtenir l'appui du CNRP et de ce « centre » qu'il évoquait, il y a quelques semaines, dans les colonnes du *Wall Street Journal* ».

● M. Chirac : le quinquennat. « un problème qui peut attendre ». - M. Jacques Chirac, qui a quitté Paris, mardi 7 janvier, pour Cayenne, où il soutiendra la liste RPR de Guyane, a déclaré, dans une interview à Radio-Caribbe, que la réduction du mandat présidentiel à cinq ans était « un problème qui pouvait attendre ». Il a ajouté :

« Sur le fond, je suis favorable au mandat présidentiel à cinq ans ; sur l'opportunité, je crois qu'aujourd'hui la France a d'autres raisons de mobiliser ses énergies politiques que de s'engager dans une consultation populaire pour réduire ce mandat de deux ans ».

● M. Fabius avait convié les membres du gouvernement à un petit déjeuner le 1^{er} octobre dernier.

REUNION DE TRAVAIL DU GOUVERNEMENT A L'HOTEL MATIGNON

M. Laurent Fabius a réuni le gouvernement pour un petit déjeuner de travail à l'hôtel Matignon, le mardi 7 janvier. La réunion a duré un peu plus d'une heure, pendant laquelle le premier ministre et les membres du gouvernement ont parlé de la campagne pour les élections de mars et de la situation économique et sociale.

M. Fabius avait convié les membres du gouvernement à un petit déjeuner le 1^{er} octobre dernier.

REMANIEMENT MINISTÉRIEL EN CORÉE DU SUD

Séoul. - Le président Chun Doo Hwan a procédé mardi 7 janvier à un remaniement ministériel portant sur un total de huit ministères, y compris ceux de l'économie et de la défense. Ces changements visent principalement à améliorer les capacités de gestion et de développement économiques de la Corée du Sud.

Le premier ministre, M. Lho Shin Yong, conserve ses fonctions, mais le vice-premier ministre chargé des affaires économiques et de la planification, M. Shin Byung Hyon, est remplacé par le ministre des finances sortant, M. Kim Mahn Je. Le nouveau ministre de la Défense est le général en retraite Lee Ki Baek, ex-chef d'état-major et camarade de promotion du président Chun. Les ministères de la construction et des sciences et technologie changent également de titulaire.

UN « FORUM SUR LE MÉTIER DE DIPLOMATE » A PARIS

Jeu 9 et vendredi 10 janvier, aura lieu, au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris, un « Forum sur le métier de diplomate » (1), dont l'organisation a été parrainée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, l'Association de la presse diplomatique, l'Institut d'études politiques et l'Institut français de science administrative, sous le patronage du ministre des relations extérieures, M. Roland Dumas.

La première matinée sera consacrée aux relations entre diplomates et entreprises, et, le jeudi après-midi, aux rapports entre diplomatie et information. Au cours de ce débat, doivent notamment intervenir M. André Fontaine, directeur du *Monde*, notre ancien collaborateur Maurice Delarue, ainsi que M. Henri Pigeat, président-directeur général de l'AFP, et M. Philippe Faure, conseiller de presse de l'ambassade de France à Washington. Vendredi matin, sera abordé le thème des Français de l'étranger, l'après-midi étant consacré à une séance de synthèse.

(1) Secrétariat du Forum : RFP, 120, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél. : 42-62-62-95.

GUIDE DES IMPRIMANTES
180 modèles de 1300 F à 15 000 F
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
25 F chez votre marchand de journaux

A B C D E F G

EN RAISON D'UN RETARD ADMINISTRATIF

Plusieurs milliers d'employés communaux n'ont pas reçu leur traitement

Plusieurs milliers d'employés communaux de la petite couronne parisienne - dont quelques centaines à la seule mairie d'Asnières - n'ont pas reçu leur salaire du mois de décembre en raison du retard apporté au traitement des versements effectués par les municipalités. Ce retard - d'une dizaine de jours à présent - concerne uniquement les versements bancaires effectués par l'intermédiaire du centre administratif de la Banque de France à Poitiers vers lequel convergent une partie importante des traitements de ce personnel communal de la région parisienne. Aucun problème, par

contre, n'est à signaler pour les versements effectués via les chèques postaux (CCP).

Au centre administratif de Poitiers, où l'on confirme ce retard, l'on invoque à la fois les vacances de fin d'année, qui ont perturbé le fonctionnement normal des services, et l'acheminement de ces versements par courrier postal, autre élément d'embouteillage.

« Une grande partie de ces versements effectués par les comptables du Trésor s'opèrent encore sur un support papier dans la mesure où nombre d'entre eux n'ont toujours pas opté pour l'usage de la bande magnétique, fait remarquer le directeur de Poitiers, M. Fernand Arnould. Les autres mois, nous n'avons eu aucun problème mais il s'agit d'un phénomène cyclique, aggravé peut-être cette année par la mise en place de la décentralisation administrative ».

« Tout le retard accumulé devrait être résorbé au cours des deux prochains jours », ajoute-t-il, invitant, à l'avenir, les ordonnateurs de ces versements municipaux à les effectuer un peu plus tôt au mois de décembre. Dans l'immédiat, les employés communaux concernés qui perçoivent souvent de faibles salaires sont lourdement pénalisés par ce retard, obligeant les municipalités à réintégrer leurs habitations. Cette décision est due à l'évolution favorable constatée par les volcanologues qui surveillent en permanence le volcan.

S.M.

Le numéro du « Monde » daté 7 janvier 1986 a été tiré à 533 527 exemplaires

ATTENTION STOCK LIMITÉ

1 MACINTOSH 128 K
+ MACWRITE
+ MACPAINT
+ 1 Extension à 512 K
+ 1 Lecteur supplémentaire
compréhensible
= 22.490 F T.T.C.
SEULEMENT!!!
(crédit ou leasing possibles)
Nous acceptons avec plaisir les bons de commande de l'administration.

INTERNATIONAL COMPUTER
Le centre Géant de la Micro-informatique
26, rue du Renard 75004 (face Beaubourg) - Tél. (1) 42.72.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - Tél. 91.37.25.03

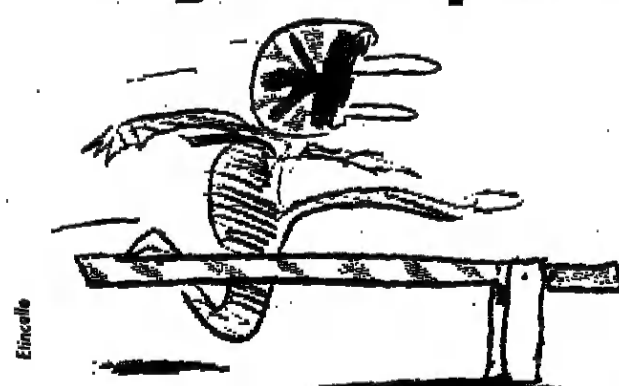
Sur CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100.3 MHz)
à Bordeaux (101.2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94.8)
à Limoges (102.1 MHz)
à Toulouse (85.6 MHz)

MARDI 7 JANVIER
« Le Monde » reçoit
OLIVIER GUICHARD
président du conseil régional
des Pays de la Loire
député de la Loire-Atlantique
maire de la Beule
avec **PHILIPPE BOUCHER**

MERCREDI 8 JANVIER
Aid « le Monde »
Vos vœux politiques
et rentrée
gouvernementale
avec **FRANÇOIS KOCH**

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

L'anglais au sprint



Vous voulez parler l'anglais vite, très vite ? A vos marques ! Choisissez parmi les deux formules ILC réservées aux sprinters.

La semaine bloquée : 6 heures d'anglais chaque jour pendant une semaine. Un rythme féroce mais des progrès géants.

Les cours intensifs : 4 heures d'anglais par jour pendant deux semaines. Vos blocages n'y résisteront pas.

Si votre problème n'est pas d'aller vite, renseignez-vous sur nos différentes formules : cours trimestriels, cours à thèmes (conversations, anglais des affaires, anglais culturel), cours préparatoires aux examens, séjours linguistiques en Angleterre.

L'English Connexion

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20, passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 43.25.41.37